Claude Latta

L'Histoire au service du citoyen :
les introductions historiques
aux soirées-débats de *Parole donnée*

Cahiers de Village de Forez
Commission *Rencontres vagabondes*
du Centre social de Montbrison
2019

Remerciements à :

Pascal Georges qui a été à l'origine de cette aventure de "Parole donnée" et qui a joué le rôle central dans sa réalisation et son animation.

Annie Dutreuil, Isabelle Freycon-Benetière, Huguette Perrache, Jean-Claude Lathière, Geneviève Le Barrier, Annie Lesquir, Colette Modion, Catherine Montagner, Michel Presle, Huguette Perrache, Christine Segreto, Christian Seux et Michèle Vial, membres de la Commission rencontres vagabondes qui a pris en charge l'organisation de "Parole donnée"

Colette et Jo Barou qui ont relu les épreuves de ce cahier de Village de Forez.

Photo de couverture : Dominique Marchiset.

Cahier de Village de Forez n° 179

Siège social : Centre social, 13, place Pasteur, 42600 Montbrison. Site : villagedeforez.montbrison42.fr

Directeur de la publication : Joël Jallon

Responsable de la rédaction : Joseph Barou

Les cahiers de Village de Forez sont publiés par le Groupe d'histoire locale du Centre social de Montbrison

Comité de rédaction : Geneviève Adilon, Daniel Allezina, Gérard Aventurier, Daniel Baby, Marie-Claude Baby, Joseph Barou, Claude Beaudinat, Gérard Berger, Danielle Bory, Michelle Bouteille, Pascal Chambon, Antoine Cuisinier, Maurice Damon, Roger Faure, Marc Fournier, Michel Giraud, André Guillot, Joël Jallon, Bernard Laroche, Claude Latta, Gabriel Mas, Stéphane Prajalas, Jérôme Sagnard, Alain Sarry, Pierre-Michel Therrat, Marie-Claudette Thévenet-Merle, Paul Valette, Gérard Vallet

Dépôt légal : 3^e trimestre 2019

Impression : Gravo-clés, 65, rue Tupinerie, 42600 MONTBRISON

ISSN - 0241-6786

Les soirées-débats de *Parole donnée*

Avant-propos

Nous publions ici les introductions historiques, telles qu'elles ont été rédigées et dites au début des dix-sept soirées-débats de *Parole donnée* faites au Centre social de Montbrison entre 2013 et 2018. Ce sera le témoignage – et une trace pour l'histoire du centre social – de l'une des nombreuses aventures intellectuelles et culturelles qui jalonnent son histoire.

En fait, il y a eu, non pas dix-sept, mais vingt soirées-débats de « parole donnée » : mais les textes des introductions des trois premières soirées faites en 2012-2013 n'avaient pas été rédigées et subsistaient seulement sous forme de notes, parfois éparses et discontinues. Nous n'avons pas voulu, plusieurs années après, les reconstituer un peu artificiellement. La trace de ces soirées subsiste cependant par leur titre et le nom de tous les intervenants.

Après ces trois premières soirées, j'avais changé de méthode parce que j'avais constaté qu'il m'était difficile, à partir de mes notes, de tenir le temps court qui m'était alloué. J'ai alors rédigé à l'avance, intégralement, chaque intervention, ce qui me permettait de calibrer davantage celle-ci, d'éviter digressions et explications superflues. C'est en outre un bon exercice qui oblige à soigner la forme et à aller à l'essentiel. Ce sont ces textes qui sont publiés tels quels : ils ne comportent aucune note infrapaginale car ils n'ont pas été rédigés dans une démarche d'érudition. Ils n'ont pas été modifiés même lorsque, ultérieurement, des événements nouveaux ont fait évoluer les problèmes qu'ils évoquaient : ainsi nous n'évoquons pas la réforme territoriale faite sous la présidence de François Hollande ou l'installation du cinéma Rex à l'extérieur du centre-ville de Montbrison.

L'organisation des soirées-débats

En 2012, l'idée de départ de ces soirées a été de donner la parole à des personnes travaillant dans les services publics, largement malmenés. À partir de leurs témoignages et d'un éclairage historique qui ouvrait la soirée, le débat pouvait s'instaurer avec le public. Ces soirées ont été organisées à l'initiative et sur une idée de Pascal Georges, ancien directeur du Centre social et resté, après son départ de la direction, impliqué dans plusieurs activités. Il m'a proposé que l'on « fasse quelque chose » au Centre social pour que les gens réfléchissent aux problèmes du monde dans lequel ils vivent en s'appuyant sur l'histoire et en pratiquant la discussion. En commençant par parler des services publics. Depuis lors, sans qu'un plan général ait été adopté au départ, les thèmes des soirées se sont élargis : les coopératives, le cinéma associatif, l'agriculture, les collectivités territoriales, l'assainissement, la lecture publique, la citoyenneté, la lutte des femmes, cela fait beaucoup de sujets différents. Mais la formule est restée la même, faisant alterner l'histoire et l'actualité, la connaissance littéraire et la connaissance pratique et privilégiant le débat.

Il s'agissait aussi de faire cette expérience dans une structure indépendante des associations engagées plus directement dans tel ou tel combat que nous voulions évoquer : leur engagement même limitait leur public. Notre but était d'attirer et faire réfléchir un public plus large et plus varié. Une *agora* pour les citoyens. Nous avons envie de faire quelque chose d'original, le projet prit forme, on dirait aujourd'hui que l'on essayait un concept nouveau : les soirées auraient trois temps différents : une introduction historique que je ferais, disposant de 20 à 25 minutes – d'où l'obligation d'être concis et synthétique – des témoignages venant d'horizons variés, enfin une discussion avec le public. La soirée serait menée par Pascal Georges qui donnerait la parole à tous les intervenants, posant les questions, faisant les transitions nécessaires et une conclusion, veillant aussi à ce que la soirée ne se termine pas trop tardivement.

Pourquoi *Parole donnée* ? Nous donnerions ainsi la parole aux témoins et aux citoyens. Au Centre social, on donne la parole. La parole est libre. Et aussi, on tient parole. Nous n'avions probablement pas pensé à ce sens-là mais il existe aussi.

Au début, Pascal Georges et moi, nous préparions les soirées tous les deux, Pascal se chargeant souvent de contacter les « témoins ». Puis le Centre social a souhaité que plusieurs activités, qui s'étaient créées de façon autonome, se regroupent pour faire un programme qui aurait davantage de visibilité, en particulier dans la plaquette annuelle du Centre. C'était une bonne idée. La préparation des soirées-débats de *Parole donnée* s'est donc intégrée dans la commission *Rencontres vagabondes* qui se chargeait aussi du théâtre, de la chanson et de la musique et d'autres manifestations ou débats. Ce fut une ouverture. Il y eut désormais, pendant plusieurs années, un travail d'équipe, fructueux et convivial, auquel ont participé ou participent Annie Dutreuil, Isabelle Freycon-Benetière, Huguette Perrache, Jean-Claude Lathière, Geneviève Le Barrier, Annie Lesquir, Colette Modion, Catherine Montagner, Michel Presle, Huguette Perrache, Christine Segreto, Christian Seux et Michèle Vial. Chacun donnait ou donne son avis sur toutes les soirées programmées, *Parole donnée* gardant cependant son nom et une certaine spécificité.

Une fois la soirée programmée et les témoins et participants ayant été trouvés, une réunion préparatoire avait lieu : moment essentiel car le débat, en fait, se préparait et parfois commençait. Les participants faisaient connaissance. Avant la soirée elle-même, un casse-croûte réunissait tout le monde pour résoudre les derniers problèmes et préciser l'ordre de passage et le temps de chacun.

L'Histoire au service des citoyens

À *Parole donnée*, j'ai été, en somme, l'historien de service : au bon sens du terme, je l'espère. Je m'étais donné le défi de parler de sujets très différents – de tous les sujets qui me seraient proposés – dans un temps limité (20 à 25 minutes). C'est un exercice passionnant qui se prépare par des lectures, le rassemblement de toute une documentation, et la concertation avec les « témoins » qui allaient prendre la parole. L'écriture du texte doit aller à l'essentiel. C'est aussi l'occasion de parler d'histoire locale. Rien de tel que d'avoir à présenter un sujet pour bien le comprendre soi-même ! J'ai appris beaucoup, j'ai souvent clarifié mes idées. Un historien, de toute façon, apprend constamment, sinon il n'a plus rien à dire.

Pourquoi chaque fois une introduction historique ? L'histoire permet de prendre du recul et de se situer dans un temps plus long : si on parle de l'hôpital de Montbrison, il est saisissant de savoir qu'il a, à travers trois sites successifs, mille ans d'histoire ! Quand nous parlons du métier d'agriculteur, l'histoire de la transformation de l'agriculture française (la « fin des paysans ») replace les problèmes dans un temps plus long et invite à réfléchir sur les problèmes d'aujourd'hui. Et quand nous avons parlé de cinéma (un sujet alors brûlant à Montbrison lorsque nous l'avons évoqué), c'était l'occasion de rappeler que le cinéma associatif avait à Montbrison une longue histoire et était toujours resté lié à une association qui se sentait le droit de faire valoir son point de vue. Encore un exemple : nous avons parlé du vote et de l'abstention : face à celle-ci, il est bon de rappeler que le suffrage universel a été obtenu par une longue lutte des républicains et aussi de réfléchir aux formes nouvelles d'expression démocratique qui peuvent donner des couleurs à la République. Nous avons souvent été en phase avec l'actualité : parler de la place des femmes dans l'histoire du XX^e siècle, c'est, à l'heure de #MeToo et de l'affaire Weinstein, éclairer les débats sur la parité ou le harcèlement.

Il s'agissait de donner la parole aux citoyens et de comprendre les problèmes d'aujourd'hui. Ce fut une expérience humaine enrichissante, avec ce souci d'éducation populaire qui est la marque du Centre social de Montbrison.

Dans la continuité

Cette expérience de *Parole donnée* prend place dans l'histoire du Centre social de Montbrison qui a, au cours de son histoire déjà longue, suscité et abrité quelques belles aventures intellectuelles : une

Université populaire, animée par Jean-François Skrzypczak, qui permet aux militants et aux citoyens de continuer à se former dans tous les domaines de la culture, les *Soirées du vendredi* de Jacques Martinez qui ont été une belle ouverture sur le monde, le groupe *Vivement Jeudi* fondé par Françoise Lafin, aux multiples activités, entre théâtre et conférences ; le groupe audiovisuel de Jacques Martinez ; la *Fête du livre pour enfants* issue en 1997 de la commission *Petite enfance* et portée par une forte équipe, appuyée par le CRILJ-Loire ; les cours publics d'histoire (Claude Latta, Joseph Barou) et de littérature (Marc Fournier), l'Université de la vie associative, née en 2001 de la célébration de la loi de 1901 qui a autorisé les associations ; le groupe *Patois vivant* (Joseph Barou, André Guillot), *Village de Forez* (Joseph Barou, Claude Latta, puis Maurice Damon, Pierre Drevet, Michelle Bouteille, d'autres encore...), revue d'histoire locale née en 1980, qui a pris, depuis, toute sa place, « espace de liberté » – recherche et édition – qui permet l'ouverture de nouveaux chantiers et a créé le *Printemps de l'Histoire* ; sans oublier les poètes des *Compagnons de la Boutasse* (Loulou Merlay). Ce foisonnement d'initiatives et de créations est comme une belle illustration de la formule de l'historienne Marguerite Gonon : « Il n'y a pas de culture sans partage des connaissances. »

Évolution

Parole donnée a tenu dans la durée : sept ans, c'est pas mal. Nous avons eu chaque fois de 25 à 100 personnes, des débats passionnants, des moments émouvants. J'ai vécu avec mes sujets de recherche successifs, faisant une sorte de recyclage permanent. J'ai fait de bonnes rencontres, apprécié les débats de la commission rencontres vagabondes. Mais il faut se renouveler, éviter la routine, s'adapter à de nouveaux publics, chaque formule connaît avec le temps une certaine usure. Et j'ai souhaité aussi me mettre en retrait et me concentrer sur l'écriture. La mise place en 2018 d'une nouvelle Université populaire – clin d'œil à celle des années 1970-1980 – donnait l'occasion d'intégrer débats et discussions dans celle-ci.

Je remercie tous ceux qui nous ont suivis dans cette aventure, ceux qui m'ont encouragé, ceux qui ont permis que cette brochure soit publiée. Bonne lecture !

C. L.

Les 20 séances de *Parole donnée*

Année 2011 - 2012

(1^{re} année)

Programme

Les services publics

1/ Le 28 février 2012 : la Poste

Modérateur : Pascal Georges

Témoignages de :

Françoise Blanc, factrice

Julien Favier, facteur

André Granjon, retraité de l'encadrement de la Poste

2/ Le 6 mars 2012 : EDF

Modérateur : Pascal Georges

Témoignages de :

Jean-Luc Presle, agent ERDF

Jean-Luc Granger, agent ERDF

Thierry Guillot, agent ERDF

3/ Le 13 mars 2012 : la SNCF

Modérateur : Pascal Georges

Témoignages de :

Annie Lacand, retraitée du service voyageurs de la SNCF

Marc Brochut, retraité du siège de la SNCF

[ce sont les trois soirées dont les textes d'introduction ne sont pas publiés ici]

Les 20 séances de *Parole donnée*

Année 2012 - 2013

(2^e année)

Programme

Les services publics et les coopératives

1/ le 9 janvier 2013 : l'hôpital et l'organisation des soins

Modérateur : Pascal Georges

Témoignages de :

Marie-Odile Meyer, infirmière, directrice d'un centre de soins associatif

Marie-France Perat, infirmière, responsable de la permanence d'accès aux soins de santé (PASS)

Le docteur Christian Barbier, médecin généraliste

Le docteur Redouanne Mohammedi, médecin à l'hôpital de Montbrison

2/ le 13 février 2013 : l'école en milieu rural

Modérateur : Pascal Georges

Témoignages de :

Thomas Presle, enseignant et directeur d'une petite école rurale

Laurent Couliard, enseignant en école rurale mais aussi en école de ville

Nathalie Thollot, conseillère pédagogique

Valérie Maurin-Dulac, inspectrice de l'Éducation nationale de la circonscription de Montbrison

Serge Vray, maire de Chenereilles et conseiller général

Camille Pluinage, parent d'élève au RPI Bussy-Arthun-Saint-Sixte

3/ le 13 mars 2013 : les coopératives

Modérateur : Pascal Georges

Témoignages de :

Béatrice Chabaga, fondatrice de la SCOP Mégaphone (Communication en langue des signes)

Gérard Dalbague, paysan retraité, membre de nombreux groupements agricoles dont des coopératives agricoles

Daniel Vergiat, gérant de Biocoop Forez

Jean-Luc Verilhac, enseignant dans une école primaire à Soleymieux où il encadre une coopérative scolaire

De l'hôtel-Dieu médiéval à l'hôpital d'aujourd'hui

La fonction sociale de l'hôpital (fonction d'accueil et de secours) a reposé successivement sur trois valeurs, qui définissent trois grandes étapes de son histoire :

- La charité, du Haut Moyen Âge jusqu'à la fin de l'Ancien Régime ;
- L'assistance, de la Révolution à 1945 ;
- La solidarité, à partir de 1945.

La fonction de soins ne s'est imposée au centre du système qu'au XIX^e et surtout au XX^e siècle.

1/ La charité, du Haut Moyen Âge à la fin de l'Ancien Régime

L'appel à la charité est constant dans le *Nouveau Testament* (« J'étais malade et tu m'as visité »). L'Église en fait un devoir qui s'impose à tout chrétien, car le pauvre et le malade sont considérés comme l'image du Christ. Pour soulager les pauvres, saint Basile, évêque de Césarée en Cappadoce (329-379), fonde l'un des premiers hospices : le *Grenier de Bonté*.

Avec le développement des villes, les hospices s'implantent en site urbain. En 816, le concile d'Aix-la-Chapelle impose aux évêques de construire un hôtel-Dieu à proximité de la cathédrale, au cœur de la cité. C'est une institution fondée à partir de biens privés, placée sous l'autorité de l'évêque, dont l'animation et la gestion sont confiées à un ordre religieux hospitalier. Ces ordres apparaissent vers le X^e siècle. Au départ masculins autant que féminins, ce sont des ordres actifs, et non pas contemplatifs (ex. : les sœurs augustines, les frères de Saint-Jean-de-Dieu, etc.). Aux vœux traditionnels de pauvreté, chasteté et obéissance, ils ajoutent celui d'hospitalité.

Ouvrir un hôpital, créer des lits dans un hôpital est une œuvre de charité.

À Montbrison

– La fondation : en 1090, avant de partir à la croisade où il meurt en 1097, Guillaume l'Ancien, comte de Forez, crée un hôpital de 15 lits à l'intérieur du château féodal situé sur l'actuelle butte du Calvaire.

– Un hôpital dans un nouveau quartier : vers 1220, le comte Guy IV lance une vaste opération d'urbanisme au sud du Vizézy. L'hôpital (hôtel-Dieu ou hôpital Sainte-Anne) est transféré au bord du Vizézy où il reste jusqu'en...1975 ! En 1223, commence aussi la construction de la collégiale Notre-Dame. À la fin du XIII^e siècle, l'hôpital se composait de la « maison des pauvres malades » (25 lits) et celle des « femmes en couches » (15 lits). Il était géré par des recteurs (chanoines de Notre-Dame et notables de la ville).

D'autres institutions hospitalières : il y eut, fondée en 1189, la commanderie des chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem qui accueillait aussi les chevaliers malades et la léproserie de Moingt, fondée en 1198, l'hôpital de Champdieu fondé il y a plus de 500 ans.

Pendant des siècles, l'assistance aux pauvres (malades, orphelins, mendiants...) repose donc sur l'Église. Cependant, et progressivement à partir du XVI^e siècle, les pouvoirs municipaux s'investissent davantage dans l'administration temporelle de ces établissements, à des fins de contrôle et de rationalisation de leur gestion économique et financière. Puis le pouvoir royal intervient.

Les hôpitaux généraux et la politique de Louis XIV

À Paris, l'Hôpital général est une nouvelle institution créée en 1656 par un édit royal de Louis XIV ; il concerne les pauvres valides. Son développement dans les villes de province est décidé en 1662. C'est une œuvre de police, qui se justifie à partir d'une intention charitable ; pour contribuer à son financement, le gouvernement fait appel à la charité des chrétiens. Car à Paris, au milieu du XVII^e siècle, dans un contexte politique et économique troublé, 40 000 pauvres, mendiants et vagabonds représentent une menace pour l'ordre public. Il s'agit de les rassembler dans un cadre conçu pour les remettre sur le chemin d'une vie chrétienne, par le travail et la prière (la Salpêtrière pour les femmes, Bicêtre pour les hommes). En théorie,

l'enfermement est volontaire. Mais très vite, des « rafles » sont menées par une police spéciale, les « archers des pauvres ». Selon leur niveau de « dangerosité », les pauvres sont répartis dans des quartiers distincts : en particulier le bâtiment *de la Force*, lieu d'incarcération où les mendiants « valides et fainéants » sont employés « aux travaux les plus rudes que leurs forces peuvent porter » et les *Loges* ou cellules pour les aliénés. En moins de vingt ans, l'Hôpital général fonctionne comme un lieu d'incarcération. Michel Foucault a ainsi étudié, dans ses différents travaux, la politique de l'enfermement menée sous l'Ancien Régime : pour les fous, les malades, les pauvres.

À Montbrison

En 1654, les sœurs augustines, religieuses hospitalières venues de La Charité-sur-Loire, se virent confier le soin et l'administration des malades. Jusqu'à une époque très récente, elles étaient à Montbrison et au Mont d'où elles sont parties il y a quatre ans.

En 1659 : fondation, dans le quartier du Bourgneuf, de la *Charité*, de l'« hôpital général des pauvres renfermés », administrée par des recteurs élus par une « assemblée de ville » et tenue par des « filles dévotes » puis, au XIX^e siècle par des religieuses. La Charité était installée contre les remparts, au nord du couvent des Cordeliers. Elle fut à la fois orphelinat (elle recueille les enfants trouvés : 5 500 entre le XVIII^e et la fin du XIX^e siècle), hospice pour les vieillards, les mendiants et les infirmes, maison de correction pour enfants « désobéissants et libertins ». Elle distribuait aussi des secours aux pauvres de la ville.

En 1751, la Charité s'installe dans le second couvent des Ursulines (la maison de retraite actuelle) qu'elle a acheté.

En 1786-1788 une grande partie de l'hôpital est reconstruite. Il est doté d'une belle façade XVIII^e siècle, surélevée au XX^e siècle). La capacité de l'hôpital était de 30 lits (les lits à rideaux qui ont subsisté jusqu'au XX^e siècle !). L'hôpital accueillait les malades, les femmes en couches, les soldats de la garnison, les « estropiés ». Le service médical était assuré par un « chirurgien » (qui faisait surtout les saignées) et un médecin. Les religieuses tenaient la « pharmacie » qui distribuait des remèdes aux pauvres de la ville. L'hôpital vit en partie des revenus des grands domaines (près de 1 000 ha) qu'il possède dans la plaine du Forez à la suite de legs testamentaires.

2/ L'assistance, de la Révolution à 1945

Au XVIII^e siècle, dans une société en voie de lente déchristianisation, la vision du pauvre comme figure du Christ – et avec elle, celle de l'hôpital charitable – perd en partie son sens. La Révolution cristallise les aspirations des Lumières et permet d'enclencher de profondes réformes.

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793, article 21 : « Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler. »

Ce sera le projet de ces années révolutionnaires : édifier un nouveau système fondé sur l'assistance (et non plus la charité), prise en charge et contrôlée par l'État. C'est la volonté d'une transformation globale de la société sur la base d'un nouveau contrat social. Le pauvre se confond désormais avec le peuple souffrant et victime. Et dans ce système, les hôpitaux sont appelés à devenir les temples de la médecine : lieux de soins pour les malades, bien sûr, mais aussi de formation pour les futurs médecins (création des internes de médecine en 1802).

En 1794, l'État nationalise les biens hospitaliers et renvoie les congrégations religieuses. La même année, il ouvre les hôpitaux aux étudiants en médecine, sous la conduite de leurs professeurs (réforme des écoles de santé). En 1796, l'administration des hôpitaux relève des municipalités, par le biais d'une commission administrative présidée par le maire. Mais au-delà d'un certain nombre de mesures législatives et réglementaires, les intentions échouent dans un contexte politique et économique difficile.

Structurer ce nouveau paysage de l'assistance, accomplir les réformes à peine engagées à la fin du XVIII^e siècle seront l'ambition et l'œuvre de la Troisième République. Son action, qui se fonde sur la nouvelle

science sociale et sur le droit, vise à transformer le monde disparate des « secours » en un ensemble s'intégrant à une politique de protection sociale généralisée. La création en 1886 d'une Direction de l'Assistance publique, au sein du ministère de l'Intérieur, exprime cet engagement. Une législation nouvelle est mise progressivement en place :

- 1893 : loi instituant l'assistance médicale gratuite ;
- 1905 : loi sur l'assistance aux vieillards et aux infirmes ;
- 1913 : loi sur le repos des femmes en couches ; loi sur l'assistance aux familles nombreuses.

Ces mesures, qui substituent un devoir légal d'assistance au devoir moral d'aide, entraînent des conséquences pour la vie et le fonctionnement de l'hôpital. Elle élargit également son champ d'action en amont de la maladie (prévention) et en aval (suivi des patients guéris, réinsertion sociale) ; le premier Service social est créé à Paris en 1914, à l'hôpital des Enfants-Malades.

Formation médicale : création de l'internat en médecine en 1802, professionnalisation des infirmières.

À la fin de l'Ancien Régime, nombreux sont les médecins qui remettent en cause le savoir médical traditionnel et l'organisation de son enseignement. Ils s'appuient désormais sur une nouvelle approche de la maladie fondée sur l'examen des symptômes. L'hôpital joue un rôle primordial puisqu'il permet de multiplier les observations, grâce à la présence d'un grand nombre de malades. La création de l'internat en 1802 à Paris permet, en faisant appel à des élèves logés sur place, d'assurer la permanence des soins et d'enclencher le processus de médicalisation de l'hôpital dont ces internes vont être les piliers.

Parmi les réformes accomplies par la Troisième République, on trouve le remplacement progressif des congrégations religieuses hospitalières, jugées ignorantes, par un personnel nouveau et « éclairé » : l'infirmière. Il s'agit alors dans un contexte de « révolution pastorienne », d'appliquer les principes d'hygiène et d'asepsie et d'entreprendre avec rigueur la lutte contre les trois fléaux de l'époque : l'alcoolisme, la tuberculose et la syphilis. Pour cela, les médecins vont réclamer l'assistance d'un personnel qu'il faut former. Connu pour son anticléricalisme, mais aussi pour son combat en faveur de la formation professionnelle des personnels des hôpitaux, le docteur Bourneville est une des personnalités de ce monde médical. Il ouvre une école d'infirmières dont il sera directeur jusqu'en 1905, rédige un manuel à leur intention. En 1907, création de l'École d'infirmières de la Salpêtrière. Conséquence de la *Loi de séparation de l'Église et de l'État* votée par l'Assemblée nationale en 1905, la laïcisation des hôpitaux s'accélère, surtout à Paris. Pendant la guerre de 1914-1918, la formation « sur le tas » de nombreuses infirmières auxiliaires bénévoles se fait dans le cadre de la Croix-Rouge.

3/ La solidarité, depuis 1945

Progressivement, dans le premier tiers du xx^e siècle, une nouvelle réflexion insiste sur la *prévoyance* par l'assurance individuelle et sur la notion de solidarité (qui avait été celle des sociétés de secours mutuels du xix^e siècle).

En 1928 est votée une loi rendant l'assurance maladie et vieillesse obligatoire pour les salariés de l'industrie et du commerce. Le développement de cette politique va installer « l'État-Providence » dans laquelle l'État conçoit et régule les dispositifs d'assistance.

Dans le monde de la santé, cette orientation s'exprime avec la création de la Sécurité sociale en 1945. Au cours de la seconde guerre mondiale, les hôpitaux s'étaient ouverts à toutes les catégories de la population (loi de 1941 : création de « l'hôpital toutes-classes » ou de « l'hôpital ouvert à tous »). À partir de 1945, les dépenses de santé sont financées par le produit des cotisations de Sécurité sociale de tous les salariés.

L'hôpital au centre des services de soins et des progrès de la médecine :

L'après-guerre et les Trente Glorieuses sont pour les hôpitaux une période de modernisation intense. La foi dans le progrès apparaît illimitée.

La réforme de 1958 (inspirée par le Pr Robert Debré) crée les CHU avec la formation des médecins à l'hôpital et des professeurs de médecine qui sont à la fois enseignants et cliniciens. On hospitalise les malades parce qu'ils vont y être soignés avec les techniques les plus performantes.

La révolution pastoriennne : Pasteur – aseptie et antiseptie, vaccinations et sérums.

La radiologie et la chirurgie. Les sulfamides puis les antibiotiques (début des années 1950). La lutte contre toutes les infections. La lutte contre la leucémie (Pr Bernard). La lutte contre le sida. La lutte difficile contre le cancer.

L'espérance de vie passe, en France, de 48 ans en 1900 à 60 ans en 1945, à presque 82 ans en 2013 (84,8 pour les femmes et 78 ans pour les hommes). La mortalité infantile tombe à 4 ‰ (250 ‰ en 1789, 82 ‰ en Afrique).

C'est aussi la mise en place d'une politique d'*humanisation*, qui prend la dimension d'une véritable mutation culturelle. On multiplie les nouvelles constructions (souvent, dans les années 1920-1930 avec des pavillons) et les lits ; on ferme progressivement les salles communes. Des mesures sont prises progressivement pour améliorer l'accueil, l'information du malade et son confort.

Mais le système se fissure avec la montée du chômage à partir des années 1975-1980. Le déficit de la Sécurité sociale révèle des dépenses de santé de plus en plus élevées à l'heure d'une « hyper-médicalisation ». Dans un contexte défavorable, cette logique de l'assurance et celle de la rentabilité exclut des soins les individus « désocialisés », qui ne sont plus des assurés sociaux, par peur des « créances irrécouvrables », autrement dit du déséquilibre financier de l'hôpital. Sans attendre la création des PASS en 1998 (*permanences d'accès aux soins de santé*), des *consultations précarité* ont été installées à Paris dès 1993 dans certains hôpitaux, pour permettre aux personnes démunies d'accéder aux soins immédiats. La généralisation de la CMU (*couverture maladie universelle*), créée par la loi du 1^{er} janvier 2000, et la redéfinition des dispositifs d'aide médicale permettent de simplifier l'accès aux soins pour les personnes en difficulté. Cette évolution traduit la volonté de réaffirmer la mission sociale de l'hôpital.

À Montbrison

Au XIX^e siècle

L'hôpital est réorganisé sous la Révolution et le Premier Empire :

- 1796 : création des hospices civils de Montbrison qui, sous l'égide de la Municipalité, administrent à la fois l'Hôpital et la Charité, devenue maison de retraite et d'assistance.
- 1802 : les augustines, un moment écartées pendant la Révolution, reviennent.

Des médecins dévoués se succèdent. Le Dr Rey pratique en 1847 la première opération sous anesthésie (une amputation du bras), le Dr Rigodon, le Dr Vial. L'hôpital accueille les malades indigents, les vieillards et les enfants et, surtout, les militaires de la garnison qui encombrant un hôpital devenu progressivement vétuste.

Les rénovations et les constructions du XX^e siècle

– La guerre de 1914-1918 amène de nombreux blessés qui sont soignés à Montbrison : à l'hôpital et aussi dans les quatre hôpitaux militaires auxiliaires installés dans la ville (institution Victor-de-Laprade, école primaire supérieure de garçons, école normale, usine Épitalon).

L'hôpital est devenu inadapté aux besoins modernes. Certes, il est surélevé d'un étage, en 1926, pour établir, grâce au don de M^{me} de Bichirand, une maternité moderne. Mais la rénovation générale tarde beaucoup : un projet de construction d'un nouvel hôpital, faubourg de la Croix, n'aboutit pas (1901), d'où l'installation, au XX^e siècle, de plusieurs cliniques – deux cliniques chirurgicales : la clinique Stoïko, avenue Alsace-Lorraine, la Clinique nouvelle du Forez, à Estiallet ; une clinique d'accouchement, sur le boulevard. En 1958, faute d'être modernisé, le service chirurgie de l'hôpital dut fermer. Les femmes qui accouchaient à l'hôpital et qui devaient subir une césarienne ne pouvaient ainsi être opérées sur place...

Un nouvel hôpital à Beauregard : une nouvelle majorité municipale conduite par le Dr Poirieux et soutenue par la gauche, avait été élue en 1971 et avait promis de construire un nouvel hôpital. Celui-ci fut financé, sans subventions, par la caisse régionale d'assurance maladie et aussi par les fonds propres de la Ville : elle vendit les domaines agricoles de la plaine qui étaient toujours sa propriété. Un terrain fut acheté à Beauregard en 1971 et le nouvel hôpital ouvrit dès 1975. Un conflit opposa la Ville et une association qui défendit le service public de la chirurgie qui fut finalement assuré. La ville était désormais dotée d'un hôpital public moderne. Un petit musée, rappela au sein même de l'hôpital, le passé de l'ancien hôtel-Dieu.

Extensions

En 1979, une aile supplémentaire fut construite. D'autres bâtiments accueillent aussi les services de psychiatrie. Depuis 1981, l'hôpital porte le nom de Centre hospitalier général de Montbrison. Les hospices civils de Montbrison, présidés de droit par le maire de la ville, gèrent, sur trois sites différents, l'hôpital de Beauregard (256 lits répartis entre les différents services, un SMUR, les urgences, le laboratoire, la radiologie, la pharmacie, etc.) ; les services de psychiatrie (Beauregard et site de la Charité) ; l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (209 places) (site de l'ancienne Charité) ; l'institut de formation en soins infirmiers de Montbrison, installé dans une partie de l'ancien hôtel-Dieu.

Après une période d'incertitude sur son avenir (« 2^e conflit de l'hôpital » à propos de l'installation de la clinique dans l'hôpital), le centre hospitalier de Montbrison a, au 1^{er} janvier 2013, fusionné avec son voisin de Feurs, par la création d'un *centre hospitalier intercommunal du Centre Loire*. Un nouveau chantier a été lancé en juin 2010, avec la construction d'un bâtiment de 7 000 m² destiné à héberger le futur pôle mère-enfant (services de maternité-gynécologie et de pédiatrie).

Une longue histoire

Les Montbrisonnais ont ainsi, une tradition hospitalière millénaire. Deux fois, ils ont construit un nouvel hôpital dans un nouveau quartier (1220 et 1975). De l'ancienne cloche de l'hôtel-Dieu et des clystères conservés dans le petit musée de Beauregard jusqu'au scanner moderne de l'hôpital, des religieuses augustines aux infirmières de l'hôpital, on mesure la permanence d'une histoire jusque dans les lieux où elle s'est déroulée (l'ancien hôtel-Dieu, l'ancienne Charité) et on comprend l'attachement des Montbrisonnais à leur hôpital.

L'école rurale

L'alphabétisation et la scolarisation des Français ont été au XIX^e siècle un fait massif et, si l'on y réfléchit dans la longue durée, tardif. Cette scolarisation s'est faite dans le cadre d'une France rurale : d'où l'aspect affectif que garde dans notre pays l'image de l'école rurale. L'école, dont le bâtiment était souvent couplé à celui de la mairie, est au centre du village, véritable marqueur identitaire du territoire. Aujourd'hui la désertification rurale a radicalement changé la donne, beaucoup d'écoles rurales ont fermé et les pédagogues ou parfois les spécialistes de la « rentabilité » s'interrogent sur les écoles à classe unique qui subsistent.

Au Moyen Âge et sous l'Ancien Régime

Au Moyen Âge, l'enseignement est aux mains de l'Église, dispensatrice du savoir et de la morale, en charge de la propagation de la *Parole*. Les écoles sont des écoles de couvents ou de chapitres cathédraux – à Montbrison, il y a l'école du Chapitre de la collégiale. Dans les paroisses, quelques rudiments de français et de latin sont dispensés par les curés des paroisses.

L'époque moderne voit se développer les « petites écoles » destinées à donner une instruction de base aux enfants (lire, écrire, compter), notamment avec l'Ordonnance de 1698. Le pouvoir royal encourage ces écoles, mais sans s'impliquer, ni pour l'organisation, ni pour le financement. Les petites écoles sont donc sous la dépendance de l'Église et des communautés locales. Le financement vient uniquement des familles. Ces petites écoles sont donc présentes surtout dans les villes et dans certaines régions, et sont généralement réservées aux garçons.

La Révolution avait proclamé en l'an II l'enseignement primaire gratuit et obligatoire. Mais la République n'a pas eu les moyens de sa politique. Quant à Napoléon I^{er}, il a abandonné l'enseignement primaire aux écoles congréganistes et réservé son attention aux lycées – créés en 1802 – et à l'université : il en a besoin pour avoir dans l'Empire des cadres bien formés et disciplinés. L'université qui rassemble tous les ordres d'enseignement bénéficie d'un monopole d'État. L'Église, favorisée sur le plan matériel, prêche aussi le respect de l'ordre établi.

La France du début du XIX^e siècle reste une France rurale (75 % à 80 %). L'histoire de l'école se confond donc avec celle de l'école rurale.

La première partie du XIX^e siècle

Sous la Restauration, les instituteurs, nommés par les communes (peu enthousiastes car soucieuses de ne pas dilapider les deniers publics), sont recrutés avec souvent de faibles compétences (certificat du 3^e degré : savoir lire, écrire, compter, avoir un bon certificat du maire et du curé ; certificat du 2^e degré : arithmétique et géométrie ; 1^{er} degré : notions supplémentaires, arpentage, dessin). Ces instituteurs sont mal payés, soumis à la surveillance de notables du conseil d'arrondissement. Les maires établissent la liste des élèves reçus gratuitement (1/3 déjà en 1837).

Le 28 juin 1833, la loi Guizot impose aux communes de plus de 500 habitants de financer une école de garçons et aux départements de créer une école normale d'instituteurs (la 1^{re} avait été ouverte à Strasbourg en 1810). Le préfet pouvait inscrire d'office au budget communal les crédits nécessaires et augmenter les impôts en conséquence. Les écoles primaires peuvent être publiques ou privées. Un ou une congréganiste pouvait être instituteur ou institutrice dans une école communale. On prévoit aussi la possibilité de créer les écoles primaires supérieures (EPS). La loi fut longue à être appliquée : maîtres inégalement formés, méthodes répétitives et individuelles, salles de classe vétustes (louées par des particuliers), fréquentation saisonnière des élèves qui perdure parfois dans les campagnes jusque vers 1930-1940...

En 1850, la loi Falloux établit la liberté de l'enseignement primaire et secondaire : liberté de fonder des écoles et des collèges pour les congréganistes. Elle cherche à développer l'enseignement primaire en fixant le principe d'une école de garçons dans toutes les communes et d'une école de filles pour « celles qui en ont les moyens ». Elle officialise la dualité des systèmes d'enseignement : à côté d'un enseignement public financé par l'État peut se développer un enseignement « libre » essentiellement formé d'écoles catholiques. Loi d'ordre moral qui confère à l'Église catholique, censée enseigner le respect de l'ordre social, un droit de

contrôle très important sur l'organisation, les programmes et la nominations des maîtres de l'enseignement public. C'est le début d'une longue querelle.

À la fin du Second Empire, Victor Duruy, ministre de l'Instruction publique de l'empire libéral aurait souhaité établir la gratuité totale mais ne parvient pas à faire adopter son projet. Il développe cependant les cours du soir et les cours secondaires de jeunes filles (protestation violente des évêques : l'Église veut continuer à former les futures mères de famille chrétiennes).

De 1820 à 1870, 1^{re} grande phase de scolarisation : le nombre des élèves scolarisés dans le primaire se développe et est passé de 1 million à 4,7 millions. Le nombre des instituteurs passe de 59 000 en 1837 à 110 000 en 1870. 54 % sont accueillis gratuitement. Le pourcentage des illettrés complets est passé, chez les conscrits, de 55 % à 23 % de 1835 à 1870. Pour les filles le pourcentage est un peu plus élevé (40 % en 1870). L'alphabétisation a précédé en partie les lois Ferry. Les familles ne voient pas toujours l'utilité de cette instruction qui reste payante, partielle et incomplète. Le travail des enfants est un obstacle.

Les « années Ferry »

1870 : début de la III^e République. Mais les républicains n'ont vraiment la majorité qu'en 1879-1880. Le souvenir de 1848 leur a montré que le suffrage universel doit s'accompagner d'une politique d'instruction publique pour former des citoyens et aussi des professionnels capables d'accompagner le progrès technique. Il s'agit aussi de développer l'enseignement des filles « pour donner aux républicains des compagnes républicaines » (Camille Sée). C'est le vote des grandes lois scolaires qui concernent surtout l'enseignement primaire : les lycées restent réservés à une minorité : ils sont encore payants et sélectifs (examen d'entrée en 6^e).

En 1881 et 1882, les lois Ferry instituent l'enseignement primaire public gratuit, laïc et obligatoire. Il est gratuit parce qu'il est obligatoire (de 6 à 13 ans, jusqu'à 12 ans si l'élève a obtenu à cet âge le certificat d'études primaires) : l'obligation doit dans l'esprit des républicains, faire disparaître le travail des enfants : il faudra plusieurs années pour que la mesure soit appliquée. L'enseignement est laïque : il doit respecter toutes les croyances (la fameuse lettre de Jules Ferry aux instituteurs) et, à court terme, ne pourra plus être dispensé dans les écoles communales par des congréganistes... L'instruction religieuse est désormais donnée en dehors de l'école, le jeudi, jour de congé réservé à cet effet. Pour faire accepter l'obligation scolaire, des vacances d'été importantes (jusqu'au 1^{er} octobre, jusqu'en 1958 !) sont prévues pour que les enfants d'agriculteurs – les plus nombreux – puissent participer aux travaux des champs (des foins jusqu'aux vendanges). Les lois Ferry sont complétées en 1886 par la loi Goblet : elle organise l'enseignement primaire (écoles maternelles, écoles primaires élémentaires, écoles primaires supérieures, écoles d'apprentissage), et la laïcisation du personnel des écoles publiques (1^{re} vague d'expulsions des congréganistes). L'école maternelle est mise en place par Pauline Kergomard qui fut une extraordinaire pédagogue qui insistait sur l'intérêt des élèves et le plaisir d'apprendre.

Les lois scolaires sont appliquées avec des moyens importants : construction, entre 1880 et 1900 de milliers d'écoles rurales avec des maîtres et des maîtresses (les « hussards de la République ») formés dans les écoles normales, soumis à l'obligation de résidence, bénéficiant de logements de fonction (et souvent de deux salaires) et qui sont généralement aussi secrétaires de mairie : au cœur de leurs villages. En 10 ans, le budget de l'Instruction publique est multiplié par 12 !

Le changement de statut social et pédagogique de l'école rurale se fait au xx^e siècle et même à partir de la fin du XIX^e siècle du fait de l'exode rural.

L'exode rural : un fait massif

La seconde moitié du XIX^e siècle et surtout le xx^e siècle ont été marqués par l'exode rural, véritable fait de civilisation (« la fin des paysans »). C'est lui qui a changé le statut de l'école rurale : celle-ci qui était majoritaire est devenue « résiduelle » – j'emploie volontairement un terme provocateur.

Donnons quelques chiffres et pourcentages :

La population rurale en France (à bien distinguer de la population agricole active) :

1789 : 78 % (environ)
1861 : 71 %, 26,6 millions de personnes c'est le maximum en nombre
1911 : 55,8 %
1931 : 50 %
1968 : 36 %
2006 : 24 % mais seulement 18 % dans un espace à dominante rurale.

Cet exode rural est évidemment lié à la diminution spectaculaire de la population agricole active : en 1900, il y a 5 millions d'agriculteurs, aujourd'hui, ils sont 550 000 ! (800 000 en comptant les co-exploitants et les 140 000 salariés). La population agricole active n'est plus que de 3,3 % de la population active totale. Ce qui veut donc dire que l'espace à dominante rurale est peuplé non seulement de gens qui vivent de l'agriculture mais surtout de retraités et de néo-ruraux. La population qui envoie ses enfants à l'école rurale a donc changé.

D'autres faits ont modifié l'évolution de l'école primaire :

L'augmentation de la durée de l'obligation scolaire ; en 1936 : la loi Jean-Zay a instauré l'obligation scolaire jusqu'à 14 ans (ensuite : 16 ans en 1959).

Dans les années 1960, l'accès massif des élèves au lycée (à partir de la 6^e) puis au collège (réforme Fouchet) a privé les écoles primaires des élèves âgés de plus de 11 ou 12 ans qui vont tous en 6^e alors qu'ils restaient auparavant dans les classes « de fin d'études » qui préparaient au *Certificat*. L'examen d'entrée en 6^e a été supprimé en 1959. Le collège unique a été mis en place entre 1975 et 1977.

La disparition progressive des écoles normales (1990-1991) a changé la nature du corps des instituteurs – devenus ensuite professeurs des écoles.

La structure administrative de la France (qui a un grand nombre de communes) est aussi l'une des données du problème : la France a environ 36 000 communes. Or 20 600 d'entre elles (plus de la moitié) ont moins de 500 habitants et, parmi celles-ci 12 900 (36 %) ont moins de 250 habitants en 2009. La fermeture d'une école est souvent ressentie comme la « mort de la commune ». D'où l'intérêt souvent passionné que les maires portent à leur école – que j'ai constaté lorsque j'ai été délégué départemental de l'Éducation nationale –, d'où l'intervention fréquente des parents pour « sauver l'école » ou « sauver une classe ». D'où le développement des RIP (regroupements d'intérêt pédagogique) pour atténuer le phénomène de disparition des écoles rurales.

Autre élément du problème : ces écoles rurales concernent surtout aujourd'hui l'enseignement public : sur les 53 000 écoles primaires de France, 5 200 seulement sont des écoles privées (10 %). Sur le total des 53 000, 5 000 environ sont des écoles à classe unique.

L'un des problèmes des écoles rurales à classe unique est l'efficacité de celles-ci : je compte bien d'ailleurs sur la discussion d'aujourd'hui pour me faire une opinion plus claire.

– Certains font remarquer que les élèves à classe unique ont beaucoup plus d'autonomie parce que les maîtres ne peuvent pas s'occuper de tous les niveaux en même temps.

– D'autre part, on peut faire référence à un article de Françoise Œuvrard dans la revue *Enjeux* (2003) sur les performances de l'école rurale et qui conclut : « Les élèves des petites écoles rurales réussissent en moyenne **aussi bien** que ceux des villes. »

Parfois, dans la volonté de tout regrouper le souci de faire des économies n'intervient-il pas ? Et ne vaut-il pas mieux aider les maîtres à s'investir dans ce domaine en facilitant le « travail en réseau » ?

Un autre problème est l'inscription de la grande section de maternelle dans un cycle commun à celui du CP (cycle des apprentissages) qui pousse à leur regroupement : une 2^e classe dans les écoles (anciennement ?) à classe unique – comme je crois que c'est le cas à Saint-Just-en-Bas.

Ce sont là, vous le voyez, seulement quelques éléments qui sont versés au dossier pour replacer l'école rurale dans son histoire et pour comprendre la richesse de son histoire.

Les coopératives

Les mots ont une histoire. Coopérer vient du latin *cum operari*, travailler ensemble. Au XVI^e siècle, le mot passe dans l'usage commun au sens d'opérer « conjointement avec quelqu'un », de travailler ensemble.

Le mot *Coopération*, calqué de l'anglais, apparaît en 1828 ; on parle de sociétés coopératives (c'est un adjectif qui devient, par ellipse, un substantif : on dit officiellement : une coopérative (1901).

Aux origines

En fait, sans que le mot existe, les hommes ont depuis longtemps coopéré dans leur travail. Dans le monde rural, on s'est toujours entr aidé, échangeant des « journées » ou utilisant les « communaux », pâturages pour les troupeaux ou forêts où l'on pouvait ramasser du bois. Dans le Jura, les fruitières existent dès le XIII^e siècle : on met en commun le lait de la traite quotidienne de tous les agriculteurs du village pour produire une tomme de 40 kg de *Comté* (il faut 500 litres de lait). Elles existent encore (il en reste aujourd'hui 70). Ce sont les « ancêtres » des premières coopératives de production. À la Croix-Rousse, à Lyon, en 1790, quelques habitants mettent sur pied une modeste organisation pour acheter en commun à moindre prix le « charbon de terre » nécessaire à leur chauffage. On pourrait dire : c'est l'une premières coopératives de consommation.

Les anciennes *Corporations* de l'Ancien Régime réglementaient les métiers mais organisaient aussi la coopération professionnelle de leurs membres – avec des règles très strictes – mais qui finirent par devenir pesantes. La loi Le Chapelier (1791) supprime les *corporations* et interdit les *coalitions* (les grèves). Ainsi la loi Le Chapelier et le Code civil (1804) ont-ils aussi détruit les formes communautaires de solidarité qui existaient dans les corporations. Le libéralisme ambiant explique le statut tardif qu'obtinrent les coopératives (1867 puis 1894) : il ne fallait pas d'organisation entre les travailleurs d'un côté et l'État et les manufacturiers d'autre part. L'État s'est méfié longtemps des « corps intermédiaires », syndicats, mutuelles et coopératives.

Un mouvement multiple et divisé

Au XIX^e siècle, le mouvement coopératif a toujours été multiple et divisé :

– par sa nature, multiplicité des types de coopératives : coopératives de production, de consommation, de crédit, etc.

– par ses idées, les origines de la coopération se retrouvent dans deux des grands mouvements du XIX^e siècle :

. le christianisme social : Association chrétienne des bijoutiers en doré (1834), Banque des travailleurs chrétiens d'Angers (v. 1880) ;

. le socialisme fondé sur l'idée d'association (socialisme associationniste). Cabet, Proudhon (qui prône une société très libertaire formé d'ateliers d'artisans et dans laquelle les fonctions de l'État seraient décentralisées), Pierre Leroux. Pierre Leroux fonde la communauté de Boussac (1844-1848). L'idée d'association est centrale dans l'histoire du mouvement ouvrier au XIX^e siècle et liée à la formation des mutuelles (sociétés de secours mutuels), des coopératives, des « associations fraternelles » de production : certains voient dans la formation des coopératives les cellules de base d'une société nouvelle. Elles sont aussi parfois des « sociétés de résistance » (*La Solidarité*, de Roanne) puisque les syndicats ne sont officiellement autorisés qu'en 1884. Elles sont souvent associées en tant que telles au mouvement socialiste, représentées dans les congrès : au congrès socialiste de Saint-Étienne en 1882, plusieurs coopératives sont représentées.

On peut ajouter trois remarques.

1^{re} remarque – l'essor des coopératives s'est souvent produit après des périodes de crises, pour répondre à des crises :

. 1846-1847 : la crise économique européenne conduit à des réflexions sur le crédit et les débuts, en Allemagne, du crédit coopératif. En France, de nombreuses coopératives de production (souvent des ateliers

d'artisans) sont créées en 1848.

. 1880-1890, la France connaît deux crises agricoles : concurrence du blé des nouveaux pays producteurs et crise du phylloxéra des régions viticoles. Ce sont les débuts des coopératives agricoles : les 1^{res} coopératives laitières dans les Charentes après la reconversion du vignoble en prairies, l'achat de terres par des paysans vendéens et le développement de l'élevage laitier. Dans le Languedoc, la crise viticole (surproduction et fraude) provoque les émeutes de 1907 mais aussi la création de nombreuses coopératives.

. 1980-1990 : la crise économique fait réapparaître les SCOP (Société coopérative et participative) – avec un statut – souvent pour « reprendre » une entreprise ou créer soi-même des emplois.

2^e remarque : il y a toujours eu dans le mouvement ouvrier des tensions entre la volonté de changer la société par les coopératives ou s'adapter à elle par des réformes. Ces tensions existent aussi dans le mouvement coopératif. Les socialistes réformistes sont, eux, très favorables aux coopératives et des républicains comme Waldeck-Rousseau, Millerand, Floquet favorisent les coopératives. Mais, entre 1880 et 1890, les guesdistes sont opposés de façon virulente aux coopératives de consommation accusées d'oublier la volonté de faire la révolution mais aussi, sans l'avoir cherché, de permettre aux patrons de baisser les salaires puisque les prix à la consommation sont plus faibles.

3^e remarque : Les coopératives restent au XIX^e siècle un secteur minoritaire de l'économie : en 1867, deux ans après la loi de 1867 qui donne un premier statut aux coopératives, il y a en France 107 coopératives groupant 10 000 adhérents. C'est à la fois beaucoup et peu. Elles ne prennent vraiment leur essor qu'au XX^e siècle.

Des fondateurs

En France, les premières coopératives de production et les premières coopératives de consommation apparaissent sous la monarchie de Louis-Philippe – coopératives de production : Association fraternelle des ouvriers menuisiers de Paris (1831), l'Association chrétienne des bijoutiers en doré (1834), La Boulangerie véridique, Paris, 1838 – coopératives de consommation à Paris, Mulhouse, Lille.

Surtout, une expérience fondatrice a lieu en Angleterre en 1844 :

En 1844, fondation de la Société des pionniers équitables de Rochdale (près de Manchester) : 40 ouvriers (des tisserands pour la plupart) fondent à Rochdale une coopérative de consommation pour mettre fin aux pratiques usuraires des épiciers locaux qui vendent cher et à crédit (avec des taux élevés d'intérêt) : on demande à chaque membre de la coopérative de verser un petit capital et des cotisations faibles et régulières. On achète en gros des produits d'épicerie qui sont revendus à prix coûtant et au comptant. Les boutiques sont tenues par des bénévoles.

Affirmation des principes de la coopération – La liberté : chacun est libre d'adhérer ou de s'en aller – La démocratie et l'égalité : un homme, une voix – La répartition des bénéfices au prorata de la participation de chacun (pratique de la ristourne) – L'éducation des adhérents (bibliothèques, conférences) : idée d'éducation populaire, d'éducation à la consommation.

En France, une histoire multiple

En France, plusieurs expériences sont tentées. Dans l'histoire de la coopération, on avance souvent en ordre dispersé : 1848, nombreuses tentatives de coopératives de production. Comme en Allemagne – qui est pionnière dans ce domaine – on assiste aussi à des essais de coopératives de crédit. Proudhon propose l'organisation du crédit gratuit et crée la *Banque du Peuple* (mais c'est un échec car le capital est insuffisant et, au même moment, Proudhon est arrêté pour délit de presse). Parallèlement ont été créées les Caisses d'épargne qui ont eu leur premier statut en 1837 et qui ont aujourd'hui un statut coopératif mais dont l'origine est à chercher du côté des grands notables philanthropes et catholiques.

Le mouvement coopératif s'est reconstitué ou réorganisé plusieurs fois :

– Liées au mouvement républicain, les coopératives succombent avec lui après les journées de Juin 1848 et après le coup d'État du 2 décembre 1851. Mais le Second Empire, dans la seconde partie de son

histoire, recherche l'appui des ouvriers et donne un statut à la coopération. Loi de juillet 1867 : libre entrée et sortie des sociétaires, réserves non partageables (ce qui est favorable à l'investissement). 1867 : la *Revendication* de Puteaux, fondée par Benoît Malon, après une grève des ouvriers teinturiers, à la fois société de secours mutuels, coopérative de consommation et caisse d'épargne.

– Pendant la Commune de 1871 : Varlin et Malon qui sont des coopérateurs (la « Marmite ») fait décider (avril 1871) que les ateliers abandonnés (par leurs patrons qui, par peur, ont quitté Paris) seront confiés à des coopératives ouvrières. La répression qui frappe la Commune écrase aussi le mouvement coopératif – en frappant ses militants – qui se reconstitue après 1880, sous la III^e République, favorable aux coopératives.

1890 : les travaux de l'économiste Charles Gide (l'oncle d'André Gide) imprègnent le mouvement coopératif à la fin du XIX^e et au début du XX^e. Il voit la future organisation économique comme une « république coopérative » ; il joue un rôle important pour fédérer idées et organisations. Il pose ainsi une question fondamentale : quel rôle pour la coopération ? Dans son esprit la coopérative a une finalité collective, son but est éthique, contrairement à l'entreprise capitaliste dont le but est le profit.

Fin du XIX^e et début du XX^e siècle, début des coopératives agricoles, 1883 : « Syndicat du Loir-et-Cher pour l'achat en commun d'engrais de semence et de matériel ». 1888 à Chaillé (Charente), première coopérative beurrière et à Surgères (Charente), première laiterie coopérative de France. En 1920, établissement d'un Office national du Crédit agricole, ancêtre de la Caisse nationale du Crédit agricole. Coopératives pour la distribution des productions agricoles, des denrées alimentaires. Après 1945 : les CUMA (coopérative d'utilisation de matériel agricole) qui sont une réaction contre l'individualisme agricole (« chacun son tracteur le plus gros possible »).

Les coopératives de production

1880 : le familistère de Guise (J.-B. Godin), 1894 : la verrerie aux verriers de Rive-de-Gier, 1896 : la verrerie coopérative d'Albi. Rôle de Jaurès. Mais peut-on faire fonctionner une unité de travail coopérative dans un système capitaliste qui est régi par la loi de la concurrence ?

Au XX^e siècle

Pendant le XX^e siècle, la coopération est marquée par des évolutions importantes. Deux événements favorisent les coopératives – la guerre de 1914-1918 et l'essor des trente glorieuses : la croissance économique de l'économie après 1945 pousse les coopératives au développement.

D'autres démarches coopératives voient également le jour dans différents domaines :

– L'habitat et la construction (les « Castors » : les maisons de la rue Charles-de-Foucauld à Montbrison). Sociétés d'habitat coopératif : COGECOOP à Montbrison.

– Coopératives d'entreprises : coopératives maritimes, artisanales, etc.

– Coopératives de production : dans les entreprises, les luttes syndicales pour la préservation des emplois amènent les salariés à se regrouper pour tenter de s'approprier et gérer eux-mêmes leur outil de travail et les profits réalisés. De nouvelles formes juridiques apparaissent : les SCOP (sociétés coopératives ouvrières de production).

– Coopératives de crédit : dès la seconde moitié du XIX^e, le Crédit au travail est la banque fondée par les coopératives elles-mêmes. La création des banques populaires est autorisée par la loi de 1917 sur l'organisation du crédit au commerce et à l'industrie. Cette loi dote les nouvelles Banques Populaires d'un statut coopératif.

– Développement, après 1918, des coopératives de consommation, renforcées par celles d'Alsace et de Lorraine : marque CODEC, la Hutte (à l'origine : les scouts). Coopératives par secteurs sociologiques et professionnelles : la MAIF, feu la CAMIF...

– Développement des coopératives agricoles : production, vente et distribution, services (les CUMA).

– Coopératives scolaires : dans le domaine de l'éducation, Célestin Freinet, longtemps considéré avec suspicion par les autorités académiques, invente – entre les deux guerres – les coopératives scolaires dans une démarche de rénovation éducative et d'éducation des futurs citoyens.

Plus récemment, sont apparus les « réseaux d'échanges réciproques de savoir » puis les « Systèmes d'échanges locaux » (SEL).

Le problème a été et est, je crois, au XX^e et aujourd'hui, celui de la taille et de la concentration de ces coopératives, leur insertion de plus en plus grande dans le système économique qui rend difficile le maintien de l'idéal coopératif, fait d'entraide, de proximité, de bénévolat ; au moment où elles s'intègrent dans l'économie, une nouvelle génération conteste les fondements mêmes de ce système économique. Elles s'éloignent du « mouvement social » (lutttes politiques, sociales, culturelles). Elles se sont révélées très adaptables – ce qui est un avantage et un risque. Le risque : trop adaptable au système économique et donc tentée par ses dérives si on n'est pas assez vigilant : la CAMIF et les salaires faramineux que s'étaient attribués ses responsables, le Crédit agricole et son achat d'une banque grecque « toxique ». Mais, malgré tout, les coopératives et l'économie sociale et solidaire restent encore une alternative (?) ou un régulateur (?) à la tyrannie du profit et de la concurrence, à condition de respecter les valeurs démocratiques qui ont présidé à sa naissance et à son essor.

Les 20 séances de *Parole donnée*

Année 2013 – 2014

(3^e année)

Programme

1/ Le 5 novembre 2013 : l'organisation des territoires et les collectivités territoriales. Quelle place reste-t-il aux communes ?

Modérateur : Pascal Georges

Témoignages de :

Bernard Chaverot, maire de Montrottier (69) et conseiller général du canton de Saint-Laurent-de-Chamousset

Jean Crépinge, ancien maire de Luriecq

2/ Le 3 décembre 2013 : le cinéma associatif.

Modérateur : Pascal Georges

Témoignages de :

Bernard Arthus, bénévole au cinéma de Saint-Bonnet-le-Château (Cin'étoile)

Jean Pennaneac'h, président du cinéma de Boën (Entracte)

Henri Essertel, président du cinéma de Montbrison (Rex)

3/ Le 22 avril 2014 : histoire d'eau(x) : l'eau et l'assainissement.

Modérateur : Pascal Georges

Témoignages de :

Martial Vernay, technicien assainissement à la Ville de Montbrison

Xavier Devillèle, responsable du Symilav

Vincent Paret, directeur de l'entreprise d'insertion Oasure

José-Louis Théry, fondateur du jardin de Cocagne Oasis

Rémi Vegara, responsable du Service public d'assainissement non collectif (SPANC)

Communes et communautés de communes (ou d'agglomération) dans l'organisation territoriale de la France

On entend souvent dire que les communes sont, en France, trop nombreuses : certes, il y a **36 000 communes**, c'est le nombre le plus important dans l'Union européenne et la France a 40 % du nombre des communes en Europe. On dénonce aussi volontiers le « mille-feuilles » administratif du pays : communes, cantons, communautés de communes et d'agglomération, pays, départements, régions et métropoles. Depuis plus de trente ans, chacun y est allé de sa réforme décentralisatrice : Defferre, Chevènement, Raffarin, Sarkozy. Notre but ici n'est pas de dire ce qu'il faudrait faire mais de permettre une meilleure compréhension du problème en le replaçant dans ses multiples dimensions ; sa dimension idéologique : la République doit-elle être centralisatrice ou décentralisatrice ? sa dimension historique : pourquoi les communes ? pourquoi dit-on qu'elles sont les « cellules de base » de la démocratie ? Sa dimension administrative : quelle place les communes ont-elles dans notre pyramide institutionnelle ? Comment l'intercommunalité fonctionne-t-elle à la base mais aussi quelle est sa place dans le paysage politique français ? Bref, pourquoi et « comment ça marche » ?

I/ Centralisation et décentralisation, organisation territoriale de la République

Dans notre constitution la République est à la fois « une et indivisible » (1958) mais aussi « décentralisée » (2003).

La tradition de l'État en France est centralisatrice : c'est l'État qui a fait la nation (« l'État-nation »). Il y eut la monarchie absolue (le roi contre la « féodalité », contre la survivance des états féodaux à l'intérieur de son royaume : 1531 et la confiscation des états du connétable de Bourbon) ; la République jacobine « une et indivisible », la centralisation napoléonienne prolongée par les républiques successives : l'institution des préfets en 1800 ; la notion d'égalité des territoires ; l'affirmation de l'unité du « peuple français ».

Face à cette tradition centralisatrice, il y a deux courants « décentralisateurs » :

– un courant « de droite » au XIX^e siècle, la droite « légitimiste » : les royalistes, l'Action française, affirment la nécessité bienfaisante de laisser en place le « pouvoir des notables » et les « libertés traditionnelles », voire « les hiérarchies naturelles » (Vichy) ;

– un courant « républicain » « fédéraliste » émerge au début de la Révolution (la fête de la Fédération, 14 juillet 1790), repris à son compte par les girondins » : 1848 et les socialistes utopistes, la volonté de fonder des communautés autonomes. Plus près de nous, c'est le colloque de Grenoble (1959), avec Pierre Mendès-France et Michel Rocard, qui lance l'idée de décentralisation.

Prendre parti dans les débats de l'organisation territoriale de la France, c'est se référer, consciemment ou non, à ces traditions différentes, « jacobine » ou « girondine ».

Les collectivités territoriales incarnent un pouvoir local démocratique. Elles sont des personnes morales distinctes de l'État et bénéficient à ce titre d'une autonomie juridique. Elles s'administrent librement mais ne possèdent que des compétences administratives (elles ne peuvent pas faire de lois). Leur gestion est assurée par des conseils ou assemblées délibérantes élus au suffrage universel direct. Elles ont une compétence générale leur permettant de prendre en charge toute affaire d'intérêt local.

Quelles sont les principales collectivités territoriales ? les 36 000 communes, les 101 départements qui sont devenus des collectivités territoriales en 1871 ; les 22 régions qui sont de création plus récente qui sont devenues des collectivités territoriales en 1982.

On a aussi maintenant les EPCI (Établissements publics de coopération intercommunale), telles les communautés de communes qui, tout en étant des groupements de collectivités territoriales, n'ont

compétence que pour les domaines et les matières que la loi leur attribue ou pour ceux qui leur sont délégués par les communes membres.

II/ Les communes dans l'Histoire

1/ Les communes sous l'Ancien Régime

Deux aspects : la commune-territoire et la commune-institution.

– Les communes correspondent au territoire des anciennes paroisses – sauf dans les villes où les territoires des paroisses ont été réunis pour former la commune (à Montbrison, les 4 paroisses ont formé le territoire de la commune). Les paroisses devenues des communes ont donc la légitimité que donne la durée : au bas mot, un millénaire. Le temps est important en Histoire !

– Les « assemblées communales » – je les distingue des communes-territoires. Sous l'Ancien Régime existaient dans les villages des « communautés d'habitants » qui, auprès du seigneur et du curé, et parfois contre eux, donnaient leur avis sur les décisions qui engageaient la communauté villageoise (gestion des « communaux », désignation des syndics pour l'établissement de la taille). Elles réunissaient, souvent après la messe dominicale, les chefs de famille.

Dans les villes, il y avait, souvent depuis le Moyen Âge, des échevins ou des consuls – les ancêtres de nos conseillers municipaux. Parfois, en effet, les « bourgeois » (habitants du bourg) avaient obtenu le droit de participer à la gestion de leur ville en faisant une « commune » (révolte). L'enjeu était souvent l'établissement et la perception de l'impôt. Le comte de Forez avait, lui, octroyé des franchises municipales et quatre postes de consuls aux habitants de Montbrison par une charte de 1223 : c'était un seigneur « ouvert » et peut-être prudent qui avait donné des droits aux Montbrisonnais avant qu'ils ne les réclament. Dans ce domaine, la situation variait beaucoup selon les provinces. Aux XVII^e et XVIII^e siècle, certaines villes avaient un maire ou un syndic. L'administration municipale, cependant, restait en fait sous le contrôle de l'intendant. En 1787, une réforme de Louis XVI établit, dans les « pays d'élection », des départements et des communes : il y eut pendant 2 ans un *département de Montbrison*.

2/ La démocratisation progressive des communes

En 1789 sont créées les communes (44 000 lors de leur création : elles sont gérées par des agents municipaux (le maire, le procureur syndic) élus au suffrage direct pour deux ans par les citoyens actifs de la commune (contribuables payant une contribution au moins égale à trois journées de travail dans la commune). Sont éligibles ceux qui paient un impôt au moins équivalent à dix journées de travail.

L'organisation territoriale dont nous avons héritée date du Consulat (1800). Les communes sont la base d'une organisation pyramidale comprenant communes, départements (conseils généraux et préfets), et État central. Le général Bonaparte, premier consul, est un ancien jacobin, un centralisateur. Il est revenu sur l'élection du maire décidée en 1789 : les maires et les conseillers municipaux sont désormais nommés par le préfet pour les communes de moins de 5 000 habitants, par le Premier Consul pour les autres. Et même, dans les communes de moins de 2 500 habitants, il y a seulement un agent municipal et un adjoint. Le maire, agent de l'État, est chargé seul de l'administration de la commune et les conseillers – lorsqu'il y en a – sont seulement consultés. Les administrés n'ont donc aucun pouvoir sur leur municipalité.

La démocratisation ne se fait que très progressivement – et avec des « rechutes ».

– À partir de 1831, les conseillers municipaux sont élus au suffrage censitaire (par les plus gros contribuables) dans toutes les communes.

– En 1848, la Seconde République établit le suffrage universel [masculin]. Le maire est élu par le conseil municipal pour les communes de moins de 6 000 habitants. Les maires des villes de plus de 6 000 habitants continuent d'être nommés par le préfet.

– De 1852 à 1871 (Second Empire), le suffrage universel est maintenu, mais la nomination du maire revient à nouveau au préfet ou au gouvernement. Le maire peut être nommé quelle que soit la majorité du

conseil municipal et même en dehors de celui-ci. À Montbrison, en 1855, alors que le poste de maire est vacant, Léon de Saint-Pulgent, maire de Montverdun est nommé maire de Montbrison – dont il n'était pas conseiller municipal. Puis il devient préfet de l'Ain : récompense donnée à un maire qui a réussi à faire accepter aux Montbrisonnais la perte de leur préfecture !

La III^e République naît le 4 septembre 1870. De février 1871 à 1879, les conservateurs ont la majorité et gardent le système existant. En 1879, les républicains arrivent au pouvoir, établissent les libertés et votent la grande loi municipale du **5 avril 1884** qui, amendée, est toujours en vigueur. Elle définit les compétences (très larges) de la commune et applique le principe de l'élection des conseillers municipaux au suffrage universel et de l'élection du maire et des adjoints par le conseil municipal, quelle que soit l'importance de la commune. La loi de 1884 fixe le mandat des municipalités à quatre ans, durée portée en 1929 à six ans. Le maire reste le représentant de l'État (officier d'état civil et officier de police judiciaire) mais il est désormais l'élu de ses concitoyens. Il a l'essentiel du pouvoir exécutif puisque ses adjoints n'agissent dans leur domaine que par délégation des pouvoirs du maire (délégation qui peut leur être retirée).

– Dernières grandes lois qui vont dans le sens de la démocratisation : la loi de 1944 qui établit le suffrage féminin (une femme conseillère municipale à Montbrison dès 1944 : M^{me} André). La loi de 2007 qui établit la parité hommes / femmes dans les conseils municipaux est adoptée.

II/ Les communes à l'ère du regroupement, de la décentralisation et de l'intercommunalité

Le début des regroupements de communes

On a pris conscience très tôt de la nécessité de l'union pour gérer des domaines dépassant le cadre de la commune : les syndicats intercommunaux sont les structures les plus anciennes. Ils ont été autorisés et organisés par la loi de 1890 et se sont développés à partir des années 1920 pour la distribution d'électricité ou d'eau puis, après les années 1960, la collecte et le traitement des ordures ménagères. Ils existent toujours (12 000, qui sont aujourd'hui des EPCI sans fiscalité propre). Le développement des intercommunalités les condamne à terme.

La loi Marcellin (1971) a été une étape importante : Raymond Marcellin était ministre de l'Intérieur du gouvernement Chaban-Delmas. Cette loi essaya de provoquer un regroupement volontaire des communes, encouragées à se rassembler par la promesse de subventions plus importantes. La loi de 1971 a donc permis des regroupements et fusions de communes.

Il y eut deux cas de figure : soit les communes fusionnent (fusion simple), soit elles s'associent (fusion-association : une commune-centre avec une ou plusieurs commune(s) associée (s)). La loi prévoyait que la commune associée puisse conserver un maire délégué, un état civil, une mairie annexe, un centre communal d'action sociale, une section électorale et une commission consultative.

La loi Marcellin est généralement présentée comme un échec en raison du faible nombre de fusions. 1 041 communes associées seulement ont été créées, après décisions prises par les conseils municipaux, mais non par les populations. C'est en vertu de cette loi que Montbrison a fusionné avec Moingt en 1973, Moingt ayant le statut de commune associée. Au dernier moment, Savigneux n'a pas voulu s'y associer.

Il reste aujourd'hui un peu plus de 700 communes associées car il y a eu, après coup, soit des fusions complètes, soit des défusions (232, donc dans un quart des cas).

Les lois Defferre et la décentralisation

Naissance des régions, collectivités territoriales

Les mesures adoptées à partir de 1981 – les **lois Defferre (1982)** – revêtent une ampleur sans précédent depuis le début du XIX^e siècle. Elles mettent en place une nouvelle organisation territoriale et un nouveau mode de fonctionnement des collectivités territoriales. Depuis 2003, la Constitution affirme que la République est décentralisée (réforme Raffarin), prenant ainsi acte du processus de décentralisation initié au

début des années 1980.

Les lois Defferre se traduisent par cinq changements principaux.

– La tutelle exercée a priori par le préfet sur les collectivités locales disparaît. L'État contrôle les actes des collectivités locales a posteriori surtout par l'intermédiaire des tribunaux administratifs et des chambres régionales des comptes.

– Le conseil général élit lui-même l'autorité exécutive de ses décisions : ce n'est plus le préfet qui met en œuvre les politiques du département, mais le président du conseil général.

– La région, formée de plusieurs départements, devient une collectivité territoriale, administrée par un conseil régional dont les membres sont élus au suffrage universel (en 1986 pour la 1^{re} fois). Les régions existaient déjà (1956) mais avaient surtout un rôle de circonscription administrative et consultative et un conseil régional formé de délégués des conseils généraux et des parlementaires.

– L'État transfère des blocs de compétences qui étaient jusqu'à présent les siennes au bénéfice des communes, des départements et des régions (collèges et lycées, par exemple).

– Les aides financières accordées aux collectivités locales par l'État sont globalisées sous la forme de dotations : dotations globales de fonctionnement, d'équipement, de décentralisation.

N.B. : les préfets (commissaires de la République) deviennent – en compensation ? – les représentants de tous les services de l'État (ex : les directions du travail).

Les bilans couramment dressés relèvent les nombreux acquis de la décentralisation : meilleure prise en compte des problèmes locaux, renforcement de la capacité d'initiative des collectivités locales mais en soulignent parfois ses dysfonctionnements : constitution de « baronnies » locales (Chaban-Delmas en Aquitaine ; Georges Frèche en Languedoc) ; frictions entre l'État et les collectivités et entre collectivités ; transfert insuffisant de moyens. De plus, si on a créé de nouvelles collectivités (régions) et mis en place de nouveaux niveaux de décision ou de consultation (EPCI, pays), on n'a rien supprimé.

La loi Chevènement et le développement de l'intercommunalité

Il fallait donner un statut aux regroupements intercommunaux existants : ce sont des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), déjà cités. Ils se sont particulièrement développés depuis la loi Chevènement.

Sous le gouvernement de Lionel Jospin, a été votée la loi Chevènement (1999), « loi relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale », conçue pour favoriser un regroupement des communes au sein d'intercommunalités rendues plus attractives. Ce sont les EPCI à fiscalité propre (ils disposent du droit de prélever l'impôt, le plus souvent sous forme de fiscalité additionnelle à celle perçue par les communes) mais ne sont pas des collectivités territoriales.

Trois grandes formes :

– **Les communautés de communes** : moins de 50 000 habitants Il existe environ 2 600 communautés de communes, qui regroupent la quasi-totalité des communes de France. Elles sont constituées en moyenne d'une quinzaine de communes, géographiquement concentrées, et ayant un objectif et des projets communs. Chaque communauté est dirigée par un président et un bureau, qui dispose d'une administration pour organiser et gérer les différentes compétences déléguées par chaque commune. Ex : la communauté de communes du pays d'Astrée, rassemble autour de Boën 18 communes et 13 000 habitants.

– **Les communautés d'agglomération** qui regroupent au moins 50 000 habitants et qui doivent avoir parmi elles au moins une commune de plus de 15 000 habitants. La loi impose aux communautés d'agglomération l'exercice de certaines compétences : développement économique, aménagement de l'espace communautaire, équilibre social de l'habitat, politique de la ville et transport urbain. Elles peuvent décider de mettre en commun d'autres compétences (culture : les médiathèques de *Loire-Forez*).

Les regroupements ont été volontaires. Il a fallu choisir. Après une assez longue période d'indécision – fallait-il, pour Montbrison, se marier avec Andrézieux ? avec les petites villes de la plaine du Forez ? avec Saint-Just-Saint-Rambert ? – une communauté d'agglomération, *Loire-Forez*, s'est constituée autour de Montbrison et de Saint-Just-Saint-Rambert. Elle regroupe 45 communes et rassemble 75 000 habitants de Saint-Rambert à Chalmazel. La communauté d'agglomération est dirigée par un conseil communautaire de 80 membres qui désigne un bureau. Chaque commune désigne au moins un représentant au conseil communautaire. La commune la plus peuplée (Montbrison) a huit représentants.

– **Les métropoles** : ensembles de plus de 500 000 habitants. Ex. : Saint-Étienne métropole.

Quelques questions pour conclure :

Les communes vont-elles ou doivent-elles disparaître ?

– Elles ont un fort ancrage historique.

– Elles font descendre à la base le fonctionnement démocratique de la République.

– Les représentants des communautés d'agglomération ou de communes seront un jour élus au suffrage universel direct, les communautés de communes auront alors une légitimité plus grande. Les transferts de compétence augmentent. Les EPCI deviendront des collectivités territoriales. Comment éviter que les communes ne soient plus alors que des coquilles vides ?

D'autres problèmes se posent :

Faut-il faire disparaître les cantons ? Ils ne sont plus guère que des circonscriptions électorales et ont peu de visibilité...

Dans le processus de simplification administrative qui se profile nécessairement faut-il supprimer les conseils généraux et même les départements pour ne laisser en place que les régions et les communautés d'agglomération ou de communes ?

Dans une optique plus large : comment rendre lisibles et visibles les institutions locales ? Et comment rapprocher les élus et les citoyens ?

À travers l'histoire du cinéma : le cinéma associatif

Très tôt, on a perçu l'importance du cinéma vécu, lorsqu'il est apparu, comme une véritable révolution. Le mot *cinéma* désigne deux réalités :

– l'art du cinéma (l'image en mouvement) (« le 7^e art »), un moyen d'expression, un langage, une écriture ;

– la salle où on projette des films.

Cette industrie s'est rapidement organisée au début du siècle dernier : la production (les producteurs qui financent et organisent), la distribution qui place le film dans les salles et l'exploitation (l'exploitant qui possède la salle et loue le film).

Cette « industrie » du cinéma est aujourd'hui souvent aux mains de grands trusts (dont les « majors » américaines). Il n'en reste pas moins que le secteur associatif et de l'éducation populaire a toujours joué un rôle important : invention des ciné-clubs, circuits de cinéma itinérants en milieu rural, gestion de salles et organisation de festivals, actions en lien avec les partenaires locaux.

À Montbrison et à Boën, les œuvres paroissiales ont joué un rôle important : l'Église s'est préoccupée très tôt d'offrir aux jeunes gens des occupations saines (le sport, le BCM) et culturelles : les chorales, la musique (les P'tits fifres), le cinéma, (le « bon cinéma »), avec une ou deux générations de jeunes vicaires entreprenants alors que de son côté, le ministère de l'Instruction publique développait les premiers films « éducatifs ».

Le cinéma associatif : c'est le sujet de cette séance de *Parole donnée* à travers les trois exemples de Montbrison, Boën et Saint-Bonnet-le-Château. Montbrison, où l'association du Rex est l'héritière de la Maison des œuvres de la paroisse Notre-Dame ; Saint-Bonnet-le-Château où Cin'Étoile est animé par l'Association culturelle du pays de Saint-Bonnet-le-Château et géré par la communauté de communes ; Boën où l'Entract' a succédé au Foyer, lui aussi d'origine paroissiale et est géré par une association de bénévoles.

Aux origines du cinéma

De multiples tentatives avaient été faites avant 1895 pour restituer le mouvement sur un écran en utilisant le phénomène de la persistance rétinienne puis la découverte dans les années 1880 des pellicules de celluloid. En 1890, l'Américain Edison met au point le premier film dont la pellicule est munie de perforations mais le problème reste celui du rythme de passage et de l'éclairage des images. Louis et Auguste Lumière adaptent la découverte d'Edison en plaçant une griffe spéciale qui permet de faire avancer le film au rythme nécessaire. Le cinématographe (« l'appareil qui écrit le mouvement ») est né.

Le 28 décembre 1895, 33 spectateurs assistent à la première séance de cinéma publique et payante organisée dans le Salon indien du Grand Café de Paris. Dix films (très courts) sont proposés par Louis et Auguste Lumière (*La sortie des usines Lumière à Lyon*, *L'arroseur arrosé*, *L'arrivée du train en gare de La Ciotat*). C'est très vite un art populaire. À partir de cette date, il connaît un développement rapide : les frères Lumière présentent leur invention dans toutes les grandes villes de France. Georges Méliès fait construire le premier studio et met au point les premiers trucages, tournant entre 600 et 800 films (1902 : *Le voyage dans la lune*) ! Charles Pathé fait, à partir de 1905, entrer le cinéma dans l'ère industrielle, envoie des reporters dans le monde entier et vend des films à des forains grâce auxquels le cinéma touche d'abord un public populaire. Sur le plan économique, se met en place le triptyque : production/distribution/exploitation. Gaumont construit à Paris en 1911 un cinéma de 3 500 places.

À Montbrison

À Montbrison, nous connaissons les débuts du cinéma à la fois par la presse de l'époque, par les souvenirs de Marguerite Fournier et par les articles de Joseph Barou : les premiers films muets sont présentés à Montbrison sur la place Grenette : le cinéma a d'abord été un spectacle forain. Marguerite Fournier raconte :

« Je devais avoir six ans [1907] lorsque je vis le premier cinéma ambulant s'installer place Eugène-Baune, devant mon école [...]. Je n'avais encore jamais rien vu d'aussi beau. Je me souviens, comme si c'était hier, d'un film sur la vie de Jésus commençant par l'Annonciation : la Vierge était agenouillée à côté d'un grand lis, l'archange Gabriel s'avançait vers elle à petits pas dans une lumière de rêve. Je me sentais tout émue. » Il s'agissait d'un petit cinéma ambulant, le Royal-Bio qui installait sur la place Grenette à l'occasion de la Saint-Aubrin une baraque de toile et de bois et qui restait quelques semaines. La guerre arrive alors qu'il est à Montbrison. Il reste donc sur place.

Marguerite Fournier a raconté l'une des premières séances de cinéma, en 1910, salle Saint-Pierre où le cinéma remplace les séances de lanterne magique – « C'est dans cette [...] salle Saint-Pierre [...] que je vis les premiers films comiques de l'époque : *Toto apprenti*, et surtout *Les Tribulations de deux Chinois à Paris* [...], le public riait aux larmes. » On peut citer aussi le *compte rendu* d'une séance que donne le *Bulletin paroissial* : « La salle est bondée. La séance dure deux heures. Elle comprend un petit film sur le pèlerinage à Lourdes » puis, dans une seconde partie « *Le généreux dévouement du médecin de campagne, La punition méritée de deux petits vauriens, Les débuts malheureux d'un chauffeur, les multiples farces de Toto...* À mesure que se déroulaient les vues, sous la direction habile de M. l'abbé Pâtissier, M. l'abbé Planchet en donnait une courte et claire explication ».

Mais le cinéma, très vite, se sédentarise :

– À Montbrison, la grande date, c'est 1913 avec l'inauguration de la salle des œuvres de Notre-Dame. En 1912, en effet, M^{me} Puy de la Bâtie, « dame d'œuvres », bienfaitrice de la paroisse Notre-Dame fit construire le bâtiment actuel du Rex pour servir de Maison des Œuvres, bénite solennellement le 6 avril 1913 par M^{gr} Vindry, auxiliaire de l'archevêque de Lyon. La Maison abrita désormais les œuvres paroissiales : le patronage et les chorales, la Société de gymnastique, les P'tits fifres montbrisonnais, les cercles qui avaient leurs salles de réunion au second étage de l'immeuble. Le premier étage était occupé par une vaste salle de spectacle. Des spectacles divers allaient se succéder : chant, théâtre, spectacles comiques. Le grand événement de cette année 1913 fut cependant le 6 juillet la projection d'un film sur le *Naufrage du Titanic*. La salle s'avéra trop petite, de nombreux spectateurs durent rester debout. L'émotion fut à son comble lorsque, pendant que le paquebot s'enfonçait dans la mer, la chorale paroissiale chantait « Plus près de Toi, mon Dieu ».

La guerre de 1914 éclata : la Maison des Œuvres reçut des prisonniers de guerre allemands et les activités paroissiales furent transférées dans d'autres locaux. D'autres cinémas apparurent.

– Il y a d'abord le Royal-Bio qui, on l'a dit, était à Montbrison au moment de la déclaration de guerre et qui resta. En 1921, il s'installa même pour quelque temps dans l'ancienne chapelle des Pénitents.

– En 1916 le Royal-cinéma s'installa rue du faubourg Saint-Jean. Mais son existence fut, semble-t-il, éphémère.

– En 1917, ce fut la création, quai de la Porcherie (quai de l'Astrée), du cinéma l'Astrée par MM. Farjot et Bourges qui le revendirent très rapidement à Claude Bessenay, figure du cinéma montbrisonnais, qui, pendant 70 ans, a exploité cette salle en individuel. Cette « deuxième salle » qui a fermé en 1986 appartenait au patrimoine culturel de Montbrison. Elle a été vendue en 1995.

Du muet au parlant

Après l'Armistice, en 1920, la Maison des Œuvres de Notre-Dame put reprendre son activité cinématographique sous le nom de *Cinéma des familles*. Le programme de cinéma – un cinéma de qualité – est le plus souvent entrecoupé de saynètes exécutées avec entrain par le *Groupe artistique* qui fait les beaux jours de la salle Notre-Dame.

En 1938, le cinéma devient le *Lux* – sans que l'on sache aujourd'hui le pourquoi de ce changement de nom : pour faire plus moderne ? – avec une belle enseigne au néon. Il garde sa vocation de salle de théâtre et de conférences.

À Boën, le cinéma s'installe dans la grande salle de spectacle qui avait été construite en 1909 à l'initiative du père Boudarel, en accord avec la famille de Chabert à côté de la maison qui servait de patronage. En 1923, est créée *L'Étoile de Boën*, association qui s'occupe de musique, de théâtre, de gymnastique, bientôt de cinéma. La salle de spectacle construite en 1909 se dote d'un appareil de cinéma muet en 1925 et d'une cabine de projection en 1929.

Mais, dans l'entre-deux-guerres, le fait marquant est l'avènement du cinéma parlant. Le 6 octobre 1927, sort à New-York, *The jazz singer*, premier film parlant de l'histoire du cinéma. À Montbrison, le premier film sonore passe en janvier 1930 à l'*Astrée* qui prend le nom de *Astrée-Parlant*. En 1932, le premier film parlant est projeté à Boën. Malgré la crise des années 1930, en 1938, 4 250 salles sont équipées en France pour le parlant. Dans les grandes villes il existe un maillage serré des salles de quartier. Le cinéma est devenu une distraction populaire : aller au cinéma est devenu un rituel, un mode de vie et le premier loisir des Français. On se rend au cinéma en famille, souvent le samedi soir ou le dimanche après-midi : phénomène qui va perdurer jusqu'aux années 1960. Les Montbrisonnais ont alors le choix entre le *Lux* et l'*Astrée*. Deux salles dans une ville de 8 000 habitants, c'était un bel équipement, même si les cinémas n'avaient pas une séance tous les jours de la semaine.

Du *Lux* au *Rex*

Pendant les années de l'Occupation, le cinéma français, sous tutelle et censure, continue. Il y a parfois des coupures d'électricité. Les « actualités » sont le moment le plus sensible. Une anecdote : en 1942 ou 1943, pendant une séance, un artisan montbrisonnais, « original », surnommé La Fouine, cria dans l'obscurité « Vive de Gaulle ! Vive de Gaulle ! signé *la Fouine*, rue de la République à Montbrison ». On éclaira la salle, les officiers allemands présents étaient furieux, on leur expliqua que c'était un pauvre idiot qui avait crié et qu'il ne fallait pas y faire attention... C'est aussi au *Lux* que Charles Maurras, le leader de l'extrême-droite royaliste, vint en 1941 faire une conférence sur Mistral et l'on joua *Antigone* dans une traduction de Mario Meunier qui l'avait invité. À Boën, la troupe de l'Odéon vient en 1940-1941 se réfugier dans la salle de théâtre avec son directeur Alexandre Arquillère qui était de Montverdun. À Montbrison, en 1944, les organisations de Résistance tiennent meeting au *Rex*...

En 1943, le *Lux* changea encore de nom et devint le *Rex*. Pierre Sijallon, qui était assureur à Montbrison, devint le président de la nouvelle association qui prit le relais de l'équipe paroissiale et anima un groupe de laïcs (Étienne Laurent, Thiollier, Montheux, Henri Essertel, secrétaire à partir de 1954). Mais le *Rex* restait très lié à l'OGEC Lyonnais-Forez, aux deux paroisses de Montbrison et aux écoles privées : comme il faisait du bénéfice, il participait parfois au rétablissement de l'équilibre du budget des écoles privées de Montbrison.

Boën connaît aussi des transformations importantes ; en 1950, le marquis de Laffont-Chabert vend la salle de cinéma à une société immobilière formé d'une dizaine de Boënnais. Cette société fait faire de gros travaux et concède les locaux au comité des œuvres paroissiales (1954) puis au cinéma *Le Foyer* (1974). Dans les années 1960, le cinéma fait 1 000 entrées hebdomadaires pour 5 séances par semaine... Un cinéma « individuel » existe à Saint-Bonnet-le-Château mais je n'ai pas sur lui beaucoup de renseignements historiques.

Ce sont alors, pendant 20 ans, les années glorieuses du cinéma familial. Il y avait au *Rex* une grande salle avec balcon et « poulailler », une cabine de projection. Il fallut moderniser le matériel. Le cinéma fonctionnait les vendredi, samedi, dimanche (« le système VSD »). Le choix des films était très « encadré » : il était affiché à la porte de l'église avec la cotation de l'OCC. Les voyageurs de commerce visitaient le *Rex* pour placer leurs films et faire signer des contrats. Il y avait la concurrence de l'*Astrée* : pour avoir avant l'*Astrée* le film *Don Camillo*, le *Rex* dut signer un contrat global pour 11 autres films ! Les places étaient louées à l'avance chez les demoiselles Savatier qui tenaient un magasin de tissus rue Tupinerie. Chacune des deux salles faisait environ 35 000 spectateurs par an.

Le Rex est resté, pendant cette période, lié au théâtre : il accueille le théâtre amateur local – qui a toujours été très vivace – mais aussi Jean Dasté et sa troupe de la Comédie de Saint-Étienne, pionnière de la décentralisation culturelle : Delphine Seyrig, Michel Bouquet, Françoise Bertin ont joué sur la scène du Rex.

De la crise au renouveau

Les années suivantes sont mieux connues sans doute et marquées par une crise « existentielle » du cinéma et par sa renaissance.

– Le film s’installe « à la maison » : c’est la généralisation de la télévision dans les foyers, la couleur, plusieurs chaînes ; l’apparition des magnétoscopes et de nouveaux supports de l’image, les lecteurs de DVD. Les entrées au niveau national passent de 400 millions à 200 millions. Les premières victimes seront les salles de quartier, de banlieues ou de petite ville.

– À la fin des années 70, l’exploitation cinématographique est désormais contrôlée par les grands groupes au terme d’un processus de concentration sans précédent. Les indépendants sont souvent contraints de leur céder leur programmation sous peine de voir compromis leur accès aux copies des films. À Montbrison, la fréquentation baissait (les plus basses eaux furent atteintes en 1979-1980 ; à Boën *Le Foyer* ferma quelques mois. Une deuxième équipe, dirigée par Georges Mourlevat, reprit le flambeau jusqu’en 1986.

Il fallait donner un « coup de pouce » au cinéma, faire de nouveaux investissements, repenser le système de la programmation. Un système unique au monde, impulsé par le CNC (Centre national du cinéma) s’est mis en place, fondé d’abord sur l’engagement des pouvoirs publics avec la TSA, taxe spécifique sur le prix du billet payé par le spectateur, 11 % environ, qui sert au soutien financier du cinéma français, système d’avance sur recettes qui encourage les créateurs, soutien de la diffusion des films français à l’étranger, journées du cinéma. Le système s’appuie aussi sur l’engagement des chaînes de télévisions qui s’est affirmé au niveau de la diffusion (les films ont une seconde carrière à la télé) et de la production (coproduction des films. L’Agence pour le développement régional du cinéma, fondée en 1983, remplit, elle, une double mission : maintenir et développer un réseau de salles diversifié sur l’ensemble du territoire, faciliter l’accès aux films par le tirage de copies supplémentaires. D’autre part, les collectivités locales (la décentralisation) se sont de plus en plus engagées. Enfin à côté des grands de la distribution adossés soit aux majors américains soit aux chaînes de TV, de nombreux distributeurs indépendants se sont regroupés et jouent le jeu d’un cinéma de qualité.

C’est grâce à ce système que le cinéma français reste une « exception culturelle » : elle a su maintenir une production et un parc de salles de qualité : les contre-exemples anglais ou italiens attestent de la force et de l’intérêt d’un tel système.

Montbrison : en 1982, le Rex a conduit avec succès le projet de transformation de la salle unique en un complexe de trois salles. En une année, la fréquentation passe de 35 000 à 72 000 entrées. La municipalité, dirigée par le Dr Poirieux, a soutenu le projet et donné sa garantie financière – dont le Rex a d’ailleurs eu ensuite besoin. Trois présidents se sont succédé : Pierre Sijallon, Bernard Esparre et Henri Essertel. Le réaménagement du hall a suivi (1999). Le Rex offre alors 3 salles et 440 fauteuils, un vaste hall d’accueil, 123 000 spectateurs par an, un classement *Art et Essai* et le *Label Jeune Public*.

Saint-Bonnet-le-Château : la création de Cin’Étoile. Afin de favoriser l’accès à la culture sur son territoire, la communauté de communes de Saint-Bonnet-le-Château (10 communes) a décidé, avec l’aide du conseil général de la Loire, de restaurer l’ancien cinéma de Saint-Bonnet-le-Château et de le transformer en un véritable pôle d’animation socioculturelle. Des travaux très importants ont été faits dans l’ancienne propriété Déchelette pour installer le siège de la communauté de communes et rénover le cinéma. Une association de bénévoles, très militante, (la présentation du film *Liberté*) en assure la gestion et accueille aussi, comme à Montbrison, l’antenne de l’Université pour tous. 20 000 entrées par an.

Boën : le redémarrage du cinéma en 1986. Le foyer, arrêté en 1983, devient l’*Entract’* dont Guy Couturier prend la présidence. Des travaux très importants sont faits en 1997 et 1999. Une équipe d’une

cinquantaine de bénévoles essaye de proposer une programmation variée et de travailler avec les écoles et les associations. Il y a 10 000 entrées chaque année.

Les cinémas présents aujourd'hui ont donc tous un caractère associatif – qui les ouvre vers les autres. Ils sont animés par des bénévoles et leur activité s'appuie sur des centaines – des milliers d'heures de bénévolat. Ils participent à un même réseau de distribution (Entente VO) et ont eu la volonté de se moderniser, parfois en créant la discussion : le projet porté par le Rex (le passage à un multiplexe de 5 salles sur la zone des Jacquins et le doublement du nombre de ses fauteuils) a créé, c'est le moins qu'on puisse dire, le débat. Ce projet, par son ampleur, vise à prendre la place avant que ne s'installe un multiplexe privé dans la plaine du Forez, est, au-delà des passions, le symbole des modernisations nécessaires pour garder et développer son public. Nos trois cinémas foréziens sont aussi passés au cinéma numérique, une « révolution silencieuse » qui s'est faite très rapidement : la première projection cinéma numérique publique d'Europe a été réalisée à Paris, en 2000. En mai 2005, le groupe Kinopolis a équipé 5 de ses cinémas en numérique. En avril 2010, la barre des 1 000 écrans numériques est franchie, dont 750 sont aussi capables de projections en 3D stéréoscopique. En décembre 2012 : 5 178 écrans sont équipés en cinéma numérique.

Avec 200 millions de spectateurs en 2010 (la moitié dans des multiplexes), la France se classe en tête des pays européens. Elle possède le plus important parc de salles rapporté à sa population. Elle est dotée de 2 000 cinémas, 5 470 écrans, 1 million de fauteuils. En 2009, parmi les films sortis en France en première exclusivité, 268 sur 588 étaient des films français. Même s'ils sont dépassés en entrées par les films américains (49 % des entrées), ils ont cependant 37 % de celles-ci. C'est une politique volontariste qui a sauvé le cinéma français. Certes, les recettes des films en dehors des salles de cinéma (TV, DVD, etc.) passent au-dessus des recettes en salles. Mais rien ne remplacera sans doute jamais la magie fantastique de ces images qui bougent dans une salle obscure. Le cinéma est un art et un moyen d'expression – comme la peinture ou la danse – et les bénévoles et les spectateurs qui le font vivre lui sont attachés parce qu'il les aide, parce qu'il nous aide à vivre.

Histoires d'eau(x)

Les problèmes de l'eau et de l'assainissement sont liés : pour que la vie existe sur terre, il faut de l'eau ; il faut de l'eau potable, propre, réutilisable, bref « assainie » : assainir l'eau, c'est évacuer et traiter les eaux usées qui, si elles restent en l'état, polluent les eaux saines et les sols et propagent les maladies. Petit voyage dans l'espace et le temps pour mieux comprendre ces problèmes.

I/ La planète bleue et ses consommateurs d'eau

Il n'y a pas de vie sans eau. Pêle-mêle, quelques faits : on peut faire assez longtemps la grève de la faim, mais on ne peut pas faire longtemps la « grève de la soif » (trois à quatre jours environ) et la canicule de 2003 a fait en France 15 000 victimes, mortes des conséquences de la déshydratation. Le corps humain est composé à 65 % d'eau pour un adulte, à 75 % chez les nourrissons et à 94 % chez un embryon de trois jours.

72 % de la surface de la Terre est recouverte d'eau (la « planète bleue ») (97 % d'eau salée et 3 % d'eau douce). 2,05 % du total est stockée dans les glaciers et dans les calottes glaciaires, 0,68 % est de l'eau souterraine, le reste se trouve dans les lacs, fleuves et rivières et dans l'atmosphère. Nous n'utilisons donc qu'une infime partie de l'eau qui est sur terre. Le cycle de l'eau (cycle hydrologique) joue un rôle capital : il est celui d'un échange continu de l'eau entre l'hydrosphère et l'atmosphère, un élément majeur de l'environnement

L'eau douce est inégalement répartie. Sa quantité varie selon les zones climatiques, selon les années et les saisons : les zones les plus sèches sont en Afrique. L'accès à l'eau est, lui aussi, inégal : pour donner accès à l'eau potable, il faut capter, traiter et assainir l'eau et la distribuer. Pour étendre les surfaces agricoles irriguées, il faut construire des barrages, creuser des canaux d'irrigation : le « droit de l'eau » a toujours été très important dans toutes les civilisations et a toujours provoqué des conflits (conflits de voisinage, conflits entre États). Pour utiliser l'énergie hydraulique, il a fallu construire des moulins avec leurs biefs, plus tard construire des barrages pour fournir de l'hydroélectricité. Des techniques nouvelles permettent d'augmenter la quantité d'eau douce ou de l'économiser : dessalement de l'eau de mer, irrigation au goutte à goutte, recyclage des eaux usées. Mais ces aménagements ont un coût. On peut aussi éduquer la population pour éviter le gaspillage...

La consommation d'eau douce augmente avec la croissance démographique (1,5 milliard d'hommes en 1900, 7 milliards d'hommes en 2014), avec la constitution de grandes mégapoles – en particulier en Asie et en Afrique – avec la croissance d'une agriculture intensive destinée à nourrir la population, et avec l'amélioration des conditions de vie dans les pays développés : l'avènement de la salle de bains et des WC à l'intérieur des appartements, « l'eau sur l'évier » et le « tout à l'égout ». Le développement d'une agriculture intensive a eu pour conséquence de faire exploser nos productions et nos rendements mais aussi de polluer les eaux des sols avec l'usage excessif des engrais chimiques et de fortes concentrations en azote, phosphore et molécules issues des produits phytosanitaires. À l'échelle mondiale, 70 % de l'eau est consommée par l'agriculture, 20 % par l'industrie, 10 % par la consommation domestique et urbaine.

En 2009, le volume d'eau potable prélevé en France était de 5,5 milliards de m³. La consommation d'un Français en métropole est de 243 litres par habitant et par jour. Cependant, signe encourageant, bien que la population française ait augmenté de 7 % en dix ans, les prélèvements d'eau potable ont diminué de 6 % depuis 2005.

II/ Fournir de l'eau et évacuer les déchets : un problème séculaire

Voyage dans l'histoire des hommes :

Dans l'Antiquité, Rome est une ville immense et peuplée (1 million d'habitants au 1^{er} siècle ap. J.-C., à l'époque d'Auguste). Les Romains construisaient des aqueducs et des thermes, non seulement à Rome

même mais dans tout leur empire : le pont du Gard, plus près de nous l'aqueduc du Gier dont il reste quelques vestiges. À Paris, aux III^e et IV^e siècles, les Gallo-Romains construisent l'aqueduc d'Arcueil, qui transporte l'eau des sources de Rungis pour alimenter les thermes publics de Lutèce (les vestiges sont près du musée de Cluny). Les Romains se lavent beaucoup. Près de nous, les thermes de Moingt en témoignent (le « Vichy des Ségusiaves »). Les premiers réseaux d'assainissement remontent aussi à l'époque des Romains qui ont construit les premiers égouts : la *Cloaca maxima* de Rome était le « grand égout » collecteur qui desservait le Forum et débouchait sur le Tibre. À l'époque l'idée n'était pas d'épurer les eaux sales, mais de nettoyer et d'assainir les rues.

Dans les villes du Moyen Âge, l'eau est prise dans les rivières, dans les biefs qui sont greffés sur elles, dans des puits creusés dans le sol. Nous sommes bien renseignés sur l'approvisionnement de Montbrison en eau au Moyen Âge. Les comtes de Forez ont joué un rôle considérable dans ce domaine. Lors de la construction de la seconde enceinte du château, on amena les eaux du Vizézy dérivées par un canal. Pour assurer un débit régulier au torrent dont le débit est capricieux, les eaux du ruisseau de la Planche, affluent du Lignon, furent détournées dans les bois du Chart – à Saint-Bonnet-le-Courreau – et conduites par un bief dans la vallée du Vizézy. Ce furent des travaux considérables ; ils étaient terminés avant 1270 puisqu'un texte de cette date mentionne le béal comtal (*alveum*). Un autre texte de 1275 mentionne l'eau qui coule *per mediam villam*, allusion au canal qui passe encore sous la rue des Arches. Au XV^e siècle, lorsque la ville est entourée de remparts, c'est encore le Vizézy qui fournit l'eau des fossés. De nombreux autres biefs (le bief des moulins, le bief des Espagnols) seront construits ultérieurement. Mais l'assainissement n'existe pratiquement pas dans les villes médiévales : nous connaissons bien l'histoire des fameux pots de chambres vidés par les fenêtres dans la rue ! Des animaux (porcs, volailles) divaguaient dans les rues. D'où l'importance et la fréquence des épidémies dans les villes, épidémies véhiculées par les eaux souillées et par les rats. La peste noire, qui a touché la population européenne au milieu du XIV^e siècle (1347-1352), a fait 25 millions de victimes.

Le grand tournant est celui du XIX^e : on identifie l'origine des grandes épidémies comme celle du choléra de 1832, propagée par les eaux souillées. Les travaux de Pasteur en France montrent plus tard que les problèmes d'eau et d'assainissement sont des problèmes de santé publique. Le comte de Rambuteau, préfet de la Seine en 1833 (il avait été préfet de la Loire en 1814) développe des conduites d'eau et installe 2 000 fontaines publiques (l'eau était ainsi près de chez soi, dans la rue : il fallait quand même la faire monter dans les étages par les domestiques ou les « porteurs d'eau »). Très attaché à la propreté de Paris, Rambuteau est le premier à faire installer 450 urinoirs publics dans les rues de la capitale (les « colonnes Rambuteau »). Le réseau d'égouts double. Le baron Haussmann préfet de la Seine de Napoléon III fait construire un extraordinaire réseau d'égouts sous les rues de la capitale – mais ils se terminaient dans la Seine ! Le préfet Poubelle donne son nom au récipient qui porte son nom et sert à évacuer les ordures. On organise le ramassage des « boues » (d'où le nom des « éboueurs »). À Montbrison, le ramassage en était affermé par la mairie : un « fermier », un cheval, un tombereau et un ou deux ouvriers.

Le XX^e siècle est marqué, comme nous l'avons déjà dit, par deux grandes évolutions.

– L'eau sur l'évier : un réseau de canalisations d'eaux est installé dans les villes – puis dans les campagnes – avec la construction de *châteaux d'eau* qui, alimentés par des stations de pompage, servent de réservoir et permettent aussi, par gravité, de faire monter l'eau dans des zones plus élevées et surtout dans les étages des immeubles. En France, en 1930, 23 % des communes sont équipées d'un réseau de distribution d'eau à domicile mais ce n'est qu'à la fin des années 1980 que la quasi-totalité des Français bénéficie de l'eau courante à domicile. Le château d'eau symbolise à l'époque l'accès ostensible au progrès et la gloire des maires des petites communes. À partir des années 1980, la technique a changé, on a plutôt construit des réservoirs enterrés assortis de groupes de surpression.

– Le « tout à l'égout » a aussi changé le confort des villes. Il a permis d'évacuer, depuis les maisons et les appartements, les déchets humains et ménagers : il avait donc surtout une mission d'évacuation. Mais, on avait reporté le problème un peu plus loin. En rejetant les eaux usées dans les fleuves, ce sont les fleuves dont les eaux se sont dégradées lentement mais sûrement. L'assainissement est ainsi devenu peu à peu un problème environnemental : il fallait réagir pour rendre sain, non plus les rues, mais les fleuves, exutoires de

ces grosses canalisations souterraines. L'assainissement avait une mission jusque-là de réseau d'évacuation. Ses objectifs se sont transformés.

Une politique publique de l'eau et de l'assainissement

Tout un arsenal législatif s'est mis en place.

La loi de 1964 organise la gestion de l'eau autour des six grands bassins hydrographiques français et promeut, à l'intérieur de chaque bassin, la « gestion globale de l'eau » attribuée à une Agence de l'eau¹. La loi de 1992 fait de l'eau le « patrimoine commun de la nation », renforce celle de 1964 sur le « respect du milieu naturel » et affermit le principe de protection des écosystèmes aquatiques. Elle rend obligatoire la collecte et le traitement des eaux usées domestiques. Elle étend les compétences des collectivités locales pour l'assainissement et l'aménagement des eaux et prévoit un nouveau système de planification globale de la ressource en eau (système de schémas directeurs).

La mise en place des intercommunalités – dont Loire-Foréz – a donné lieu à de nouvelles répartitions de compétences :

– L'alimentation en eau potable de Montbrison est gérée par la Ville : elle se fait à partir du Vizézy : depuis le Moyen Âge ! À partir d'une prise d'eau située sur la commune d'Essertines, à 4 km en amont, ses eaux brutes sont acheminées vers l'usine municipale de potabilisation que j'ai visitée il y a quelques semaines avec Bruno Chanvillard. Le service de l'eau est en régie municipale ce qui le maintient dans le cadre du service public et permet de maîtriser le coût de l'eau. L'eau subit différents traitements, pendant lesquels elle est analysée en continu ; décantation et filtration, stabilisation du pH² (acidité qui doit être comprise entre 6,5 et 9), ajout de chaux et de chlore. Cette eau, débarrassée des matières organiques, filtrée, parfaitement claire, dont la qualité est constamment surveillée – 14 paramètres ! – et qui a un niveau de transparence nettement supérieur aux normes en vigueur, est ensuite envoyée sur le réseau. La prise de l'eau sur le Vizézy ne doit pas tarir celui-ci : un débit minimum doit être garanti à son débit. Comme l'alimentation en eau est déficitaire pendant les mois d'été, la Ville peut prendre de l'eau sur le canal du Forez – qui, par exemple – alimente en eau Savigneux : ce canal, construit entre 1863 et 1890 à l'initiative du duc de Persigny, président du conseil général, pour l'irrigation de la plaine du Forez, sert donc aussi, aujourd'hui, à son alimentation en eau potable. Quant à la communauté d'agglomération, elle a pris en compétence l'entretien des rivières et de leurs berges.

Cette production a évidemment un coût : payer l'eau paraît aux anciens quelque chose d'extraordinaire parce qu'elle était autrefois gratuite lorsque, à la campagne, on sortait l'eau du puits ! Le coût paraît certes élevé : le prix d'un litre d'eau « de la ville » est cependant mille fois moins cher qu'un litre d'eau « en bouteilles » !

– L'assainissement – comme le traitement des ordures ménagères – est une compétence communautaire depuis 2009-2010 : il a pour objet l'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales par des dispositifs compatibles avec les exigences de la santé publique et de l'environnement. L'objectif est de parvenir au bon état écologique des masses d'eau d'ici 2015. Cet objectif a été pris en compte dans la loi sur l'eau et les milieux aquatiques de 2006, puis dans la loi dite Grenelle 1 (août 2009) et enfin dans la loi Grenelle 1 (juillet 2010).

Lorsque l'on parle d'assainissement, on vise aussi bien les eaux usées que les eaux pluviales. Le terme « eaux usées » désigne à la fois les *eaux vannes* (l'eau des toilettes) et les *eaux grises* (lavabos, cuisine, douche, lave-linge...). Ces eaux ne peuvent être rejetées en l'état dans la nature car elles contiennent

¹ La Loire fait partie du bassin hydrographique Loire-Bretagne qui va des sources de la Loire et de l'Allier jusqu'au Finistère et qui couvre 28 % du territoire métropolitain. Il correspond au bassin de la Loire et de ses affluents, au bassin de la Vilaine et aux bassins côtiers bretons et vendéens.

² Le potentiel hydrogène (ou pH) mesure l'activité chimique des ions hydrogène (H⁺), appelés aussi protons en solution. Le pH mesure l'acidité ou la basicité d'une solution. Ainsi, dans un milieu aqueux à 25 °C : une solution de pH = 7 est dite neutre ; une solution de pH < 7 est dite acide ; plus son pH diminue, plus elle est acide ; une solution de pH > 7 est dite basique ; plus son pH s'éloigne de 7 (augmente) et plus elle est basique.

des micro-organismes pathogènes : matières organiques mais aussi, de plus en plus, produits chimiques. Si ces eaux ne sont pas traitées, elles vont polluer les sols et les eaux souterraines, donc les réserves en eaux.

Il existe deux systèmes d'assainissement.

– En milieu rural ou dans les cas d'habitations isolées, les eaux usées sont récupérées et traitées dans des équipements d'assainissement non collectif (SPANC). On parle aussi d'assainissement individuel ou autonome.

– Le plus souvent, les eaux usées sont rejetées dans un réseau d'assainissement collectif, ce que l'on appelle couramment le tout à l'égout (avec soit un système unitaire, soit un système séparatif). Sur le site Loire-Foréz, il y a différents systèmes de stations d'épuration de l'eau : stations d'épuration « classiques » mais aussi systèmes extensifs surtout implantés en milieu rural (lagunes, filtres à sable, filtres plantés de roseaux). SITEPUR, la station d'épuration de l'agglomération montbrisonnaise (Savigneux), est en fonction depuis 2007 et est la pièce maîtresse du système. Son traitement de l'eau comprend 5 étapes successives :

1/ des prétraitements éliminent les déchets visibles à l'œil nu, les graisses et les sables ;

2/ traitements biologiques par des bactéries, d'où « production de boues » ;

3/ clarification ;

4/ traitement des boues résiduelles qui, séchées, seront utilisées comme fertilisants ;

5/ l'eau épurée est rejetée dans le milieu naturel.

Pour conclure : j'ai moi-même beaucoup appris en préparant cette présentation. Ce qui m'a frappé : l'aspect permanent du problème de l'eau et de l'assainissement à travers l'histoire, les aménagements pionniers faits au XIX^e ; l'aspect massif et vital que le problème a pris au cours du XX^e siècle ; la globalité, l'importance et la technicité des réponses qui ont été apportées dans les pays développés et aussi la pleine conscience de tout ce qui reste à faire pour rendre les autres activités des hommes non polluantes et pour donner l'accès à l'eau dans une partie de la planète où des millions d'hommes n'ont pas accès à son usage et où l'assainissement n'existe pas.

Les 20 séances de *Parole donnée*

Année 2014 – 2015

(4^e année)

Programme

1/ Le mercredi 3 décembre 2014 : la lecture publique.

Modérateur : Pascal Georges

Témoignages de :

Anne Chastrusse, directrice de la médiathèque communautaire

Colette Modion, directrice de la médiathèque départementale

Marc Lévêque, président de l'association de gestion de la bibliothèque municipale de Lézigneux

Geneviève Le Barrier, bénévole à la bibliothèque de Saint-Bonnet-le-Courreau

Danièle Latta, responsable de la fête du livre du centre social de Montbrison

2/ Le 14 janvier 2015 : être paysan aujourd'hui.

Modérateur : Pascal Georges

Témoignages de :

Chantal Brosse, agricultrice à Champdieu

Madeleine Chaut, agricultrice à Chazelles-sur-Lavieu

Nicolas Clair, agriculteur à Sainte-Foy-Saint-Sulpice

Béatrice Diaz, membre d'une AMAP,

Thierry Pallanche, agriculteur à Saint-Martin-la-Sauveté

3/ Le 25 février 2015 : voter, et puis après ?

Modérateur : Pascal Georges

Témoignages de :

Maryse Noiry, militante du groupe ATTAC du Forez

Sylvie Robert, maire de Saint-Didier-sous-Rochefort

Christine Segreto, lectrice du livre de David Van

Lecture publique, bibliothèques et médiathèques, approche historique

Qu'est-ce que la lecture publique ?

Le sens de cette expression a évolué : la lecture publique a d'abord désigné la lecture en public : dans les salons du XVIII^e ou du XIX^e siècle, les auteurs lisent parfois des « bonnes feuilles » de leurs œuvres ; dans les théâtres, des comédiens lisent des poèmes ou des extraits de textes. Puis l'expression *Lecture publique* a pris un autre sens. Je cite le rapport Dennery de 1967 sur la lecture publique – « *En fait, il faut entendre lecture « publique » au sens où l'on prenait autrefois l'instruction « publique » : de même qu'il a tenu à offrir à tous les moyens gratuits de s'instruire, l'État considère qu'il est de son devoir de mettre à la disposition de chaque citoyen les ouvrages dont la lecture peut être agréable ou utile, en enrichissant sa personnalité et en le préparant mieux à son rôle dans la société.* » L'expression s'est finalement imposée parce que, en 1945, l'État avait créé une Direction des bibliothèques et de la lecture publique.

La lecture publique se définit par deux critères : les bibliothèques dépendent des pouvoirs publics (État ou collectivités locales) et elles sont ouvertes à l'ensemble de la population d'un pays ou d'un territoire. Cette définition exclut donc théoriquement la Bibliothèque nationale, les bibliothèques universitaires et les bibliothèques des sociétés savantes, même si les activités de celles-ci sont parfois très proches de celles des bibliothèques publiques.

Les fonctions des bibliothèques publiques sont multiples : d'abord une fonction de conservation, qui assure la transmission d'un héritage culturel, et qui impose la rédaction de catalogues ; des fonctions de documentation et d'étude – la lecture est liée à l'enseignement – mais aussi des fonctions de distraction et de loisirs. La lecture est aussi une passion. L'un des livres de Valéry Larbaud s'intitule : *Ce vice impuni, la lecture...*

Regards à travers l'histoire des bibliothèques (XVI^e – XIX^e s.)

Pour qu'il y ait des bibliothèques, il faut qu'il y ait des livres et des lecteurs.

– Des livres – il y a eu des livres avant le livre imprimé : recueils écrits sur papyrus (les *volumina* de la Bibliothèque d'Alexandrie), puis plus tard sur des parchemins. L'invention de l'imprimerie date, on le sait, du XV^e siècle. La première édition latine de la Bible est de 1453. Le développement de l'imprimerie correspond ensuite au XVI^e siècle à la période de l'humanisme qui redécouvre le patrimoine littéraire de l'Antiquité et à l'essor de la Réforme qui insiste sur l'importance de la lecture de la *Bible* (le *Livre*).

– Les bibliothèques ont d'abord été des bibliothèques privées : bibliothèques de châteaux ou d'érudits : Anne d'Urfé a une bibliothèque de 500 livres dans son château de la Bâtie d'Urfé, la bibliothèque humaniste de Sélestat qui était la bibliothèque personnelle de Beatus Rhenanus, grand humaniste alsacien, ami d'Érasme, qui possédait 450 manuscrits, 550 incunables et 2 500 livres imprimés du XVI^e siècle. Il y avait surtout les bibliothèques des couvents et des collèges (les Jésuites, les Oratoriens). Le roi avait aussi sa bibliothèque, installée en 1368 au Louvre par Charles V (900 ouvrages manuscrits). François I^{er} lui donna un nouvel essor en instituant le dépôt légal en 1537. La bibliothèque royale devient progressivement un service de l'État. À l'époque contemporaine elle devient la Bibliothèque nationale.

C'est au XVIII^e siècle qu'apparaît en Occident la conception de la bibliothèque ouverte au public. On recense 43 bibliothèques municipales actuelles dont la fondation et l'ouverture sont antérieures à la Révolution française. En fait, 4 seulement, sont d'initiative municipale : celles de Montbéliard, Niort, Langres et Laval qui ont été ouvertes de 1765 à 1773. Par la suite, la période révolutionnaire a été fondatrice : les biens d'Église ont été en 1790 « mis à la disposition de la Nation », parmi eux, les couvents et leurs bibliothèques. On a aussi confisqué les bibliothèques des émigrés. La Révolution a ainsi amassé 10 à 15 millions de livres, stockés dans des « dépôts littéraires ». La Convention décida d'en faire des bibliothèques publiques. Le

décret du 8 pluviôse an II (27 janvier 1794) décida la création d'une bibliothèque dans chaque district. L'initiative était cependant prématurée par manque de moyens et par manque de lecteurs (moins de 30 % des gens savent signer leur nom !).

– Des lecteurs : la lecture publique est évidemment liée au progrès de l'enseignement qui, en France, ne se développe vraiment que dans la période 1833-1882. La lecture publique s'est développée plus tardivement que dans le monde anglo-saxon où l'on prend très tôt l'habitude d'emprunter des livres et où la gratuité est la règle.

– Historiquement, il y a eu en France chez les bibliothécaires, au XIX^e et dans la première moitié du XX^e siècle, deux attitudes fondamentalement différentes : 1/ L'attachement à l'héritage des bibliothèques et le souci de préserver les livres et manuscrits 2/ Le désir de faire servir les collections à la formation, à l'enseignement et à l'information. Le courant des bibliothèques populaires participe de ce mouvement.

L'exemple de Montbrison et de Roanne au début du XIX^e siècle

– À Montbrison, ville de couvents et d'ordres religieux, le bilan des confiscations révolutionnaires donne le nombre de 6 500 volumes : 5 000 venaient des Oratoriens (qui dirigeaient le collège installé dans les bâtiments actuels de la sous-préfecture).

– À Roanne, l'origine des collections de la bibliothèque de Roanne remonte à la fondation en 1610 du collège des Jésuites par Pierre Coton et sa bibliothèque de 200 volumes. Les confiscations révolutionnaires rassemblent les bibliothèques des congrégations religieuses du district. Des dons et legs successifs au XIX^e siècle enrichissent et diversifient cette bibliothèque, en particulier le legs fait par Auguste Boullier en 1899, qui donna 7 000 volumes à la Ville (dont un extraordinaire fonds italien). Confiscations révolutionnaires et dons des érudits locaux et des bibliophiles.

Partout, les livres confisqués pendant la Révolution furent donc entreposés dans des « dépôts littéraires ». À Montbrison, les livres furent d'abord placés dans l'église Saint-Pierre. En 1808, ils sont transportés dans le nouveau collège impérial créé par Napoléon I^{er} dans les anciens bâtiments des Ursulines (le collège Victor-de-Laprade actuel). Mais les 6 500 livres sont longtemps abandonnés, aucun catalogue n'est dressé. Un adjoint au maire écrit en 1821 que « cette bibliothèque ne présente ni utilité, ni agrément ». De nombreux livres disparaissent, et d'ailleurs le collège ferme en 1821, remplacé en 1828 par le petit séminaire.

Le tournant de 1833

Les décisions prises au niveau national changent la donne : François Guizot, principal ministre du roi Louis-Philippe est favorable au développement de l'instruction et de la lecture (il n'est pas indifférent de signaler qu'il est protestant). Dès 1833, la loi Guizot impose la création d'une école dans chaque commune : Guizot fut le précurseur de Jules Ferry. La même année une circulaire de Guizot rappelle aux municipalités leurs obligations et invite les bibliothécaires à dresser des catalogues. En 1839, une ordonnance royale organise, au moins théoriquement, les bibliothèques du royaume.

Le fonctionnement d'une bibliothèque au XIX^e siècle

Revenons à Montbrison – en 1839, un bibliothécaire est nommé : Michel Bernard, imprimeur libraire à Montbrison (frère de Martin Bernard et d'Auguste Bernard), directeur du *Journal de Montbrison* et conservateur du musée. En 1841, la bibliothèque est transférée à l'hôtel de ville. Un budget est alloué pour de nouvelles acquisitions (mais, en 1860, seulement 14 % des titres sont récents). Le bibliothécaire tient un registre des prêts qui montre que l'activité de la bibliothèque est extraordinairement modeste : entre 1840 et 1853 la moyenne annuelle des prêts est de 17 prêts par an. Mais nous ne connaissons pas le nombre des consultations faites sur place et tous les livres empruntés ne semblent cependant pas avoir été notés, puisque en 1855, Georges de Soultrait vient aider bénévolement le bibliothécaire qui écrit que « les livres qu'il demande lui sont confiés » (on ne les note pas). Au total ce sont 77 personnes qui ont officiellement sorti des ouvrages entre 1839 et 1863 : fonctionnaires, notables érudits, quelques historiens locaux. Ce sont pour moitié des livres d'histoire qui sont empruntés. La bibliothèque est abonnée à la *Revue des deux mondes* que l'on vient lire sur place et dont on emprunte les anciens numéros : elle joue en somme le rôle d'un cabinet de lecture.

La bibliothèque accueille aussi des archives : le frère de Michel Bernard, Auguste Bernard, découvre au cours de ses recherches historiques, les manuscrits perdus du chanoine de La Mure qui étaient à la bibliothèque d'Auxerre : son *Histoire des ducs de Bourbon et des comtes de Forez*, œuvre restée inédite et ses notes de travail. La bibliothèque municipale de Montbrison parvient à récupérer ces manuscrits.

Au total, la modestie des emprunts et le faible nombre de lecteurs montrent que la notion de « lecture publique » ne s'est pas vraiment imposée, d'autant que la création de la bibliothèque de la Diana aboutit au démantèlement des collections de la bibliothèque municipale. La Société historique de la Diana est créée en 1862 par le duc de Persigny : « Notre but – déclare-t-il – est de créer une sorte de cabinet historiographique où seraient réunies toutes les sources d'information qui peuvent concerner le Forez. » De 1862 à 1866, la salle héraldique est magnifiquement restaurée. On transfère à la Diana tous les livres du « fonds ancien » de la bibliothèque municipale : 3 000 volumes imprimés avant 1800 dont quelques incunables. À la Diana, des achats et des dons vont porter le nombre de volumes à 30 000 aujourd'hui (+ 2 millions de pièces d'archives).

Une longue période de stagnation

La bibliothèque municipale de Montbrison entre alors pendant presque un siècle dans une période de stagnation alors que l'enseignement se développe.

L'essor des bibliothèques a été historiquement lié au développement de l'enseignement. Mais à Montbrison, l'enseignement public tarde à se développer : les frères des écoles chrétiennes, les sœurs Saint-Charles et le petit séminaire gardent longtemps une sorte de monopole. Pour l'enseignement public, il faut attendre les lois Ferry de 1881-1882 pour que les écoles publiques entrent dans le paysage urbain. On construit entre 1882-1911 plusieurs écoles primaires (Chavassieu et Pasteur), l'école primaire supérieure (EPS). On reconstruit l'école normale (EN) et son école annexe : les bibliothèques de l'EN et de l'EPS servent de point d'appui aux conférences populaires qui se développent à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Les bibliothèques d'écoles sont utilisées par ceux qui viennent aux cours du soir. La bibliothèque du petit séminaire est une bibliothèque de collègue.

La relève de la bibliothèque municipale est prise, elle, d'une certaine manière, par la « bibliothèque des bons livres », créée en 1870 à la suite d'une mission et installée dans l'école Saint-Joseph. Lorsque cette école est démolie, elle est transférée rue Victor-de-Laprade puis route de Lyon.

La bibliothèque municipale survit-elle ? en tout cas elle est défaillante et d'ailleurs, il est difficile de l'étudier : les sources manquent. Le départ de son fonds ancien à la Diana lui a enlevé sa base de départ. La ville ne se développe guère et, témoignant d'une grande frilosité financière, ne fait guère d'investissement. Les grands mouvements de la période 1880-1939 – le développement des bibliothèques populaires, l'ouverture au prêt des bibliothèques, la mise en place de bibliothécaires professionnels (1897), autant de mouvements qui n'atteignent pas Montbrison.

Le renouveau après 1945

La période qui suit la Libération est une période de renouveau : grandes réformes issues du programme du Conseil national de la Résistance, début des « Trente Glorieuses », essor démographique (le « baby-boom »). Un signe : la naissance en 1945 d'une Direction des bibliothèques et de la lecture publique. La France prend un « coup de jeune ». Dans les années 1960, on assiste à un développement extraordinaire de l'enseignement secondaire, puis à l'explosion du « supérieur ». Les bibliothèques se multiplient : bibliothèques municipales nouvelles ou rénovées, bientôt baptisées médiathèques (la BCP et le film de Rohmer au Rex en 1993), bibliothèques universitaires, bibliothèques centrales de prêt dès 1945, puis centres de documentation et d'information (CDI) fondés en 1973 dans les collèges et lycées.

À Paris, la bibliothèque du Centre Pompidou (bibliothèque publique d'information) offre en 1977 de grandes nouveautés : accès libre et gratuit, mise à disposition sur des rayonnages accessibles de 1 million de volumes sur 11 000 m², 1 300 places, moyens d'information audiovisuels, plus tard ouverture pionnière à l'informatique. Cette révolution allait se propager par ondes successives. Quant à la construction de la BnF (Bibliothèque nationale de France), ouverte en 1996, elle marquait l'importance que les Français donnent au patrimoine de leurs bibliothèques : ses 4 tours en forme de livres se dressent comme un signe de modernité.

Surtout les innovations scientifiques et techniques modifient de fond en comble l'accès au savoir et à l'information : les ordinateurs dans les bibliothèques, l'informatisation des catalogues, la numérisation des livres et leur lecture sur écran (la BnF et Gallica), le développement de l'Internet, la lecture sur tablettes, les initiatives controversées de *Google*. La révolution informatique et numérique est en marche et met en cause l'existence même du livre en tant que support du savoir et de la lecture. Comment lira-t-on à la fin du XXI^e s ?

Et à Montbrison ? La mutation des années 1970

En 1971, une bibliothèque municipale existait dans l'hôtel de ville mais ne comportait que peu de livres, peu engageants, recouverts de papier kraft. Des bénévoles dévouées animaient cette bibliothèque municipale. L'élection, en 1971, d'une équipe dirigée par le docteur Poirieux provoqua la mise en place d'une nouvelle bibliothèque municipale animée par une « commission » (Étienne Desfonds, Michel Gay, M^{me} Poirieux, M^{me} Essertel et M^{me} Plasse). La BM agrandit ses locaux, s'étale le long du cloître des Cordeliers, propose la lecture de journaux, s'informatise au début des années 1990. Une bibliothécaire, Madeleine Pegon, issue de l'ENSB (École nationale supérieure de bibliothécaires), est nommée. La bibliothèque municipale a cependant toujours manqué de place et ne s'est pas transformée en médiathèque.

Les bibliothèques centrales de prêt (BCP) – devenues bibliothèques départementales de prêt (BDP) puis médiathèques (années 1990) – ont été créées progressivement à partir de 1945 et sont maintenant présentes dans tous les départements français. Elles sont placées sous l'autorité des conseils généraux depuis 1986. La médiathèque départementale de la Loire s'est installée à Montbrison en 1973 ; le site de Montbrison était plus central que celui de Saint-Étienne. D'autre part, Montbrison nourrissait de nouvelles ambitions et l'influence du Dr Poirieux, maire de Montbrison, devenu vice-président du conseil général, joua aussi son rôle dans l'installation de la BCP et du laboratoire d'analyses vétérinaires de la Loire. La médiathèque départementale de la Loire n'est pas une bibliothèque comme les autres. Elle fournit en documents culturels les **270 communes ligériennes de moins de 10 000 habitants**. Des bibliobus acheminent livres, CD, DVD jusqu'aux points de lecture, gérés par des équipes de bénévoles et de salariés.

Les bibliothèques municipales sont devenues en Loire Forez d'intérêt communautaire. En 2009, la communauté d'agglomération Loire-Forez a décidé de mettre en place un réseau de lecture publique composé des bibliothèques déjà présentes sur le territoire et de deux nouvelles médiathèques intercommunales « têtes de réseau » implantées à Saint-Just-Saint-Rambert et à Montbrison. Ouverte au public en 2013, la médiathèque de Saint-Just-Saint-Rambert est la première à avoir ouvert ses portes. On attend celle de Montbrison, dans laquelle la bibliothèque municipale va se fondre : les recherches archéologiques ont retardé les travaux.

D'un livre de 1835 à un « poche » d'aujourd'hui ou même à une tablette, du cahier de Michel Bernard aux ordinateurs d'aujourd'hui, le paysage de nos bibliothèques, on le voit, a bien changé !

Les mutations de l'agriculture

Je voudrais commencer par un souvenir personnel. Je suis arrivé à Montbrison en septembre 1965, tout jeune professeur d'histoire. Deux mois plus tard, en novembre, je suis allé à la salle des fêtes de Montbrison écouter Edgard Pisani, alors ministre de l'Agriculture du général de Gaulle qui faisait campagne pour le Général, candidat à un second mandat. Soirée à thème sur l'agriculture : une salle pleine où les trois quarts des assistants étaient des agriculteurs. Pisani a expliqué quels étaient les enjeux de la politique de modernisation de l'agriculture et de la politique agricole commune qui venait de démarrer en 1962 et dont il avait été l'un des artisans, lors des « marathons agricoles » de Bruxelles. À un moment de son exposé, il a dit : « La bonne proportion, ce serait qu'il y ait un million d'exploitations agricoles. » Il y en avait encore à l'époque presque deux millions. La salle a grondé, une véritable bronca, la colère d'une profession en pleine mutation qui se sentait menacée de disparition progressive et menacée dans sa nature même.

Paysan, une activité singulière

– Être paysan – un état qui traverse les siècles et même les millénaires – ce n'est pas une profession comme les autres. Réfléchissons au sens du mot : être paysan, c'est être « du pays », occuper un espace, le cultiver, modeler le paysage. Le lien avec la nature est fort. On dépend de la terre que l'on cultive, on dépend du climat et de ses aléas, on regarde le ciel et « le temps qu'il va faire ». On a un rapport particulier avec les animaux.

– Être paysan, c'est aussi d'abord se nourrir (auto-suffisance alimentaire) et nourrir les autres : produire des grains, élever des animaux.

– Mais le paysan est sur sa terre – dont il a mis longtemps à conquérir la propriété – fier d'être son maître : il travaille dans le cadre de la cellule familiale. Il aime son travail qui est plus qu'un travail : un mode de vie, une civilisation. Il transmet son outil de travail, s'inscrit dans une lignée.

Une véritable révolution ou la fin des paysans

Lorsque Pisani est venu à Montbrison, j'ai compris en direct qu'une véritable révolution était en train de se produire dans la société française et qu'elle était mise en œuvre par le gouvernement français et l'Europe (alors l'Europe à six) : la modernisation à marches forcées de l'agriculture. Le sociologue Henri Mendras publia en 1967 un ouvrage au titre provocateur qui fit scandale, *La fin des paysans*. La fin de l'ancienne paysannerie.

Quelques chiffres : en 1945, il y avait presque 3 millions d'exploitations agricoles. En 1965, quand Pisani est venu à Montbrison, il y en avait presque 1,8 million, aujourd'hui il n'y en a plus environ que 500 000 (515 000 officiellement en 2010. 849 000 personnes travaillent dans l'agriculture). Cette évolution s'était évidemment accompagnée d'un exode rural qui avait, de fait, commencé vers 1890 et qui s'est accéléré : à partir du milieu du XIX^e siècle l'industrialisation et l'urbanisation provoquent un appel de main-d'œuvre. L'exode rural commence, en fait, surtout vers 1880-1890. La France a alors encore 9 millions d'agriculteurs. La baisse de la population rurale est lente jusqu'en 1914 mais la guerre de 1914 porte un coup très dur au monde rural. L'exode rural s'accélère après 1918, on ne compte plus en 1931 que 6,5 millions d'actifs agricoles. En 1931, le nombre des citadins dépasse celui des ruraux en France. Cependant cette inversion est tardive par rapport aux autres pays européens, Royaume-Uni et Allemagne en particulier. La France est demeurée plus longtemps que les autres pays européens, un pays de petites exploitations familiales utilisant encore largement des méthodes traditionnelles. La grande transformation des campagnes françaises n'aura véritablement lieu qu'après 1945.

Les facteurs de transformation après 1945

Cette transformation s'est faite sous l'effet de plusieurs facteurs :

– Il fallait nourrir les Français, des Français de plus en plus nombreux (le baby-boom), des Français

qui migraient vers les villes. La sécurité alimentaire n'était pas encore assurée. Dans les mairies rurales, on pouvait lire sur certaines affiches : « La France a faim. Semez... ! »

– Un facteur humain : les hommes de la Résistance arrivent au pouvoir : jeunes, décidés – Pisani est le jeune résistant qui a pris en 1944 la préfecture de police de Paris – partisans de l'intervention de l'État. De son côté, une nouvelle génération de jeunes dirigeants agricoles arrive aux commandes : les jeunes du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) (Michel Debatisse) et de la JAC (Jeunesse agricole chrétienne). Tout semble possible. Ces dirigeants vont organiser une sorte de cogestion de l'agriculture entre le ministère et les organisations syndicales (François Guillaume, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) devenu ministre de l'Agriculture). Une modernisation appuyée sur l'Institut national de recherche agronomique (INRA), fondé en 1946.

– À partir de 1958, de Gaulle, revenu au pouvoir, donne comme mission à l'agriculture de « nourrir le pays » et de « faire de la France une grande puissance agricole en Europe ».

– L'Europe : la signature du traité de Rome (1957) et la création de la CEE (1958) marquent un moment important du changement. La France a imposé la construction d'un marché commun agricole qui n'était pas prévu par le traité de Rome.

La Politique agricole commune (les PAC successives) s'impose comme la règle en 1962 dans les six pays de la CEE. La PAC s'est adaptée aux évolutions successives et s'est déclinée en plusieurs priorités : d'abord le soutien des prix agricoles, la formation des jeunes agriculteurs et l'amélioration de structures. Puis, devant des phénomènes de surproduction (la rançon du succès), on dut faire une politique de résorption des excédents : les quotas laitiers (1984) ; le contrôle des dépenses agricoles (1988). La mise en place d'une nouvelle PAC en 1999 : contrôle accru des dépenses (qui sont plafonnées), l'insistance sur le développement rural et la défense de l'environnement et dans la dernière PAC qui vient d'entrer en vigueur, le retour à une certaine initiative nationale. L'aspect le plus troublant, les primes aux agriculteurs : un moyen de compensation des prix à l'exportation plus bas que le prix européen ou national, un moyen aussi de maintenir le prix des produits alimentaires pour le consommateur.

La France a tiré parti de cette politique : elle est devenue la 1^{re} agriculture de la CEE. Elle a le 1^{er} rang européen pour la production de blé, de maïs, de betteraves sucrières, pour l'élevage bovin. En 2010, en France, on produit de tout : céréales, fruits, maraîchages, vins, élevage. Extraordinaire variété de l'agriculture française, de ses régions, de ses hommes.

Les transformations

– La mécanisation a fait d'énormes progrès : le nombre des tracteurs est multiplié par 10 entre 1950 et 1973. L'arrivée des tracteurs du plan Marshall puis, sans cesse, de nouvelles générations de machines agricoles de plus en plus perfectionnées... et de plus en plus chères. Le remembrement, inégal selon les régions, en a été la conséquence.

– L'augmentation de la consommation d'engrais (x 8 entre 1945 et 1990) mais aussi des herbicides et pesticides.

– La sélection des semences et des races animales : les recherches génétiques menées par l'INRA, les OGM.

– La simplification et la spécialisation des systèmes de culture et l'abandon des productions liées à l'autoconsommation familiale. Les changements dans le paysage : le remembrement et les nouveaux bâtiments agricoles.

– Des gains en matière de productivité : en 1945, un agriculteur nourrissait 5 personnes ; aujourd'hui, il en nourrit 70.

– Des agriculteurs mieux formés : développement des lycées agricoles. En 2010, 34 % des moins de 40 ans sont issus de l'enseignement supérieur (BTS en majorité), contre 18 % en 2000.

– L'exode rural et l'augmentation de la taille des exploitations : en 1946, les paysans représentent un

tiers des actifs, aujourd'hui, 3,3 %. Ces changements se sont accompagnés de changements sociaux extraordinaires : l'exode massif des jeunes vers l'industrie qui était alors capable d'absorber ces excédents de main-d'œuvre et vers l'université (les filles) ; les départs à la retraite des paysans âgés, accélérés par l'institution de l'IVD (indemnité viagère de départ).

– Le découplage entre exploitation agricole et famille : l'épouse de l'agriculteur a souvent (un cas sur deux) un salaire extérieur, souvent bienvenu. Autrefois, c'était une curiosité, presque un scandale, aujourd'hui, c'est une nécessité, car la femme du chef d'exploitation n'a pas forcément sa place (puisqu'il faut lui verser un salaire si l'on est en GAEC). Le chef d'exploitation est souvent seul, aidé ponctuellement ou non par un aide familial, un co-exploitant ou un salarié.

– La mutualisation des moyens : les agriculteurs, traditionnellement réputés individualistes, se sont regroupés : les groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) (1962, souvent familiaux) les EARL (exploitations agricoles à responsabilité limitée) : cela veut bien dire que nos anciennes fermes sont devenues des entreprises, encadrées et protégées par de nouveaux statuts juridiques. Les mutuelles et les coopératives se sont développées : les coopératives d'utilisation du matériel agricole (CUMA), les coopératives de vente.

– Une agriculture intégrée : intégrée dans l'Europe (l'Europe à 6 puis aujourd'hui, ce qui a été compliqué, à 28) et dans le commerce mondial (ce qui a posé le problème des prix mondiaux de vente des produits agricoles). Une agriculture intégrée dans une chaîne de production : en amont, producteurs de machines agricoles, d'aliments pour le bétail, d'engrais chimiques. En aval, coopératives d'achats et industrie agroalimentaire. Et le foncier soumis au contrôle de l'État. Fin de l'indépendance traditionnelle du paysan sur sa terre.

– Une autre grande nouveauté : une agriculture qui doit investir pour se moderniser et qui a dû s'endetter (le Crédit agricole, réorganisé en 1946 et qui reçoit de l'État le monopole d'importants prêts bonifiés destinés aux agriculteurs pour qu'ils mécanisent leurs exploitations).

– La modernisation s'est accompagnée de l'augmentation de la taille des exploitations. La taille moyenne des exploitations est passée de 28 ha en 1990 à 42 ha en 2000 et à 55 ha en 2010.

Mais alors pourquoi le « malaise agricole » ?

– C'est d'abord la stagnation, voire la baisse des revenus : si l'on donne l'indice 100 au revenu moyen en France en 1970, il est passé à l'indice 194 en 2010 et, pour les agriculteurs, il n'est qu'à l'indice 143 pour un actif agricole non salarié. Et encore celui-ci est-il soutenu par le système des primes. Cette faiblesse relative des revenus est d'autant plus mal ressentie que les agriculteurs possèdent en terres, en machines et en animaux un capital important. Mais ils sont devenus fragiles à cause des aléas du marché, de leur endettement et parce qu'ils ont le sentiment d'avoir déjà fait beaucoup d'efforts : ces efforts leur semblent indéfiniment à prolonger. Quel est donc le seuil de rentabilité ?

– La continuation de la baisse du nombre des agriculteurs qui sont devenus très minoritaires dans la population active mais aussi dans un monde rural qui a lui-même changé et qui gagne de nouveaux habitants (les néo-ruraux) : jusqu'où cette baisse ira-t-elle ?

– La mise en cause du modèle « productiviste » : insistance sur les effets jugés néfastes de ce modèle : intensification trop forte, endettement, dépendance par rapport aux industriels agroalimentaires, dégradation de l'environnement.

– En outre, dans les années 1990-2000, il y a eu une crise de confiance de la société vis-à-vis de son agriculture : les crises de la vache folle (1996 et 2000), la mise au jour des effets des engrais chimiques sur les nappes phréatiques. Le souci de l'environnement et de la qualité est de plus en plus mis en avant.

– La question du foncier : l'augmentation de la taille des exploitations fait de la reprise de ces structures un exercice risqué sur le plan financier. Beaucoup d'agriculteurs n'ont pas de successeurs. Pourtant, de plus en plus de jeunes HCF (hors cadre familial) sont intéressés par l'activité agricole (un tiers de ceux qui s'installent sont HCF).

– Le sentiment se développe que la recherche effrénée de la compétitivité nous mènera à la

disparition de filières entières de production : nous ne serons jamais compétitifs vis-à-vis de pays qui n'ont ni les mêmes règles sociales ni le même souci de prise en considération de l'environnement.

– L'un des indices de ce mal-être est aussi la division du monde syndical des agriculteurs qui a pourtant longtemps voulu affirmer son unité. À côté de la FNSEA, née en 1945, se sont développées la **Confédération paysanne** (1987) issue de l'**Association nationale des paysans-travailleurs** (1974) et la Coordination rurale, hostile à la poursuite de la libéralisation de l'agriculture européenne et favorable à une politique « des prix » plutôt que « des primes ». Aux dernières élections des chambres d'Agriculture la FNSEA (et apparentés) ont obtenu 55 % des voix ; la Confédération paysanne, 18, 5 % ; la Coordination rurale, 20,5 %. Ainsi, le mythe de l'unité paysanne a-t-il peu à peu laissé place à un pluralisme réel et reconnu.

D'autres voies ont donc été explorées : la **diversification** des activités (le tourisme vert), la mise en place de circuits courts en direction des AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne), la transformation directe des produits, le développement de l'agriculture biologique. La profession tente de modifier ses pratiques en lançant le **concept d'agriculture raisonnée** (opposée au côté déraisonnable de la poursuite des rendements sans fin). Mais les bonnes volontés ont du mal à se concrétiser sur le terrain (les pratiques changeant peu au regard de l'opinion publique). L'exemple médiatisé de la « ferme des mille vaches » crée la stupeur. Et maintenant la « ferme des mille veaux » !

Des revendications nouvelles apparaissent :

– Des systèmes de production relocalisés, une meilleure gestion du foncier agricole et une législation qui interdisent la spéculation et les agrandissements sans limites, la prise en compte des questions environnementales et énergétiques, la volonté de freiner l'appropriation du vivant par des multinationales toujours plus fortes, de gérer efficacement les ressources de la nature, par exemple en eau. Le maintien d'une agriculture paysanne qui commercialise de « bons produits ».

Changements et permanences

Les réalités de l'agriculture ont changé. Les mots aussi : au paysan a succédé le cultivateur, l'agriculteur, l'exploitant agricole. Lors de notre réunion préparatoire, j'ai demandé aux quatre agriculteurs présents, comment ils se définissaient : agriculteurs ; l'un a dit « tantôt paysan, tantôt agriculteur ».

La France donne parfois de ses agriculteurs une image dépréciée : des mécontents, toujours prêts à déverser le fumier devant les préfectures ou à démonter les *Mac Do*, des assistés qui raflent les primes. Pourtant quels efforts ils ont fait pour s'adapter ! Et ces paysans, devenus chefs d'exploitation, qu'est-ce qu'ils aiment leur métier ! Chantal Brosse m'a raconté comment elle était heureuse de monter à 12 ans sur le tracteur familial. Nicolas Clair a dit quel plaisir il avait, après 10 ans chez Michelin, de travailler au grand air. Madeleine Chaut a dit que ses deux garçons étaient déjà passionnés par la ferme : le sens de la transmission. Devenus chefs d'exploitation, ils restent bien, quelque part, des paysans.

Réflexions sur le droit de vote et la citoyenneté

Citoyenneté, légalité, légitimité et démocratie

Voter, c'est participer à la construction et à la gestion des affaires de la Cité, en désignant à tous les niveaux (État, région, département, commune) des représentants. Ces représentants sont élus pour une durée limitée. Ce suffrage peut être direct ou indirect (le Sénat). C'est la démocratie représentative. Chaque représentant au Parlement (députés, sénateurs) est celui de la nation tout entière. Ces députés votent en notre nom, sans qu'il puisse y avoir de « mandat impératif » (le mandat impératif désigne un mode de représentation dans lequel les élus ont l'obligation de respecter les directives de leurs électeurs sur la base desquelles ils ont été désignés, sous peine de révocation) : il y eut de grandes discussions sur ce sujet au XIX^e siècle, en particulier pendant la Commune.

La Révolution est, en France, la fondatrice de la citoyenneté :

La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen

Art. 1 : Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits

Art. 3 : Le principe de toute souveraineté réside essentiellement [par essence] dans la nation.

La citoyenneté et la démocratie procèdent d'une double démarche anthropologique :

- l'homme est un individu conscient et responsable ;
- le citoyen fait partie d'une nation qui est collectivement souveraine (comme le roi était le souverain).

Les rapports des citoyens et de l'État sont régis par une constitution qui établit la séparation des pouvoirs, condition de la démocratie.

La constitution et les lois sont votées par représentation par une ou plusieurs assemblées souveraines et librement élues ou par le référendum. Le référendum, c'est le peuple qui fait directement la loi en passant par-dessus la tête des élus. Vieille méfiance des républicains vis-à-vis du référendum assimilé au plébiscite qui a mauvaise réputation depuis Napoléon I^{er} et Napoléon III qui en ont usé comme d'un vote de confiance à leur personne (et de Gaulle lui-même...). Caricature de Daumier en 1851. Un paysan s'adresse au maire de la commune :

- *Monsieur le maire, qu'est-ce qu'un plébiscite ?*
- *C'est un mot latin qui veut dire Oui*

Trois remarques :

– Entre loi votée par le parlement et référendum, il peut y avoir « concurrence de légalité » (référendum sur l'Europe et ratification du traité de Lisbonne). Mais, ce qu'un vote a fait, un autre vote peut le défaire...

– Le référendum ouvre souvent la voie au populisme : un référendum sur la peine de mort aurait-il abouti à son abolition ?

– Dans un référendum, les citoyens ne répondent pas forcément à la question posée...

Au-delà des lois, il existe la légitimité des pouvoirs et de ses décisions, supérieure à la légalité : elle se fonde sur des principes (la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen) et sur des règles morales. Une loi peut être illégitime – exemple de 1940 : le peuple est dessaisi de sa souveraineté transférée à un « homme providentiel ». Un ordre peut être illégitime : la torture pendant la guerre d'Algérie.

Le droit et même le devoir de désobéissance et d'insurrection : la Déclaration des droits de l'homme de 1793 affirme le « droit de résistance à l'oppression ». Ainsi des républicains se sont-ils soulevés face au coup d'État du 2 décembre 1851 et les Résistants ont-ils refusé de considérer Vichy comme un pouvoir légitime. Ce sont évidemment des situations exceptionnelles.

Voter, c'est exercer la souveraineté du peuple

Quel est le premier grand vote de notre histoire contemporaine ? l'élection des états généraux en 1789 ; cependant, les députés aux états généraux représentent non pas la nation mais la noblesse, le clergé et le tiers état dans une société d'ordres et de privilèges. En juin 1789, ils se proclament Assemblée nationale constituante : événement fondateur, entrée collective dans la souveraineté. La Fête de la Fédération (14 juillet 1790) marque la naissance de la Nation.

La conquête du droit de vote

Le suffrage ne fut pas immédiatement universel : en 1789, établissement d'un suffrage censitaire (citoyens actifs et passifs) à deux degrés. Seuls les hommes ont le droit de vote.

Les femmes ne sont pas électrices. En fait elles ne sont pas considérées comme des individus à part entière. La femme est considérée comme un individu inachevé. L'Église assignait à la femme le rôle d'épouse obéissante et de mère de famille chargée de veiller à la transmission de la foi. Les révolutionnaires, comme la plupart des hommes de l'époque, estiment le plus souvent que la femme est inférieure par sa fragilité, sa tendance à l'émotivité, son infériorité physiologique. Rousseau écrit : « La femme est faite pour plaire et pour être subjuguée. »

N.B. : Il y eut cependant une minorité « féministe » mixte : Olympe de Gouges, Sieyès et surtout Condorcet qui en 1789 écrit : « Ce n'est pas la nature, c'est l'éducation, c'est l'existence sociale qui cause cette différence. »

Pendant la Restauration (1815-1830) et la monarchie de Juillet (1830-1848), règne le suffrage censitaire : les électeurs sont ceux qui payent le cens (un niveau d'imposition qui leur donne le droit de vote) ; ils ne sont que 240 000 en 1848. La France fait cependant l'apprentissage du régime parlementaire. Des partis politiques s'organisent de fait (mais sans cadre légal) autour des groupes parlementaires et surtout autour des journaux.

L'élargissement de la citoyenneté

La révolution de 1848 est un moment majeur : établissement du suffrage universel (masculin) : on passe de 240 000 à 9 millions d'électeurs. Abolition de l'esclavage dans les colonies : l'ancien esclave Bissette est élu député de la Guadeloupe.

Mais la République, où les notables conservateurs ont gagné les élections, écrase les ouvriers révoltés en juin 1848 : la loi électorale de 1850 ampute le suffrage universel. Le président de la République, Louis Napoléon Bonaparte, élu au suffrage universel, étrangle la République par le coup d'État du 2 décembre 1851 et le fait approuver par un plébiscite. Il rétablit l'Empire (1852), rétablissement approuvé par un second plébiscite.

Les républicains ont appris en 1848-1851 qu'il n'y a pas de démocratie sans instruction : les électeurs, dont beaucoup ne savent ni lire ni écrire, ont approuvé « l'homme providentiel ». L'intuition fondamentale de Jules Ferry fut de comprendre qu'il n'y a pas de démocratie sans instruction du peuple. On redécouvre régulièrement cette condition de la démocratie : prise de conscience aujourd'hui de la relation qu'il y a entre l'échec de l'Éducation nationale dans les banlieues et l'incompréhension des notions de laïcité et de liberté d'expression. Les républicains de 1848 comprennent aussi qu'il n'y a pas de démocratie sans progrès social : si les *Misérables* – pour reprendre le titre du roman de Victor Hugo – n'ont pas de droits et si la République les écrase, pourquoi voteraient-ils ?

La citoyenneté et la démocratie se conquièrent progressivement

Sous la III^e République, des lois améliorent l'exercice démocratique du pouvoir. La loi de 1913 garantit le secret du vote. Chaque citoyen place son bulletin dans une enveloppe et la met lui-même dans l'urne (aujourd'hui transparente), après être passé dans un isoloir. Le dépouillement des votes est public.

Les grandes lois libérales de la III^e République :

– 1880-1881 : liberté de réunion (et de manifestation pacifique), liberté de la presse, libertés municipales (le conseil municipal élit lui-même son maire, auparavant nommé par le préfet).

– 1884 : la loi Waldeck-Rousseau autorise les syndicats.

– 1881-1882 : l'école primaire laïque, gratuite et obligatoire. La connaissance fait partie de la citoyenneté. La loi Camille-Sée crée des lycées de filles pour « donner aux républicains des compagnes républicaines ».

– 1901 : liberté d'association (encore Waldeck-Rousseau). La loi, très libérale, donne aussi un cadre légal aux partis politiques.

– 1905 : la Séparation de l'Église et de l'État affirme le principe de la laïcité, désormais constitutif de la démocratie : les lois de la République sont supérieures aux lois religieuses.

D'autres « moments » dans l'histoire de la citoyenneté

Ces « moments » correspondent à des événements qui font avancer l'Histoire :

– L'esprit de la Résistance en 1944 et l'application du programme du CNR.

– Le droit de vote pour les femmes (1944-1945) a été acquis après une très longue lutte (de 1848 à 1944). Le rôle des femmes dans la Résistance a été finalement décisif.

– Le droit de vote à 18 ans (1974).

– Les luttes féministes aboutissent aux lois sur la parité. « La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives » (révision de la Constitution, 2008).

– Le non-cumul (encore partiel) des mandats : non cumul d'un mandat de député avec des fonctions exécutives locales. N.B. : Jaurès n'a jamais exercé que le seul mandat de député.

– Lois sur la transparence : déclarations des revenus des hommes politiques nationaux.

Des retours en arrière

Il y a parfois des retours en arrière.

– Le Second Empire et la manipulation du suffrage universel : le plébiscite transforme un vote sur un texte en vote de confiance pour un homme.

– Le régime de Vichy et l'abolition de la République et de la citoyenneté.

La crise démocratique actuelle

Il faut aussi s'interroger sur les symptômes et des causes de la crise démocratique actuelle.

– La montée de l'abstention.

– La crise des partis politiques qui ont relativement peu d'adhérents (de 0,5 à 1 % de la population) : d'où la méthode des « primaires » (importée des EU) qui connaît un succès certain.

– Le sentiment d'une corruption généralisée (cf. années 1930, année 1885 et le boulangisme) « surfant » sur une tradition antiparlementaire très vive en France et qui alimente le populisme du Front national.

– Un sentiment d'inutilité du vote : les promesses non tenues ; le traité de Lisbonne refusé par référendum mais, à peine modifié, ratifié par le conseil européen et par les parlements nationaux.

– Le sentiment de « dépossession » citoyenne qu'éprouvent les citoyens par rapport à l'exercice de la citoyenneté tel qu'il se pratique à Bruxelles dans les institutions européennes. Certes nous élisons des députés européens et nous participons au conseil européen. Mais le fonctionnement des institutions européennes apparaît lointain et compliqué. Sentiment aussi que la France est passée sous le « protectorat »

des grandes institutions financières (FMI).

– Le sentiment que les grandes décisions économiques sont prises à l'échelle mondiale dans le cadre d'un capitalisme financier (les fonds de pension) et non plus entrepreneurial.

Cette crise démocratique a lieu aussi ailleurs en Europe, d'où le retour de l'extrême droite et de ses idées. Le précédent de la crise des années 1930 est éclairant (et inquiétant...).

Le tissu vivant de la démocratie : la diffusion de la citoyenneté

La citoyenneté ne s'exerce pas seulement par l'exercice du droit de vote et par le fonctionnement de la démocratie représentative. Les associations contribuent à l'exercice de la démocratie, diffusent les pratiques démocratiques. Citons :

– Les partis politiques. Ils « concourent à l'expression du suffrage » (Constitution de la V^e République, 1958) : leur rôle est officiellement reconnu, ils sont aidés financièrement par l'État. Les mouvements populistes ont toujours dénoncé le « régime des partis » (« l'UMPS ») quitte à former eux-mêmes de nouveaux partis. Le régime de Vichy les a, de fait, interdits. Les mouvements de Résistance se sont posé le problème de leur résurrection puis ont admis leur retour, à l'initiative de Jean Moulin.

– Les syndicats (1882) jouent un rôle important au niveau national (négociations sociales), dans les comités d'entreprises et les conseils de prud'hommes.

Les associations (1901) sont le tissu vivant de la démocratie :

– dans l'action pour les droits du travail ou du consommateur ;

– dans la lutte pour les droits des femmes, (sujet qui méritera une soirée à part) ;

– dans la lutte contre la pauvreté : la CMU (couverture médicale universelle) a été portée par *ATD-Quart monde* (Geneviève de Gaulle devant l'Assemblée nationale en 1997), le droit au logement opposable a été porté aussi par les associations (*d'Emmaüs à Droit au logement*) ;

– dans l'organisation de la protection sociale (les mutuelles) et de la vie économique (les coopératives) ;

– dans la volonté de s'instruire et de réfléchir. Rôle des associations d'éducation populaire : n'est-ce pas, d'ailleurs, ce que nous faisons ici au Centre social ?

On parle aujourd'hui de « démocratie participative » : elle est difficile à mettre en place : CNDP (la Commission nationale du débat public qui organise des débats préalables à un grand projet), CLD (conseils locaux de développement : pays de Forez), commissions de quartiers, associations de défense, etc.

La démocratie et la citoyenneté sont, finalement, un état d'esprit et une culture.

On « vote aussi avec ses pieds » (exercice du droit de manifestation et du droit de grève) : cela peut d'ailleurs jouer dans les deux sens (droite et gauche) :

– juin 1936 : les grandes grèves provoquent la signature rapide des « accords Matignon » ;

– 25 août 1944 : le défilé des Parisiens sur les Champs-Élysées est le « sacre de la Résistance » : les Américains renoncent à l'installation d'une « autorité provisoire » dirigée par eux en attendant l'élection d'une assemblée ;

– avril 1961 : la grève générale contre les putschistes d'Alger et l'attitude des soldats du contingent qui refusent de leur obéir provoque l'échec des généraux rebelles ;

– 1983 : la grande manifestation pour la défense de l'enseignement privé oblige Mitterrand à abandonner le « projet Savary » ;

– 2013 : la « manif pour tous », exemple inverse, son succès n'a pas empêché le vote de la loi sur « le mariage pour tous ».

Remarque : la « pression » des associations et des manifestations sur les assemblées élues peut avoir ses dérives et s'apparenter à un « lobbying » peu démocratique.

Finalement, qu'est-ce que la démocratie, qu'est-ce que la République ? qu'est-ce qu'une nation ? Le 11 janvier 2015 (attentat contre les rédacteurs du journal *Charlie Hebdo*), nous avons eu, presque charnellement, des éléments de réponse : le peuple rassemblé et manifestant librement, sans incidents, et une assemblée à l'unisson du sentiment populaire.

Les 20 séances de *Parole donnée*

Année 2015 – 2016

(5^e année)

Programme

1/ Le 1^{er} décembre 2015 : l'habitat partagé.

Modérateur : Pascal Georges

Témoignages de :

François Barbe, membre d'un groupe de réflexion sur un habitat partagé dans la région de Boën.

Mickaël André-Vernin, membre d'un groupe de réflexion sur un habitat partagé dans la région de Boën

Dadou, président de l'Esperluette à Gumières

Claire Meyer, habitante d'un habitat partagé à Saint-Étienne

Agnès Personnaz, habitante d'un habitat partagé à Saint-Étienne

Jo Pelletier, habitant d'une communauté à Marcoux

2/ Février 2016 : les réfugiés.

Modérateur : Pascal Georges

Témoignages de :

Gérard Basson, membre d'Amnesty International

Jean-Claude Portant, membre du collectif des demandeurs d'asile de Boën

Claudine Damon, membre de l'association Abri'toit de Montbison

Bona Lukalamo, jeune Congolais qui a obtenu le statut de réfugié politique

3/ Le 29 mars 2016 : La prison pour quoi faire ?

Modérateur : Pascal Georges

Témoignages de :

Jean-Marie Fayol Noireterre, ancien magistrat

Ginette Pouly, psychologue au CHU de Saint-Étienne, membre de l'Unité sanitaire de niveau 1 de la prison de La Talaudière

Yves Perrier, ancien directeur du Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP)

Gérard Grivet, bénévole au Club informatique pénitentiaire

Habitat partagé

La notion d'habitat partagé est récente. Elle est issue d'expériences nombreuses mais souvent isolées : communautés de vie, expériences d'habitat en commun, souvent liées à une démarche d'autogestion. Les différents acteurs de ces mouvements ont utilisé un certain nombre de vocables : « habitat groupé », « habitat participatif », « habitat collectif », « cohabitat », « habitat autogéré », sans que l'un de ces mots soit devenu une dénomination de référence. Nous avons choisi le terme d'habitat partagé. Celui-ci implique le volontariat pour partager une partie de son habitat, la mise en commun d'un certain nombre de services, le désir de former une communauté d'habitants luttant contre l'individualisme ambiant, le gaspillage des ressources et des investissements.

Prologue : une société de l'individu

Il était très difficile, voire impossible de faire, dans le temps long, une histoire de l'habitat partagé, sauf à ne retenir que des expériences très contemporaines. Il m'a donc paru plus intéressant d'élargir le propos, de rappeler d'abord, que l'époque contemporaine, pour faire simple, a été marquée, dans les sociétés occidentales, par une volonté, progressivement affirmée, des hommes et des femmes d'exister en tant qu'individus et non plus en tant que membres d'un groupe et donc de disposer d'un habitat indépendant.

La cellule de base des sociétés occidentales est la famille dont l'existence est évidemment liée à l'habitat : les ethnologues et les sociologues, depuis Le Play (milieu du XIX^e siècle) distinguent généralement :

- La famille étendue ou élargie qui regroupe dans un même lieu plusieurs générations, avec plusieurs couples collatéraux et des membres restés célibataires. Cette famille est dirigée par un chef de famille, sorte de patriarche qui a autorité sur le groupe.

- La famille souche regroupe plusieurs générations mais avec un seul couple par génération, ce qui veut dire que les cadets, dans chaque génération, se marient ailleurs.

- La famille nucléaire réunit deux parents et leurs enfants non mariés. Les enfants quittent la famille quand ils se marient.

Le modèle de la famille nucléaire s'est progressivement imposé. Dans la société urbaine et industrielle, le développement du salariat a fait éclater les lieux de travail et les rapports de production. Devenir salarié, c'est quitter le monde rural, avoir un domicile différent et gagner en indépendance par rapport aux autres membres de la collectivité. L'individualisme se développe. Il conduit les individus à choisir librement leurs conjoints. L'exode rural met fin à des lignées de familles souches. La déchristianisation des citadins a progressivement atteint l'institution du mariage : il était un sacrement, on ne va plus à la messe ; il était accompagné d'un contrat de mariage qui réglait la dévolution des biens fonciers, celui-ci n'est plus nécessaire ; il était un acte d'état civil qui valait reconnaissance des enfants : d'autres modes de légitimation ou de contrat civil ont émergé. On peut former un couple et avoir des logements séparés. On peut divorcer.

Cette naissance et cette affirmation de l'individu ont influencé l'habitat : dans la famille élargie ou la famille souche plusieurs générations vivaient ensemble – avec les frictions que cela pouvait entraîner. Dans la famille nucléaire, le couple habite séparément. Quand l'un des membres du couple disparaît, le survivant reste seul ou, lorsque ses forces l'abandonnent, part en maison de retraite, ce qui surprend beaucoup, par exemple, les Africains vivant en Europe parce qu'ils viennent de quitter une société dans laquelle la famille élargie est la norme. La revendication d'un habitat séparé a même parfois précédé la séparation économique des générations : ainsi dans les années 1950, les jeunes agriculteurs de la JAC ont-ils réclamé pour un jeune couple venant de se marier un logement séparé de celui des parents agriculteurs – souvent abasourdis par une telle revendication. Et l'historienne Michelle Perrot a montré dans *Histoires de chambres* comment la revendication d'une « chambre à soi » ou d'un « coin à soi » a été une étape importante dans l'individuation de l'être humain. Individuation : processus par lequel un individu se distingue des autres membres du groupe dont il fait partie. Ce qui ne veut pas dire que la famille ne reste pas un refuge et une valeur : autrement.

Les recensements d'hier et d'aujourd'hui illustrent, en France, cette évolution : en 1789, la taille moyenne d'une famille rurale (un « feu » était de 5 à 6 personnes. La taille moyenne d'un ménage se situait au XIX^e entre 3 et 5 personnes. Au XX^e siècle, elle s'est effondrée. En 1968, elle était de 3,2, en 2010 de 2,3. À Paris, la moitié des ménages sont formés d'une seule personne : personne âgée seule, personne séparée, jeune célibataire. D'où le discours sur le lien social (parce qu'il a besoin d'être retrouvé), d'où la volonté de partager des utopies « minuscules » (prenant la place des grandes idéologies tombées en panne) : l'habitat partagé n'en est-il pas une ?

Le moment est venu, dans notre propos, de revenir chronologiquement en arrière : la société française a, au cours de son histoire, connu de multiples formes de vie communautaire, en somme d'habitat partagé. Les couvents étaient – et restent – l'une de ces formes. Certaines étaient involontaires et contraignantes : casernes, internats, prisons, usines-pensionnats du XIX^e siècle. Nous avons choisi de donner un coup de projecteur (de faire un focus) sur les communautés paysannes du Moyen Âge, les communautés du socialisme utopique au XIX^e siècle, les communautés de l'après mai 1968.

Focus

1/ Les communautés paysannes de l'Ancien Régime

Au Moyen Âge et même parfois jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, ont existé des communautés agricoles groupant plusieurs familles vivant selon l'expression consacrée « à pot et à feu » : communautés de *parsonniers*, bien étudiées par l'historienne Henriette Dussourd. Elles ont existé un peu partout en France à l'époque féodale mais surtout dans le Massif central et aussi en Berry et Nivernais. Les dernières ont existé dans la région de Thiers jusqu'au début du XX^e siècle. La dernière a été juridiquement dissoute en 1912. On ne connaît pas bien leur origine : les historiens pensent qu'elles sont nées de la volonté d'échapper au régime féodal et au système des tenures (que le seigneur peut récupérer si un tenancier meurt sans enfant). Il y a eu aussi le besoin, au XIV^e siècle, de se grouper pour remettre en culture les immenses territoires dépeuplés du centre de la France parce qu'ils avaient été dévastés par la guerre de Cent Ans et par la peste : le Forez avait perdu un tiers ou la moitié de ses habitants. L'histoire de ces communautés est difficile à faire car elles étaient fondées sur des accords tacites, dits *taisibles*.

Organisation : la communauté englobe plusieurs couples apparentés, avec leurs ascendants et descendants. Chaque membre de la communauté a une part (*parsonnier*) du patrimoine commun. Cette communauté est une cellule socio-économique formée autour d'un chef qui organise l'exploitation collective d'un bien commun, en indivision au fil des générations. Par la succession des générations, elles comptaient les parents, oncles et tantes, les enfants, cousins, neveux, etc. Les communautés se caractérisaient par la réunion sous un même toit de tous leurs membres, unis par des liens familiaux ou par l'intérêt de la communauté. On y vivait *au même pot et au même feu*. On exploitait en commun un patrimoine indivis transmis intégralement de génération en génération.

En général, le chef de la communauté (le maître) est élu ou désigné par tacite acceptation. On choisit le plus expérimenté. Ce sont ses qualités personnelles qui comptent le plus. En général, le maître choisi dirige la communauté jusqu'à sa mort. Le maître conduit l'exploitation et défend les intérêts de la communauté. Il peut demander l'avis de tous les *parsonniers*. Il exerce aussi une sorte d'autorité morale sur les membres du groupe. Lui seul figure sur les rôles de taille. Outre le maître, la communauté se donne une maîtresse de maison. Elle n'est jamais l'épouse du maître. Elle est choisie par les femmes, parmi les femmes. Elle commande les travaux « féminins », les repas, la cuisson du pain, la fabrication du beurre et des fromages, elle dirige l'éducation des enfants, le soin donné aux personnes âgées et aux malades. Les *parsonniers* sont les personnes membres de la communauté. Ils partagent entre eux, à égalité, les dépenses et les revenus de l'entreprise commune. Ils disposent de quelques biens personnels à l'intérieur de la communauté, vêtements, et quelques meubles personnels : il y a des chambres séparées pour les couples et une salle commune. Les biens immobiliers du domaine sont gérés en indivision. Le nombre des membres d'une *parsonnerie* est très variable, mais généralement compris entre 20 et 60. Quand il n'est pas né dans la communauté, le *parsonnier* y entre par mariage, en épousant un membre d'une communauté voisine. Le nouveau marié, ou la nouvelle mariée, quitte alors définitivement son ancienne communauté pour la nouvelle, en apportant une dot qui entre

définitivement dans les biens de la communauté d'accueil. Un *paronnier* peut demander à sortir de la communauté, mais il ne pourra plus jamais y revenir.

L'existence de ces communautés et, plus généralement, de pratiques communautaires, ont laissé des traces dans notre histoire : l'existence jusqu'au début du xx^e des communaux, la longue cohabitation des générations, le rôle des communautés de villages. Peut-être même dans les mentalités collectives : les GAEC n'en seraient-ils pas une résurgence ?

2/ Les communautés du socialisme utopique

Le « socialisme utopique » désigne l'ensemble des doctrines socialistes qui, dans la 1^{re} moitié du XIX^e siècle, ont précédé le marxisme. Le terme de socialisme utopique, d'abord employé dans une intention péjorative, a été ensuite consacré par l'usage : il concerne des penseurs comme Robert Owen en Grande-Bretagne, Saint-Simon, Charles Fourier, Pierre Leroux, Étienne Cabet en France. Il se caractérise par la volonté de mettre en place des communautés idéales par une méthode de transformation de la société qui ne repose pas sur une révolution politique, ni sur une action réformatrice impulsée par l'État, mais sur la création, par l'initiative de citoyens, d'une contre-société au sein même du système libéral. C'est la multiplication des communautés socialistes qui doit progressivement remplacer la société capitaliste. Des centaines, peut-être des milliers de communautés s'inscrivant dans la filiation du socialisme utopique peuvent être relevées à travers l'histoire du XIX^e siècle en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Les 115 plus importantes ont été recensées par Jean-Christian Petitfils, l'un de leurs historiens. Dès 1832, les Parisiens se pressent à Ménilmontant pour visiter la 1^{re} communauté saint-simonienne qui rassemble 40 personnes (portant un habit tricolore et une tunique boutonnée dans le dos). À l'image du familistère créé par Godin en 1854 à Guise, qui s'inspire directement du phalanstère de Charles Fourier, qui a compté jusqu'à 1 748 personnes en 1889, et a fonctionné durablement jusqu'en 1968, le socialisme utopique a donné lieu à la création de nombreux projets sociaux à échelle humaine.

Prenons un exemple : la Communauté de Boussac, dans la Creuse :

Pierre Leroux, l'un des théoriciens du socialisme utopique, républicain, ami et protégé de George Sand qui finança en partie son entreprise, installa à Boussac en 1844 une imprimerie et une communauté agricole. Le but de la communauté de Boussac était d'éditer une revue qui porterait la doctrine du maître : ce fut la *Revue sociale* dont le sous-titre était : *Solution pacifique du problème du prolétariat*. Elle fut imprimée à Boussac ainsi que, à partir de 1845, *L'Éclaireur de l'Indre*. La communauté exista de 1845 à 1850. Elle était organisée autour de Pierre Leroux, de ses frères et de leurs familles. Plusieurs disciples les rejoignirent, en particulier des typographes, tel Henri Bernard, le frère cadet de Martin Bernard ou Grégoire Champseix, le premier mari de la romancière féministe André Léo, mais aussi de jeunes intellectuels, étudiants, avocats. Les membres de la Communauté vivaient au sein d'une sorte de coopérative de production. La ferme contribuait à leur nourriture. La plupart des membres de la Communauté travaillaient à l'imprimerie mais certains d'entre eux rédigeaient aussi des articles. On avait voulu abolir la distinction entre travail manuel et intellectuel. La Communauté imprimait ou rééditait les publications et les ouvrages de Pierre Leroux ainsi que des travaux de commande qui lui permettaient de vivre. La Communauté créa aussi une école ouverte à tous les enfants de Boussac : Pauline Roland, une ancienne saint-simonienne, féministe militante, en fut l'institutrice. Elle y appliquait ses méthodes d'éducation : rechercher d'abord ce qui intéressait les élèves et discerner leur vocation, développer leurs qualités intellectuelles mais aussi humaines, morales et affectives. La communauté de Boussac a existé jusqu'en 1850. La crise économique de 1847, des difficultés financières puis la chute de la 2^e République ont provoqué sa disparition.

La plupart de ces communautés du socialisme utopiques ont échoué : conditions naturelles peu favorables, projets mal étudiés, divisions entre les membres, mais surtout comment faire vivre une « communauté » au sein d'un système capitaliste qui lui était étranger ? Les traces de ce mouvement existent : « l'économie sociale et solidaire », le mouvement coopératif, les mouvements du logement social.

3/ Les communautés de l'après-Mai 1968 : Anne, née en 1949

Mai 68, c'est le retour de l'utopie. Le mouvement a été mondial, il a commencé aux États-Unis puis a gagné l'Europe occidentale. Ce n'est pas ici le lieu de refaire l'histoire de mai 68 : le mouvement politique a échoué. Le mouvement syndical a obtenu des avancées sociales importantes (la 5^e semaine de congés payés, par exemple). Le mouvement sociétal a provoqué de nombreuses transformations.

De nombreuses communautés (400 à 500) se sont formées (« aller élever des chèvres en Ardèche ») dans l'enthousiasme que donne la volonté de « changer la vie ». Elles ont rapidement échoué parce qu'elles étaient plus l'addition de parcours individuels que le résultat d'un projet collectif organisé. Elles ont été peu étudiées, à part les travaux des sociologues Bertrand Lacroix et Julie Pagis. Plutôt que d'en étudier une, j'ai choisi de reprendre le parcours individuel d'Anne, étudié par Julie Pagis dans *Mai 68. Un pavé dans leur histoire*, ouvrage paru en 2014 – née en 1949, Anne est issue de la petite bourgeoisie, des parents intellectuels qui votent à gauche ; « Je venais d'une famille au double discours : on dit qu'on aime, sans rien ressentir, on dit qu'on est de gauche, on ne fait rien. On est laïque, mais on inscrit sa fille chez les sœurs... » Réfractaire à l'ordre scolaire, Anne connaît une scolarité chaotique, renvoyée de multiples établissements, elle s'inscrit en 1967 dans un cours de théâtre. Ses parents, installés en Bretagne, lui interdisent de gagner Paris – elle est mineure – et de participer au mouvement de mai 68 alors qu'elle est « collée à la radio ». Frustration. Quelques mois après les événements, Anne retrouve à Paris d'anciens camarades de lycée et tombe amoureuse d'un militant de la Gauche prolétarienne, rejoint cette organisation maoïste. Elle s'inscrit en chinois à l'université de Dauphine en 1970. Elle vend *La Cause du peuple* devant les usines Renault et sur le marché, milite activement à la Gauche prolétarienne, et donne des cours d'alphabétisation à des ouvriers immigrés. En 1971, Anne rencontre Fab, jeune artiste anarchiste, dans un théâtre de Sèvres, où il met en scène une pièce d'Antonin Artaud. Quelques mois plus tard, ils partent s'installer dans les Cévennes pour y monter une troupe de théâtre militant. L'Amicale, un ancien théâtre, est vite transformée en communauté. Parallèlement, Anne décide de s'établir : elle est embauchée comme ouvrière dans une usine de textile. Le contact est rude avec la condition ouvrière. Mais la communauté se défait progressivement même si son existence sert longtemps de cocon qui préserve du monde extérieur et, selon le mot de Julie Pagis, « prolonge l'inspiration utopique qui n'a pu se réaliser à l'échelle de la société toute entière ». En 1972, Anne, Fab et leur troupe de théâtre donnent plusieurs représentations d'une pièce qui connaît un vif succès auprès de la population locale. Forts de cette réussite, ils décident de s'attaquer à une pièce plus ambitieuse politiquement : « C'était après mes constats d'échec à l'usine : il fallait s'ouvrir à la paysannerie. On s'est dit : on va monter un spectacle pour les paysans, avec l'idée de les faire se révolter. Croyant aux vertus de l'exemple, on a monté un spectacle sur les révoltes paysannes successives. » Elle quitte l'usine où elle est établie. Peu de temps après, la troupe part faire un tour de France des communautés, et jouer sa pièce avec un succès très relatif... L'errance d'Anne va se poursuivre aux États-Unis jusqu'en 1974. L'échec des illusions.

Pas toutes les illusions : le combat victorieux du Larzac et l'émergence d'une conscience écologique, les lois libéralisant la contraception et l'avortement, une nouvelle réflexion sur les lieux d'enfermement (prisons, hôpitaux psychiatriques), des expériences pédagogiques ouvrant l'école vers l'extérieur, la liberté nouvelle des mœurs ont changé la société.

Les utopies « minuscules »

La fin des grandes idéologies (chute du mur de Berlin en 1989), le triomphe du libéralisme économique, le règne de l'individualisme n'ont pas clos l'histoire des utopies et n'ont pas éteint la volonté de changer le monde. On le voit aujourd'hui, dans de multiples tentatives locales, « minuscules », de construire des communautés et de faire vivre des associations qui, à leur niveau, tentent de changer la vie. Ainsi, dans le domaine du logement, depuis dix ou quinze ans, plusieurs dizaines de collectifs se sont créés autour de projets d'habitat groupé. Derrière ce terme se cachent des formules diverses qui vont du groupe d'amis prêts à partager quelques espaces communs, à des projets plus ambitieux autour de familles réunies dans une coopérative d'habitants, un projet alternatif d'habitat, voire une maison autogérée, telle celle des *Babayagas* de Montreuil dont nous avons reçu ici les responsables. L'habitat groupé n'est cependant pas vraiment une nouveauté. Dans les années 1970, ce concept collait à l'air du temps. De nombreux collectifs d'habitants

fonctionnaient alors sur le mode de l'autogestion. Si quelques-uns survécurent à la décennie suivante, la dynamique était bel et bien cassée. Au milieu des années 1980, le modèle de l'habitat individuel s'est imposé. Aujourd'hui, un regain d'intérêt se manifeste pour l'habitat groupé. Les raisons sont nombreuses : l'envolée des prix de l'immobilier, les préoccupations environnementales, la solitude et le désir de retrouver du lien social. La motivation principale reste l'envie de partager un habitat et des valeurs communes, tout en gardant une part d'intimité. La revendication d'un chez-soi est d'ailleurs une des différences avec les expériences communautaires soixante-huitardes, où la vie privée était souvent phagocytée par la collectivité. Ces programmes de construction ne sont pourtant pas forcément faciles à mettre en œuvre et ne conviennent pas à tout le monde. Mais l'expérience des autres – qui va être exposée ici – et l'Histoire nous montrent que l'avenir est toujours à ceux qui osent faire quelque chose et que les échecs eux-mêmes peuvent être féconds.

Introduction à une histoire des réfugiés politiques en France

Faire seulement l'histoire juridique du droit d'asile aurait été un peu aride. Aussi ai-je préféré centrer mon étude sur l'histoire des réfugiés politiques en France en balayant la période qui va du début du XIX^e siècle à aujourd'hui. En Histoire, les faits précèdent le droit : le droit d'asile a existé avant d'être finalement inscrit dans notre droit au bout de 150 ans de pratique... Comment ce droit d'asile s'est-il installé dans la France contemporaine ? À travers quels événements ? Sous quelle forme juridique et constitutionnelle ?

I/ Réfugiés politiques dans la France du XIX^e siècle (1815-1880)

En 1793, la France révolutionnaire déclare dans sa nouvelle constitution que le peuple français « donne asile aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté ». Elle ajoute : « Il le refuse aux tyrans ». Déclaration fondatrice qui fait du droit d'asile un droit constitutionnel auquel on fait référence tout au long du XIX^e siècle. Un ouvrage récent de l'historienne Delphine Diaz (*Un asile pour tous les peuples ?*) montre que, en France, dès la première moitié du XIX^e siècle, le droit d'asile a été reconnu, de fait, aux étrangers persécutés dans leur pays pour des raisons politiques, persécutés à cause de la liberté : pourtant la France a connu des régimes politiques la Restauration (Louis XVIII et Charles X) et la monarchie de Juillet (Louis-Philippe). Ces régimes ont accueilli les réfugiés politiques, parfois même avec une référence à la tradition inaugurée pendant la Révolution.

Qui sont ces réfugiés ?

Des Allemands : opposants politiques du roi de Prusse ou de Metternich, libéraux et démocrates. Parmi eux, musiciens, architectes, écrivains (tel Heinrich Heine), contribuent à faire de Paris la capitale intellectuelle de l'Occident. Des ouvriers allemands viennent aussi, nombreux, travailler à Paris.

Des Espagnols :

Trois vagues de réfugiés politiques – une dizaine de milliers de personnes chaque fois – arrivent en France. Ils sont les vaincus des guerres civiles espagnoles : en 1813 et en 1823, ce sont des libéraux. Puis en 1833 et 1849, leur succèdent les partisans du prétendant Don Carlos, privé du trône par l'abolition de la loi salique en faveur de sa nièce Isabelle II.

Des Polonais :

La Pologne a disparu de la carte de l'Europe à la fin du XVIII^e siècle : la Russie, l'Autriche et la Prusse se partagent son territoire. Les Polonais se sont régulièrement soulevés contre leurs oppresseurs. En 1830-1831, contre la Russie, (« l'ordre règne à Varsovie »), en 1846, contre les Autrichiens (Cracovie qui était restée ville libre est annexée), en 1848 contre la Prusse. Une autre grande insurrection a lieu en 1861-1864. Les patriotes polonais fuyant la répression se réfugient en France, aux États-Unis et dans l'Empire ottoman. La « grande émigration » est le plus important des exils politiques du XIX^e siècle. L'opinion française soutient la cause nationale polonaise.

Des Italiens

Patriotes et libéraux se battent pour l'unité et la liberté de l'Italie (1830-1831 puis 1848) ; les réfugiés viennent des États pontificaux, des duchés, du royaume des Deux-Siciles. Mazzini et Garibaldi incarnent leur cause.

Cet accueil des réfugiés politiques a été accompagné de sentiments ambivalents :

– La compassion pour les vaincus et/ou la solidarité avec des hommes épris de liberté : ce sentiment est fortement exprimé lorsqu'il s'agit des rescapés des révoltes polonaises au XIX^e siècle dont l'écrasement suscite une grande émotion. L'accueil et la solidarité. Des « secours » sont versés par le gouvernement à ces réfugiés italiens et polonais. Entre 1830 et 1848 il y a eu 7 000 à 8 000 bénéficiaires de ces secours. Ce qui conduit, du côté des gouvernements, à se dire : quels sont les réfugiés ? qui a droit à ces secours ?

– L'inquiétude et le rejet : ces réfugiés ne vont-ils pas nous brouiller avec les autorités de leurs pays ? Ne voudront-ils pas diffuser des idées de type révolutionnaire (les Polonais et les Italiens dans les années 1830) ? Sauront-ils s'intégrer ?

On ne s'embarrasse pas, à l'époque, d'un arsenal juridique important. Un seul texte législatif est produit : la loi de 1842, constamment reconduite jusqu'en 1851. Elle prévoit que le gouvernement peut obliger les réfugiés à résider dans telle ou telle ville de province et que le versement du secours qui leur est alloué pourrait être supprimé s'ils n'obtempèrent pas. Il y eut ainsi un « dépôt » à Tulle pour les officiers polonais ; et même un « dépôt » à Montbrison pour les « réfugiés » piémontais. Ce sont des moyens de contrôle. Les Espagnols se voient, eux, interdire de résider dans les départements limitrophes de leur pays d'origine.

Sous le Second Empire, une circulaire précise que la loi n'est pas reconduite : « le droit commun suffira », écrit le ministre.

Ces réfugiés – qui, comme tous les réfugiés, avaient d'abord eu l'espoir de rentrer un jour chez eux – sont souvent restés et se sont intégrés. L'économie était en pleine expansion (à part la crise de 1846-1848). Le français était encore la langue de l'Europe. Ces réfugiés ont joué un rôle dans notre histoire, participant souvent à nos luttes politiques (ils sont proches des républicains, ils participent à 1848, le « printemps des peuples » et aussi à la Commune).

II/ La III^e République, immigration, droit d'asile, naturalisations

Dans le dernier tiers du XIX^e et dans l'avant-guerre de 1914-1918, l'immigration de travail se développe considérablement. En 1914, la France compte 1,2 million d'étrangers dont 420 000 Italiens. D'autres, nombreux, ont été naturalisés. Cette situation a une explication démographique : la natalité française est la plus basse du continent européen et pendant tout le XIX^e, la France ne passe que de 30 millions d'habitants à 39 millions alors que, par exemple, la population de l'Angleterre passe dans la même période de 10 à 38 millions d'habitants. La France encourage donc l'immigration. Dans cette immigration, il y a aussi des réfugiés politiques ou des gens chassés à cause de persécutions dues à leurs origines : Juifs polonais et russes, victimes de pogroms récurrents (entre 1872 et 1906) qui les contraignent à fuir vers l'Europe occidentale, surtout vers la France, le premier pays à avoir, en 1791, accordé sa nationalité aux Juifs. À la veille de la première guerre mondiale, la communauté juive est de 120 000 personnes (50 000 en 1872). Il y a aussi en France quelques milliers d'exilés politiques venus d'autres pays européens : réfugiés russes (Lénine a résidé à Paris), tchèques, serbes, polonais à nouveau. Des Alsaciens-Lorrains arrivent chaque année pour échapper à la conscription dans l'armée allemande.

Les réactions de l'administration et de l'opinion :

L'État républicain est ouvert aux réfugiés : les hommes politiques de la III^e République ont parfois connu eux-mêmes l'exil sous le Second Empire. À l'extrême gauche, les communards viennent de rentrer.

L'élaboration d'un droit de la nationalité est clairement fondé sur le « droit du sol » (les enfants nés en France de parents étrangers sont français) et donc favorable aux étrangers. On encourage les naturalisations.

La crise économique des années 1885-1895 provoque des bouffées de populisme, de xénophobie et d'antisémitisme : la crise boulangiste, la xénophobie qui vise surtout les Italiens et les Juifs (les incidents d'Aigues-Mortes en 1893 : 8 Italiens sont tués par la foule ; les manifestations antisémites de l'Affaire Dreyfus en 1898-1899). Le discours xénophobe, parlant des étrangers, est le même à toutes les époques : « Ils sont sales, paresseux, ils ne sont pas comme nous, ils prennent notre travail, ils prennent nos femmes. » En 1901, les verriers de Saint-Romain-le-Puy font grève en demandant le renvoi des verriers italiens.

La guerre de 1914-1918

L'après-guerre est d'abord favorable à l'immigration : on manque de main-d'œuvre et on accueille de nouvelles vagues de réfugiés :

– Les émigrants arméniens

Après le génocide des Arméniens (entre 1,2 et 1,8 million de morts) perpétré par l'Empire ottoman (1915-1916), les rescapés, hommes, femmes et enfants, partent pour la Grèce, la Syrie et le Liban. Un certain nombre arrive ensuite en France, en tant que réfugiés politiques. Débarquant à Marseille, soit ils s'y installent, soit ils remontent la vallée du Rhône et vont jusqu'à la région parisienne. Le recensement de 1931 en dénombre 36 000.

– Les émigrants russes

La révolution de 1917 et la guerre civile conduisent en France de nombreux réfugiés « russes blancs ». Ils sont apatrides (déchus de leur nationalité par le nouveau régime). Ils arrivent par vagues successives après des étapes en Europe centrale et s'installent surtout en région parisienne. En 1931, ils sont 72 000. Les Russes puis les Arméniens sont munis du passeport délivré par la Société des Nations (SDN) : le passeport Nanssen (du nom d'un haut-commissaire aux réfugiés de la SDN) (1922), titre de séjour international créé pour les apatrides et qui donne une sorte de statut de réfugié. La convention de 1933 donne pour la 1^{re} fois une définition des réfugiés : des gens qui n'ont plus la protection de leur pays d'origine ; ils bénéficient de droits économiques et sociaux dans leur pays d'accueil, avec l'assistance de la SDN dans les formalités qu'ils doivent faire pour obtenir des papiers (dont ils sont dépourvus). Le code de la nationalité de 1927 favorise les naturalisations (on peut demander sa naturalisation au bout de trois ans de séjour).

– Les émigrants espagnols

La guerre d'Espagne (1936-1939) provoque le départ de plusieurs vagues de réfugiés vers la France. En janvier-février 1939, la chute de Barcelone sonne le glas de trois années de guerre civile. En quinze jours, un exode sans précédent voit un demi-million de personnes franchir dans des conditions terribles la frontière des Pyrénées. Les soldats sont désarmés, internés dans des camps de fortune sur les plages d'Argelès, de Barcarès, de Saint-Cyprien, puis à Gurs dans la montagne pyrénéenne. Les femmes et les enfants sont répartis dans des centres d'hébergements improvisés à travers toute la France. Ce fut la plus grande vague d'immigration que la France ait reçue jusqu'à la seconde guerre mondiale. L'accueil est marqué par la méfiance (« Frente popular, frente crapular ») et l'improvisation des secours.

III/ Xénophobie et exclusion (1938-1944)

La crise économique de 1929 a entraîné une vague de xénophobie. L'opinion s'en prend aux étrangers, accusés d'être responsables du chômage et des désordres politiques : on procède à des rapatriements de travailleurs étrangers (Polonais surtout) ; les refoulements et les expulsions se multiplient. À partir de 1934, près de 100 000 exilés Juifs allemands arrivent en cinq ans. Grâce à la mobilisation des organisations de solidarité, ils sont d'abord relativement bien accueillis mais les autorités se montrent ensuite circonspectes. De nombreuses demandes d'asile sont rejetées, des expulsions ont lieu. L'arrivée du Front populaire au pouvoir (1936) ne fait que ralentir cette politique sans vraiment l'infléchir. En 1938, la répression s'accroît. Les décrets-lois du gouvernement Daladier (1938) facilitent les expulsions et ouvrent des « camps de concentration » pour les étrangers « indésirables ». Lors de la déclaration de guerre, en 1939, certains « ressortissants ennemis » sont internés, sans souci de leur engagement : des antifascistes et des antinazis prennent ainsi le chemin des camps, en particulier celui des Mies, près d'Aix-en-Provence. Les mesures de l'avant-guerre ont ainsi ouvert la voie à la politique de Vichy.

Le régime de Vichy, né de la défaite, a d'abord accepté que, en vertu de l'armistice, les Allemands antinazis réfugiés en France (ils étaient 35 000) fussent livrés à Hitler. Il prend des mesures hostiles aux immigrés et aux réfugiés. Les étrangers « en surnombre dans l'économie nationale » (40 000) sont rassemblés dans des Groupements de travailleurs étrangers (GTE), notamment les réfugiés espagnols. Une Commission de révision des naturalisations est mise en place en juillet 1940 et prononce pendant la guerre 15 000 dénaturalisations (la dernière : celle de Chagall). La loi sur le statut des Juifs (octobre 1940) permet de les interner dans des camps. Laval les livre à l'Allemagne nazie.

IV/ L'après-guerre

Le droit d'asile est aujourd'hui affirmé par le préambule de la Constitution de 1958 (reprenant celui de la constitution de 1946) qui affirme que « tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République ». En 1993, il a été consacré par le Conseil constitutionnel comme « principe de valeur constitutionnelle ».

Ce droit est conforté par la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) votée par l'Assemblée générale de l'ONU. Article 14 : « Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays. » La Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, définit les modalités selon lesquelles un État doit accorder le statut de réfugié aux personnes qui en font la demande, ainsi que les droits et les devoirs de ces personnes. La loi précise les modalités de l'application du droit d'asile (nouvelle loi en 2015).

Le droit d'asile est accordé – ou non – par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) qui est un établissement public créé en 1952, sous tutelle du ministère de l'Intérieur. Depuis 2003, l'OFPRA est devenu le « guichet unique » des demandes d'asile : lorsqu'il refuse la qualité de réfugié à un demandeur, il examine si celui-ci peut bénéficier de la protection subsidiaire. Ses décisions sont susceptibles d'un recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA), créée elle aussi en 1952.

Après la guerre, les vagues de réfugiés politiques se sont succédé :

– Les réfugiés hongrois

En 1956, l'URSS écrase dans le sang la révolte de Budapest. 200 000 Hongrois partent en exil. 10 000 d'entre eux sont accueillis en France et obtiennent le statut de réfugié.

– Les émigrants portugais

Ils passent de 20 000 à 750 000 entre 1954 et 1975. Plus des trois quarts passent clandestinement la frontière. Beaucoup de jeunes partent pour échapper au service militaire (le Portugal est englué dans des guerres coloniales jusqu'en 1974).

– Les réfugiés d'Amérique latine

Au Chili, la prise du pouvoir, en 1973, par le général Pinochet, entraîne une répression féroce. Des opposants, pris en charge par l'ambassade de France, franchissent l'Atlantique en avion. 15 000 sont accueillis en France.

– Les réfugiés du Sud-Est asiatique

L'exil des *Boat-people* commence en 1975. Vietnamiens catholiques, Cambodgiens victimes des Khmers rouges. De 1975 à 1985, 110 000 réfugiés du Sud-Est asiatique sont accueillis en France. Le drame des *Boat-people*, celui des rescapés des massacres par les Khmers rouges a bouleversé l'opinion. Les immigrés du Sud-Est asiatique bénéficièrent tous du statut de réfugié accordé par l'OFPRA – cas unique à si grande échelle.

La mondialisation du problème : les réfugiés venus d'autres continents

En 1974, la crise économique a provoqué officiellement l'arrêt de l'immigration, désormais alimentée seulement par le regroupement familial. Les problèmes économiques et politiques qui affectent l'Afrique subsaharienne et le Moyen-Orient dans les années 1980 et 1990 provoquent des flux qui tentent d'emprunter le canal de la demande d'asile politique. L'aire de provenance de ces flux s'élargit considérablement, incluant des pays nouveaux, d'anciennes colonies françaises, ou d'autres pays africains comme le Congo (ex-Zaïre), le Ghana, l'Angola, le Cap-Vert, le Soudan, l'Érythrée, mais aussi les pays du Moyen-Orient, la Syrie, l'Irak. Pays qui connaissent la dislocation de l'État ou la violence des guerres civiles. Aujourd'hui, le retour de l'extrême droite, le débat devenu central sur l'immigration et l'apparition du terrorisme maintiennent une pression constante sur la politique migratoire française, dans une situation qui rappelle celle des années 1930.

Demandeurs d'asile et réfugiés politiques aujourd'hui

Le mot réfugié ne doit pas être confondu avec le mot demandeur d'asile. Un demandeur d'asile est une personne qui dépose une demande d'asile afin de bénéficier du statut de réfugié. Un réfugié a été demandeur d'asile et a obtenu ce statut.

Quelle est la situation aujourd'hui ? quelles sont les statistiques de l'OFPRA ?

Le problème des réfugiés syriens : le gouvernement français s'est engagé à accueillir dans les deux années à venir 30 783 personnes relocalisées depuis la Grèce et l'Italie.

À ces chiffres, s'ajouteront les autres demandeurs d'asile qui arrivent en France. En 2015, il y a eu 79 900 demandes d'asile, en hausse de + 23,3% par rapport à 2014. En 2015, l'OFPRA et la Cour nationale du droit d'asile ont accordé un statut de protection (réfugié et protection subsidiaire) à 26 700 personnes (31 % du nombre des demandeurs d'asile). Les personnes reconnues comme réfugiées sont placées sous la protection de l'OFPRA ; elles ont vocation à bénéficier d'une carte de résident valable dix ans. Mais les principaux problèmes deviennent ceux de l'accueil des demandeurs d'asile (qui attendent longtemps qu'on traite leur dossier) et du sort des « déboutés du droit d'asile » qui, de fait, restent en France et sont sans véritable statut.

Pour conclure

Cet exposé nous a conduits à travers notre histoire et à travers l'histoire malheureuse de ceux qui viennent nous demander asile. On voit bien que l'histoire du droit d'asile ne peut être séparée de son contexte historique et que nous avons appliqué nos principes entre solidarité et méfiance. Des témoignages vont être donnés, le débat va s'ouvrir. Pour ne pas désespérer de l'homme, je finis par une histoire qui est une sorte de fable :

28 janvier 1939 : les gendarmes français ouvrent la frontière espagnole. Des centaines de milliers de républicains espagnols, militaires et civils marchent vers la frontière française pour échapper aux troupes franquistes victorieuses. Le gouvernement d'Édouard Daladier décide d'ouvrir la frontière aux civils puis quelques jours plus tard aux militaires. Du 28 janvier au 13 février, 475 000 personnes passent la frontière française : la troupe pitoyable des républicains vaincus, destinée aux camps de Gurs et d'Argelès et à un long exil.

24 août 1944 : la 9^e compagnie (*la Nueve*) du régiment de marche du Tchad, formée de 160 hommes – dont 146 républicains espagnols, anciens réfugiés de 1939 et combattant sous l'uniforme français – entre dans Paris sur des *halftracks* portant les noms de batailles de la guerre d'Espagne, *Teruel* et *Guadalajara*. Les hommes de *la Nueve* parviennent les premiers à l'Hôtel de Ville. C'est le premier acte de la Libération de Paris. En 2015, le roi Felipe VI et Anne Hidalgo, maire de Paris, ont inauguré, à côté de l'Hôtel de Ville, le « jardin des combattants de *la Nueve* ».

Histoire des prisons

La prison a toujours été l'un de ces sujets passionnels à propos duquel les Français sont prêts à s'écharper. La prison, pour quoi faire ? L'Histoire, comme toujours, nous apporte quelques éléments de compréhension.

L'Ancien Régime (du XVII^e au XVIII^e siècle) : les lieux d'enfermement

L'histoire de l'enfermement commence vraiment en France au XVII^e siècle. Certes il y a toujours eu des cachots dans les châteaux, lieux de la justice seigneuriale et des conciergeries près des palais de justice – on connaît mal leur histoire. Au Moyen Âge, puis sous l'Ancien Régime, à Montbrison même, il y avait une prison – avec deux ou trois cellules – près de l'auditoire de justice. Le grand changement, c'est le Grand Siècle : on enferme aussi les pauvres et les vagabonds. Louis XIV, en 1656, crée l'hôpital général, pour accueillir et rassembler les vieillards, les enfants orphelins et les malades. Des « quartiers de force » sont ouverts pour enfermer les « pauvres » délinquants et les femmes condamnées qui ne peuvent être envoyées aux galères. Une ordonnance criminelle d'août 1670 énumère quelques pénalités de l'ancien droit : amendes, châtiments corporels humiliants (les « verges », le carcan, le pilori, la flétrissure), bannissement, galères et la peine de mort.

À la fin de l'Ancien Régime existent ainsi plusieurs types d'institutions d'enfermement : des hôpitaux généraux où l'on enferme les pauvres, les vagabonds, les malades ; des lieux de sûreté : un cachot sous le palais de justice ou une prison dans un bâtiment plus important. Ces prisons, ancêtres des maisons d'arrêt, accueillent des populations très hétérogènes de prévenus, accusés, dettiers (condamnés pour dettes), contrebandiers, prostituées, galériens attendant le passage de la chaîne, etc. La prison n'est pas une peine : on n'est pas condamné à la prison. On est condamné à mort ou aux galères ou à quelque supplice humiliant ou à verser une somme à une victime. Les maisons de force sont des prisons d'État où sont enfermés sur ordre du roi, par lettre de cachet, les espions, les traîtres, les prisonniers politiques. Les plus célèbres sont la Bastille, Vincennes, le château d'If ou Belle-Île-en-Mer. On ne considère pas qu'il s'agit d'arbitraire puisque toute justice dépend du roi. Les dépôts de mendicité, créés en 1764, sont de véritables ateliers où les mendiants sont mis au travail forcé.

Au XVIII^e siècle, les galères sont supprimées (1748) et deviennent des bagnes métropolitains : formée à Bicêtre, la chaîne des condamnés les conduit dès lors – à pied – vers les ports de Toulon, Brest et Rochefort dans une sorte de grande procession-spectacle à travers la France.

Les philosophes du siècle des Lumières critiquent les pratiques de la justice d'Ancien Régime qu'ils jugent arbitraire, inégalitaire et cruelle : « Le grand spectacle de la punition (Michel Foucault). » Dans son ouvrage *Des délits et des peines*, paru en 1764, Beccaria, ami de Voltaire et Diderot, prône le principe d'égalité devant la loi, demande une correspondance entre les sanctions et les crimes, s'oppose aux supplices et à la peine de mort. L'emprisonnement peut permettre à la fois la punition et l'amendement.

De la Révolution française à la III^e République : l'avènement de la prison pénale

La Révolution française marque le point de départ du nouveau système judiciaire et pénitentiaire :

L'État de droit se met en place : la liberté est proclamée comme valeur suprême par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 : « Nul homme ne peut être accusé, arrêté ou détenu que dans les cas déterminés par la loi. » Mais le premier code pénal (1791) place, pour la première fois, l'enfermement (la prison) au centre du dispositif pénitentiaire. Il prévoit les peines suivantes : la peine de mort, la déportation, les fers (travaux forcés) mais surtout la prison qui devient une peine.

Deux sortes de prisons :

- les prisons départementales sont à la fois des maisons d'arrêt (prévenus), des maisons de justice (accusés) et des maisons de correction (pour les peines de prison de moins d'un an) ;
- les maisons centrales (maisons de force prévues pour les longues peines).

Le code pénal napoléonien (1810) renforce la répression, reprend les châtiments physiques de l'Ancien Régime (le boulet au pied du forçat, la flétrissure au fer rouge sur l'épaule, la main coupée du parricide). À partir de 1803, des maisons centrales sont ouvertes sur tout le territoire national, souvent dans les anciens biens nationaux (des abbayes comme Fontevault ou le Mont-Saint-Michel). Ces maisons centrales accueillent les condamnés à l'emprisonnement de plus d'un an et les femmes condamnées aux travaux forcés. Elles sont organisées autour d'immenses ateliers : l'accent est mis sur le travail obligatoire.

Tout au long du XIX^e siècle, on débat en France de l'organisation des prisons. L'étude du système pénitentiaire des États-Unis nourrit les discussions, en particulier lorsque paraît, en 1833, l'ouvrage de Tocqueville, *Du système pénitentiaire aux États-Unis*. Ce système, sous l'influence des Quakers puritains, préconise la régénérescence morale des prisonniers par l'isolement, le travail et la prière. Deux modèles :

– le pénitencier de Philadelphie (1822) applique le régime de l'isolement cellulaire de jour comme de nuit (système philadelpmien ou pennsylvanien) ;

– la prison d'Auburn, construite à New-York (1825), allie l'isolement en cellule la nuit et le travail en commun le jour dans des ateliers, en silence (système auburnien).

La France fit le choix de l'emprisonnement cellulaire. Plusieurs circulaires prévoient, entre 1836 et 1841, la construction de nouvelles prisons appliquant ce principe. En 1852, on compte 45 établissements cellulaires. Le régime pénitentiaire se durcit vis-à-vis des condamnés de droit commun. Il s'agit non seulement de les priver de liberté mais aussi de les « surveiller » (le système « panoptique ») et de les « punir » : en 1839, le règlement des maisons centrales porte interdiction de parler, de fumer, de boire du vin et obligation de travailler, de porter le costume pénal, d'avoir la tête rasée. En 1842, le prétoire (sorte de tribunal de la prison présidé par le directeur) est créé et le cachot devient la principale sanction disciplinaire.

Sous le Second Empire, pour des raisons d'économie, Persigny, ministre de l'Intérieur, recommande aux départements de ne plus construire de prisons de type cellulaire : trop cher ! Seule la maison d'arrêt de la Santé est construite en 1867 avec un quartier cellulaire pour les prévenus. Dans les prisons où ce système n'est pas installé, des dortoirs cellulaires sont aménagés à l'aide de cloisons en bois à claire-voie. Des cellules ainsi délimitées sur un espace de 1,5 m sur 2 m étaient appelées : les « cages à poules » ; à Saint-Lazare où étaient enfermées les prostituées, on parlait du quartier de la « ménagerie ».

Surtout, la société montre sa peur des « classes dangereuses » en éloignant les condamnés : en 1854, est promulguée la loi sur la transportation en Guyane et en Nouvelle-Calédonie des condamnés aux travaux forcés. Des pénitenciers sont ouverts à Cayenne, aux îles du Salut, et à Saint-Laurent-du-Maroni. De 1852 à 1938, ce sont près de 100 000 condamnés aux travaux forcés dont 2 000 femmes, qui ont fait route vers la Guyane et, jusqu'en 1907, vers la Nouvelle-Calédonie. Le climat équatorial, les « travaux forcés », la dureté du régime disciplinaire provoquent une forte mortalité.

Le cas particulier des mineurs : ils peuvent être condamnés. Des modes de prise en charge se dégagent progressivement : la prison « ordinaire », les colonies agricoles (Mettray), des institutions religieuses et publiques d'éducation surveillée. Le « dressage » et l'exclusion se poursuivent ensuite dans les Bataillons d'Afrique.

Sous la Troisième République, on réintroduit – théoriquement – le régime cellulaire dans toutes les prisons par la loi Bérenger (5 juin 1875), toujours en vigueur mais jamais appliquée complètement : les détenus, prévenus et condamnés doivent être séparés de jour comme de nuit, enfermés seuls et en silence. Le quartier des prévenus applique le régime pennsylvanien de l'encellulement individuel jour et nuit. Le quartier des condamnés applique le régime auburnien du travail en commun le jour et de l'isolement cellulaire la nuit.

Les réformes pénales de la III^e République vont dans deux sens qui me paraissent opposés.

– D'une part, la loi de 1885 frappe durement les récidivistes. Les récidivistes de crimes et les bagnards ayant fini leur peine mais aussi les récidivistes de délits – qui, selon un barème précis, jugés

incapables de s'amender, sont relégués en Guyane : assignation à résidence qui se transforme, de fait, en travaux forcés dans les cas de relégation collective (les plus nombreux, ceux qui ne peuvent se suffire).

– D'autre part, en métropole, on aménage au contraire les peines dans le sens de l'humanisation et de la proportionnalité : loi instaurant la libération conditionnelle (1885), le sursis (1891), la liberté surveillée (1912). En 1938, à la suite des campagnes de presse menées par le journaliste Albert Londres, un décret-loi supprime le bagne qui est progressivement fermé : les derniers forçats regagnent la France en 1953.

Les grandes réformes de la seconde moitié du xx^e siècle et les difficultés de leur application

Pendant la seconde guerre mondiale, de nombreux résistants ont été emprisonnés et ont fait l'expérience de la prison. La réforme pénitentiaire de 1945 est née de cette expérience. Elle est élaborée en partie et mise en œuvre par Paul Amor, un magistrat résistant, arrêté puis évadé, devenu en 1944 directeur de l'administration pénitentiaire. La réforme prévoit l'instauration d'un régime progressif, allant de l'isolement cellulaire à la semi-liberté. L'amendement du détenu s'obtient par le travail qui reste obligatoire et sa réinsertion sociale se prépare par la formation professionnelle. Le traitement infligé au détenu doit être humain et tenir compte de la personnalité de chaque condamné : en 1950, est créé le Centre national d'observation (CNO) chargé de recevoir avant affectation tous les condamnés à une peine supérieure à dix ans ; en 1958, est créée la fonction de juge d'application des peines (le JAP). L'ordonnance de 1945 est, pour la justice des mineurs, une réforme fondamentale : la volonté est d'éduquer plutôt que de réprimer. Primauté de la mesure éducative sur la sanction. Cette réforme aboutit à la création de tribunaux pour enfants et à l'institution du juge des enfants. Une administration spécialisée, indépendante de l'administration pénitentiaire, est créée : la direction de l'éducation surveillée, aujourd'hui appelée la direction de la protection judiciaire de la jeunesse.

Le manque de moyens puis la guerre d'Algérie retardent l'application des réformes en multipliant le nombre des détenus. De 1962 à 1973, 11 établissements pénitentiaires sont construits, parmi lesquels Fleury-Mérogis qui accueille 4 000 détenus. Pendant la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, de graves mutineries éclatent dans plusieurs prisons françaises alors que le CAP (Comité d'action des prisonniers) et le GIP (Groupe d'information sur les prisons), animé par Michel Foucault, mettent en cause le système pénitentiaire lui-même. Nouvelle réforme pénitentiaire en 1975 : création des centres de détention (Roanne, par ex.) où sont accueillis les détenus qui présentent les meilleurs gages de réinsertion.

En fait, la politique pénale a constamment oscillé entre recherche de solutions alternatives à la prison et tendance au durcissement de la répression et à l'augmentation en nombre et en durée des peines de prison. La politique pénale est devenue un enjeu passionnel et hystérisé entre « représentations » opposées : la « prison 3 étoiles » et les « prisons indignes de la République » ; entre politiques pénales également dénoncées par le camp adverse : politique du tout-sécuritaire ou politique « laxiste ». Il existe surtout un contraste entre les mesures d'humanisation de la prison prises depuis 70 ans et le l'état souvent catastrophique des prisons que montrent toutes les commissions d'enquête.

La tendance législative à l'humanisation et au respect des droits des détenus : en 1981, la peine de mort est abolie en France. De 1981 à 1985, le garde des Sceaux Robert Badinter améliore la condition quotidienne des détenus par l'installation possible de la télévision dans les cellules, l'aménagement des parloirs sans dispositif de séparation et la suppression du costume pénal. En 1986, le travail obligatoire est aboli dans les établissements pour peine. La même année, le garde des Sceaux Albin Chalandon met en œuvre le programme 13 000, faisant appel au secteur privé pour construire 25 nouveaux établissements pénitentiaires certes pour créer de nouvelles places de prison mais aussi pour avoir des prisons moins insalubres. La mise en place de peines effectuées en milieu ouvert ou semi-ouvert n'a pas cessé : 172 000 personnes sont actuellement prises en charge en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation : sursis avec mise à l'épreuve, travail d'intérêt général, libération conditionnelle, contrôle judiciaire ou ajournement avec mise à l'épreuve, placement sous surveillance électronique (2000), expérimentation des premières UVF (unités de vie familiale) (2003), création de la contrainte pénale (2015).

Les prisons accueillent « toute la misère du monde » : parmi les personnes entrant en prison, 48 %

n'ont aucun diplôme et 27 % échouent au test de lecture ; 38 % ont une addiction aux drogues illicites ; 21 % souffrent de troubles psychiatriques graves ; 15,7 % sont des délinquants sexuels.

La situation catastrophique des prisons : le livre de Véronique Vasseur, médecin-chef de la Santé (2000), est un choc pour l'opinion et est suivi de plusieurs commissions d'enquête parlementaires. « L'état de nos prisons, nous le savons tous, est une honte pour notre République, quel que soit, par ailleurs, le dévouement du personnel pénitentiaire (le président Sarkozy, 22 juin 2009). » La prison est le lieu de la violence et de la peur.

Causes – augmentation du nombre des détenus : 1974, 27 000 détenus ; 1985, 42 000 ; 1992, 54 000 ; 2016, 66 000 détenus. Importance de la prison provisoire (préventive) (30 % des détenus) bien que ce pourcentage ait diminué parce que la mesure est désormais encadrée par la loi (loi Guigou). Allongement de la durée des peines, réductions de peines moins fréquentes, et création des peines de sûreté (1978) qui aggravent la surpopulation carcérale. La pression médiatique et populaire va dans le sens de l'augmentation des peines.

Dans le cas de la justice des mineurs, la tendance est au durcissement : en 2002 des centres éducatifs fermés (CEF) sont créés (2002) ainsi que des établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM). Le juge des enfants reçoit compétence pour suivre les mineurs condamnés à une peine d'emprisonnement.

Conditions de vie : vétusté de certaines prisons (par ex., les Baumettes à Marseille). Surpopulation (taux d'occupation : 120 % à 130 % dans les maisons d'arrêt). Non-application de l'encellulement individuel et manque de surveillants qui aboutissent au règne des « caïds », des trafiquants des drogues, à l'entassement à trois dans 12 m² pendant 23 heures de cellule par jour, aux viols par les codétenus, aux violences à l'égard de certaines catégories (les « pointeurs » ou les « balances »). La cour de promenade devient parfois le lieu des trafics et des règlements de compte. Fréquence des suicides (110 à 120 par an), 7 fois plus que la moyenne nationale. Présence, parmi les condamnés à de longues peines, de vieillards (le doyen a 90 ans), avec les handicaps liés à l'âge et de malades (le sida a fait des ravages en prison).

Des prisons criminogènes : 59 % de récidive, surtout pour les peines courtes. L'aménagement de la peine favorise beaucoup la réinsertion et la non-récidive. Problème aussi, aujourd'hui, de la radicalisation islamiste en prison.

Le problème des prisons est un problème national qui concerne un peu plus de 1 ‰ de la population française. Au 1^{er} janvier 2015 : 77 000 personnes sont sous écrou dont 66 000 incarcérés dans 190 établissements pénitentiaires (98 maisons d'arrêt, 85 établissements pour peine, 6 établissements pénitentiaires pour mineurs, un établissement public de santé à Fresnes).

En fait les politiques qui connaissent vraiment le sujet sont souvent d'accord, comme le montrent le rapport sur les prisons de l'an 2000 voté à l'unanimité des membres de la commission d'enquête et aussi le livre écrit en commun par deux des meilleurs spécialistes politiques de la question, Stéphane Jacquot (ancien député UMP) et Dominique Raimbourg (député PS) : *Prison, le choix de la raison* (2015). Ils font des propositions intéressantes : limitation du nombre autorisé des incarcérations, encellulement individuel enfin mis en œuvre complètement (loi de 1875 !) pour préserver l'intimité de chaque détenu ; développement d'une culture de la réinsertion comme au Canada ou dans les pays scandinaves qui pratiquent une évaluation continue du prisonnier ; aménagement obligatoire des fins de peines pour préparer la sortie de prison, avec, après la sortie, un système de tutorat ; recherche d'autres solutions pour ceux dont la place n'est pas forcément en prison : malades mentaux, toxicomanes, auteurs de délits routiers, auteurs d'infractions à la législation sur les étrangers.

La prison est le reflet de notre société : celle-ci ne doit pas s'en désintéresser car, sauf exceptions, les détenus sont appelés à sortir un jour de prison et nous devons avoir un système pénitentiaire qui les aide à se réinsérer. Le groupe scolaire Jean-Jaurès du Chambon-Feugerolles (Loire) porte une belle inscription, peut-être un peu utopique, mais tant pis : « Construire des écoles, c'est abattre les murs des prisons. »

Les 20 séances de *Parole donnée*

Année 2016 – 2017

(6^e année)

Programme

1/ 11 octobre 2016 : *travailler, c'est trop dur et chômer, c'est pas mieux*

Modérateur : Pascal Georges

Témoignages de :

Pierre Bouchand, chargé d'accueil et conseiller dans une mission locale

Franck Fabbri, autoentrepreneur, bénéficiaire du RSA

Yves Betin, ancien compagnon, maçon à la retraite, de Saint-Georges-Haute-Ville

2/ 16 mars 2017 : la protection sociale

Modérateur : Pascal Georges

Témoignages de :

Michelle Vial, salariée de l'Urssaf à la retraite

Robert Faye, responsable des mutuelles de la Loire

La soirée qui avait été prévue le 31 janvier 2017 (« La politique est-elle un métier ? ») a été reportée à l'automne suivant (octobre 2017).

Travailler, c'est trop dur... et chômer, c'est pas mieux !

Approches historiques

Travail, chômage : ces deux mots sont aux sources de l'angoisse existentielle qui, en cette période de crise économique de longue durée, saisit nos sociétés et provoque soucis, drames et interrogations. Le chômage est d'abord une souffrance : culpabilité, dépression, isolement. La souffrance au travail est devenue d'autre part une véritable pathologie.

Quelle était ma feuille de route ? Il s'agit ici de réfléchir à l'évolution du travail et du chômage dans l'histoire contemporaine, disons depuis deux siècles et demi, pour prendre de la hauteur et comprendre comment la société et l'État ont réagi à ces problèmes. J'ai choisi plusieurs angles d'approche sur le long terme : l'histoire économique et sociale, l'attitude du mouvement ouvrier ; l'histoire de l'attitude de l'État face au chômage ; et une réflexion sur la double notion de travail et de civilisation du temps libre.

L'Ancien Régime

Sous l'Ancien Régime, le mot et la notion même de chômage n'existent pas : nous sommes dans une société rurale dans laquelle coïncident exploitation agricole et structure familiale. On parle de pauvreté plutôt que de chômage. Il existait bien un prolétariat agricole : journaliers, valets de ferme et servantes, enfants travaillant « chez les autres ». Cette société connaissait des crises – crises frumentaires, surtout : la disette, souvent accompagnée d'épidémies. Elle jette dans les villes les paysans sans travail. La pauvreté provoque la mendicité et le vagabondage. La misère des campagnes provoque la diminution du travail et des commandes pour les artisans, la crise devient urbaine.

Face à cette pauvreté, la charité est un devoir pour le chrétien et cette idée court à travers les siècles du Moyen Âge et de l'Ancien Régime jusqu'au XIX^e siècle. Mais le pauvre qui était « l'image du Christ » fut progressivement considéré comme « paresseux » et « dangereux ». On l'enferme dans des « hôpitaux généraux ». En 1656, Louis XIV crée l'hôpital général (« hôpital général des pauvres renfermés ») : le Grand Roi ne peut avoir ses villes encombrées de mendiants, il faut faire travailler les pauvres inoccupés et délinquants ou risquant de le devenir. Cette politique d'internement forcé des pauvres a affecté, comme le note Michel Foucault, l'ensemble des États européens.

La révolution industrielle et les révoltes ouvrières

Dans la première moitié du XIX^e siècle – dès le XVIII^e siècle en Angleterre – la révolution industrielle change les données de l'économie : les progrès de l'industrie provoquent l'exode rural, la constitution de grandes manufactures, l'augmentation du nombre des ouvriers, la misère urbaine, la formation de quartiers ouvriers dans les grandes villes (Paris, Lille, Lyon). Dans le cadre du système libéral – la Révolution a aboli la Loi *Le Chapelier* (1791) et les corporations ont été supprimées –, chaque travailleur est utilisé au maximum de sa force de travail et de ses capacités : 12 à 14 h par jour sans jour de congé. Une fois épuisé, on le remplace en faisant appel à ce que Marx appelle « l'armée de réserve du prolétariat » constituée surtout de paysans pauvres venus de la campagne et de gens sans travail nécessaires pour renouveler la main-d'œuvre et « tenir les salaires ». Les conditions de travail sont très dures, les salaires souvent dérisoires (entre 0,50 et 1,00 F par jour pour les ouvrières du textile à Saint-Étienne). Le travail des enfants est général, malgré la loi Guizot qui l'interdit avant huit ans. Les ouvriers sont embauchés et payés à la journée ou à la semaine. Toutes les grandes enquêtes sociales, en particulier celle de Villermé, décrivent la misère ouvrière, l'insécurité de l'emploi, les difficultés en cas de maladie ou de vieillesse. Les hospices, héritiers des hôpitaux généraux, accueillent les indigents et les chômeurs. Dans *L'Assommoir*, Coupeau, victime d'un accident du travail, devenu chômeur, sombre dans l'alcoolisme. Nana, la fille de Coupeau et de Gervaise, dans la prostitution. La situation sociale est marquée par l'absence, pour les ouvriers, de droits politiques et sociaux, qui explique que la situation explose régulièrement.

En France, deux insurrections ont frappé l'opinion.

– En 1831, la révolte des canuts : les ouvriers en soie lyonnais réclament un salaire minimum (le *tarif*), que le patronat refuse au nom de la liberté économique et de la nécessité de faire face à la concurrence. Les canuts descendent de la Croix-Rousse au cri de « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ! » La répression fait 90 morts. La révolte des canuts, première grande insurrection ouvrière du XIX^e siècle, fut une révolte de la dignité, une révolte pour obtenir du travail, un salaire qui permette de vivre, pour obtenir l'intervention de l'État dans les rapports entre fabricants et ouvriers.

– Juin 1848 : après les journées de février 1848, la République est proclamée mais aussi le suffrage universel, l'abolition de l'esclavage et le droit au travail, aujourd'hui réaffirmé dans le préambule de notre constitution. La journée de travail passe de 12 h à 10 h. En application du droit au travail, sont créés des ateliers nationaux destinés à donner du travail aux chômeurs : mais, alors que Louis Blanc aurait voulu une organisation qui soit une expérimentation de la société future, ils sont organisés comme de classiques *ateliers de charité*. Le nombre des ouvriers des ateliers nationaux augmente sans cesse (115 000 en juin). Ils coûtent cher. Ils sont vus aussi comme dangereux par une partie de l'opinion (parce qu'une agitation socialiste s'y installe). Finalement, ils sont fermés. Le Paris ouvrier (les quartiers de l'Est) se couvre alors de barricades ; révolte du désespoir, sans chefs ni objectifs clairement énoncés. Le général Cavaignac écrase l'insurrection : 4 000 insurgés sont tués, 25 000 ouvriers arrêtés dont 4 000 déportés en Algérie. 1 600 militaires et gardes mobiles ont été tués. Juin 1848 ou l'écrasement de la révolte des chômeurs : une « guerre de classes », Tocqueville et Marx sont d'accord pour la qualifier ainsi. Le chômage est une menace, il ne faut pas permettre son développement, il ne faut pas non plus permettre le désordre.

Le Second Empire de Napoléon III a tiré les leçons de cet événement : il est un régime d'ordre qui écrase les libertés ; mais il mène une politique économique active (les grands travaux d'Hausmann, le développement des chemins de fer). Les mutuelles – ou caisses de secours mutuels – réapparues sous la monarchie de Juillet – reçoivent un nouveau statut et sont encadrées. Elles créent des caisses de secours qui atténuent les conséquences de la maladie et du chômage. Mais on les surveille car le mouvement ouvrier renaît et s'organise.

Sous la Troisième République

Après la Commune, échec sanglant du mouvement ouvrier (1871), la III^e République est bien timide au point de vue social : elle doit se faire accepter par la France conservatrice. Cependant, en 1884, la légalisation des syndicats professionnels ouvriers et patronaux, à l'initiative de Waldeck-Rousseau, voit la reconnaissance des caisses syndicales et patronales organisées par métiers et dont certaines avaient déjà mis en place des mécanismes – encore embryonnaires – d'assurance maladie et d'assurance chômage – mais peu se sont orientées par la suite dans cette dernière voie.

Les aides aux chômeurs, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, puis lors de la crise des années 1880, sont faites, comme auparavant, par les comités de bienfaisance, les Églises et les organisations charitables mais aussi par les communes. L'État commence à intervenir : l'Office du travail est créé en 1891 pour centraliser les statistiques sur le travail et le chômage. Les villes créent localement des caisses de secours. À partir de 1905, sous l'impulsion d'Alexandre Millerand, premier socialiste à devenir ministre, le Parlement inscrit au budget de l'État des subventions à répartir entre les caisses des syndicats.

À la même époque, le mouvement ouvrier et socialiste esquisse une réflexion sur le travail qui renoue avec 1848 : l'une de ses priorités revendicatives devient la diminution du temps de travail. Paul Lafargue écrit en 1880 *Le Droit à la paresse* (réédité en 1883) dont le titre va plus loin que la provocation qu'il contient. Le travail reste, pour le mouvement ouvrier, une valeur qui permet à l'homme de s'épanouir personnellement. Mais il doit et peut s'humaniser pour donner aux ouvriers du temps libre. La CGT, fondée en 1895, met à son programme, la journée de huit heures qui constitue la grande revendication des manifestations du 1^{er} mai 1906.

Le tournant des années 1914-1930

Avec le déclenchement de la première guerre mondiale et le départ pour le front, entre 1914 et 1918, de 8 millions de soldats mobilisés, il fallait penser aux ressources des familles des soldats. Les usines de

guerre recrutèrent les fameuses « munitionnettes », mais les familles restaient souvent sans ressources suffisantes : le gouvernement créa une allocation spéciale et un fonds national de chômage, destiné à subventionner des caisses de secours public, les secours étant répartis par les départements et les communes qui devaient créer des fonds locaux pour leurs administrés. Une partie des chômeurs fut ainsi couverte. Ce système se prolongea bien au-delà de la première guerre. Pour toucher des indemnités il fallait non seulement résider dans une commune qui distribuait des aides mais encore répondre à de nombreuses conditions (situation de famille, cause du chômage, moralité) et se soumettre à un contrôle quotidien. Seule une minorité pouvait bénéficier d'un système ne comblant de toute façon qu'une faible partie du salaire antérieur. Ces principes de fonctionnement prédominèrent pendant la crise des années 1930, même si les subventions d'État furent alors majorées. Le rôle des caisses ouvrières déclina jusqu'à pratiquement disparaître. L'assistance *via* l'aide publique se prolongea en fait jusqu'à la création, fin 1958, d'un nouveau système d'assurance chômage.

La crise économique de l'entre-deux-guerres

La crise des années 1930 fut une crise financière qui se transforma en crise économique mondiale avec surproduction et chômage de masse (13 millions de chômeurs aux États-Unis en 1933, 6 millions en Allemagne) : c'est le temps de la misère et des files d'attente aux soupes populaires. Dans le domaine politique, le recours aux extrêmes met la démocratie en péril : développement des régimes totalitaires, avènement du nazisme en Allemagne. La seconde guerre mondiale fut l'enfant de la crise. Face à cette crise, le choix des politiques économiques pour résoudre le problème du chômage peut, en simplifiant, être résumé de la façon suivante :

- Les régimes totalitaires pratiquent l'embrigadement des travailleurs et le développement des industries d'armement.

- Dans les pays occidentaux, certains prônent le retour au libéralisme « pur et dur » (Jacques Rueff en France), l'abandon des politiques d'aides qui coûtent trop cher, la déflation et baisse des salaires, la diminution des dépenses de l'État et du nombre des fonctionnaires. En somme, la régulation du système libéral par lui-même : politique tentée dans les années 1930-1935 en France.

- Les États-Unis, avec Roosevelt, puisent leur inspiration dans les théories de Keynes ; Roosevelt les applique aux États-Unis avec la politique du *New Deal* : action par la dépense publique (politique de grands travaux pour faire repartir l'économie) ; relance de l'économie par la hausse des salaires et l'encouragement à la consommation (salaire minimum), aide aux entreprises et aux agriculteurs.

En France, le Front populaire (1936) est, paradoxalement, le moment de grandes réformes sociales et d'une réflexion sur le temps de travail : la journée de 8 heures et la semaine de 40 heures et surtout les congés payés (une « embellie » dira Léon Blum, chef du gouvernement), l'affirmation d'une véritable politique des loisirs. Le travail qui a permis des gains de compétitivité, peut aboutir à des gains de temps libre, le temps de s'épanouir, de se cultiver, de faire du sport.

Des Trente Glorieuses à la crise

Les Trente Glorieuses (de 1944 à 1974, de la Libération au 1^{er} choc pétrolier) sont caractérisées par l'expansion et le plein emploi, la croissance (parfois à deux chiffres), l'augmentation de la productivité. Quels en furent les fondements ? les besoins de la reconstruction des pays dévastés par la guerre, l'aide du plan Marshall, le faible coût des matières premières, la construction de l'Europe, le renouveau démographique. Ajoutons le recours à l'inflation qui permet d'effacer une partie de la dette. Le plein emploi impose le recours à une main-d'œuvre immigrée que l'on va souvent chercher en Italie, en Espagne et au Portugal mais aussi dans l'Union française, essentiellement en Afrique du Nord. Un système social nouveau est bâti à la Libération : intervention de l'État, sécurité sociale, allocations familiales, généralisation des systèmes de retraites. L'élargissement du temps libre reste une idée neuve : la durée des congés payés passe à trois semaines (1956), quatre semaines (1969), cinq semaines (1982), la semaine de 35 heures est de 1998.

La crise commence en 1974 : elle est à la fois conjoncturelle (le 1^{er} choc pétrolier) et structurelle : la mondialisation de l'économie. Dans le cadre d'un retour au libéralisme, des pans entiers de l'industrie se

restructurent (crise de la sidérurgie, on a moins besoin d'acier) et se délocalisent (puisque le coût du travail est trop élevé, on fait travailler « l'armée de réserve » qui est dans les pays asiatiques). La désindustrialisation est assumée. La financiarisation de l'économie modifie de sens des investissements. La révolution numérique ouvre une ère nouvelle.

Le nombre des chômeurs augmente : 100 000 en 1962, 700 000 en 1974, 2 millions en 1981, jusqu'à 3,5 millions aujourd'hui. Sans compter les emplois précaires ou aidés, les stages, la multiplication des CDD (contrats à durée déterminée) : on assiste à l'installation dans une situation de chômage structurel.

Face à ce chômage, les politiques publiques ont constamment pratiqué à la fois l'aide à l'économie et le « traitement social du chômage ».

– Aide aux entreprises : primes à la création d'emplois, aide aux régions défavorisées, aide à telle ou telle entreprise en difficulté (Alstom), essais pour faire baisser le coût du travail jugé prohibitif au prix du « détricotage » du code du travail de 1986 (la loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement) à 2016 (la loi El Khomry).

– Mesures sociales en faveur des chômeurs : paradoxalement, le cadre en avait été fixé en 1958, c'est-à-dire en période de plein emploi avec la création des Assedic et de l'Unedic : naissance de l'assurance-chômage, en décembre 1958 ; c'est une assurance, comme l'assurance maladie, et non plus un « secours » gérée par un organisme paritaire, associant syndicats et organisations patronales. La grande innovation : la caisse serait alimentée par des cotisations sur les salaires et non par le budget de l'État. Les indemnités seraient plus importantes. Cette innovation procédait aussi d'une volonté d'intégration des syndicats dans l'appareil d'État, en s'appuyant sur les syndicats autres que la CGT (elle-même proche du PC). La CGT défendait la solution d'une protection contre le chômage intégrée à la Sécurité sociale. Volonté d'assurer une certaine « paix sociale ». D'où cette assurance-chômage créée... en l'absence de chômage.

Ce régime paritaire, non rattaché à la Sécurité sociale, est d'abord piloté par l'Unedic, association loi 1901, à laquelle est confiée une mission de service public. Au fur et à mesure que la crise se développait – avec des périodes de rémission – les institutions et leurs règles ont évolué ; il n'est pas possible ici d'en faire un rapide résumé tant elles furent nombreuses et fréquentes. On peut dire que tous les remaniements ont tourné autour du niveau des cotisations, des restrictions pour bénéficier du régime, qu'elles ont porté sur les conditions de durée des bénéficiaires, ou des allongements de la période préalable, ou sur la dégressivité des allocations, sur le contrôle et les motifs de radiation. Parallèlement l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi, 1967) centralisait les offres et les demandes d'emploi et gérait les centres de ressources pour aider les demandeurs d'emploi dans leurs démarches et leur parcours.

En septembre 2007, le président Sarkozy, annonce la fusion de l'ANPE et des ASSEDIC. La loi du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi crée une nouvelle institution publique, Pôle emploi.

À côté de l'indemnisation du chômage, on a multiplié les emplois précaires privés ou publics : les TUC (travaux d'utilité collective), en 1987 déjà ! les emplois aidés, etc. L'idée de solidarité nationale a été à l'origine du RMI (revenu minimum d'insertion, 1988-2009), puis du RSA (revenu de solidarité active) qui est une prestation sociale gérée par les conseils départementaux, destinée à garantir à ses bénéficiaires (2,5 millions de bénéficiaires en 2016) qu'ils aient ou non la capacité de travailler, un revenu minimum. L'augmentation des SDF (sans domicile fixe) nous rappelle que le logement est aussi l'un des principaux problèmes sociaux, le 20^e anniversaire des « restos du cœur » que la crise est au long cours.

La crise économique s'accompagne d'une profonde crise sociale et morale car la pression est mise sur le coût du travail et de l'indemnisation du chômage : déstructuration des familles, souffrance des chômeurs qui se sentent à la fois victimes et coupables, désocialisés et isolés. Souffrance au travail par la multiplication de contrats de courte durée qui ne permettent guère d'assurer l'avenir, par l'effet de méthodes agressives de management qui ont des conséquences sur la santé des travailleurs : fatigue, troubles du sommeil, anxiété à l'idée d'aller au travail (on vient de redécouvrir le « management bienveillant », c'est-à-dire le traitement normal des salariés) ; changements de mentalité par rapport au travail lui-même, jugé parfois comme

provisoire par nature : on ne choisit plus un métier, on cherche un emploi. Et puis le travail est multiple : travail salarié, travail des bénévoles, des « aidants », des mères de famille. N'est-on pas invité ici à repenser la notion de travail ?

Cet exposé pourra sembler pessimiste. Il doit nous inviter à la réflexion et à l'évolution : l'histoire nous montre que le chômage n'a pas toujours été traité de la même façon et que des solutions nouvelles ont parfois été trouvées. À la crise des années 1930, ont succédé les Trente Glorieuses. Il reste à inventer des solutions pour combattre le cancer social du chômage et retrouver le sens d'un travail qui soit source d'épanouissement. Au fronton de la bourse du travail de Saint-Étienne il y a la devise : *Liberté, égalité, fraternité, solidarité.*

À travers l'histoire de la protection sociale, de 1791 à 1945

Depuis deux siècles, face à la misère, à la maladie et à la vieillesse, s'est mis en place un système d'abord volontaire puis obligatoire de protection sociale. Essai de présentation historique entre mutuelles, lois sociales et, finalement, institution de la Sécurité sociale.

I/ L'Ancien Régime

Dans les sociétés préindustrielles, la protection sociale de l'individu reposait sur la notion de charité et d'assistance – dont l'Église avait la charge. La solidarité s'exerçait aussi au sein des corporations, compagnonnages, confréries religieuses et, dans le monde rural, au sein des familles. Le pouvoir royal intervient lorsque l'ordre public était menacé : au Grand Siècle, Louis XIV, en 1656, crée l'hôpital général, pour accueillir les vieillards, les enfants orphelins et les malades mais aussi pour « enfermer » les vagabonds et les mendiants.

Pendant la Révolution française, la loi Le Chapelier (juin 1791) instaure la liberté d'entreprendre et proscrit les corporations et « coalitions ». Elle est à l'origine de l'interdiction des syndicats et de la grève. En interdisant les corporations, elle veut supprimer les corps intermédiaires jugés archaïques et considérés comme des « vestiges de la féodalité ». En fait, elle a laissé l'individu encore plus isolé face à la misère. En contrepartie, certes, la responsabilité de l'État est affirmée en matière de secours à apporter aux indigents et aux malades. Mais, par suite de la guerre, les caisses de l'État sont vides et l'État « fait défaut » en 1797.

II/ Les sociétés de secours mutuels dans la 1^{re} moitié du XIX^e siècle

Les sociétés de secours mutuels se développèrent d'abord dans la 1^{re} moitié du XIX^e siècle. Des hommes et des femmes, vivant au quotidien les incertitudes de l'industrialisation, se sont regroupés pour créer les premières sociétés de secours mutuels, autorisées à partir de 1834-1835, afin de faire face ensemble, par l'entraide, aux aléas de la vie. Ces sociétés prélèvent des cotisations sur leurs membres actifs et assurent le versement d'indemnités à ceux de leurs membres qui en ont besoin. Le caractère volontaire de l'adhésion, la solidarité et la responsabilité sont les principes de base de la mutualité naissante. Les premières sociétés d'entraide sont créées pour faire face à la maladie et à la vieillesse. À Saint-Étienne elles se développèrent pendant la Restauration et la monarchie de Juillet. Elles furent souvent éphémères en raison de la modestie de leurs dépôts. La première fut, à Saint-Étienne, celle des veloutiers et tisseurs réunis, en 1819, puis celle des ouvriers teinturiers en 1831, des ouvriers tailleurs de pierre en 1851. Dans les années 1840-1850, la Compagnie des mines de la Loire subventionnait aussi des caisses de secours et organisait des visites médicales gratuites.

Comme les syndicats ne sont pas autorisés, les caisses de secours mutuels se transforment parfois en « sociétés de résistance » c'est-à-dire en véritables syndicats « clandestins », par exemple lors des grèves. À Lyon, la seconde révolte des canuts, en 1834, en est un épisode caractéristique. L'arrestation et le procès d'ouvriers mutualistes déclenche l'insurrection qui est écrasée, d'autant que des militants républicains ont pris la tête de la révolte.

III/ Le Second Empire

Le Second Empire a une attitude ambivalente. Il est un régime d'autorité et d'ordre mais l'empereur Napoléon III qui a écrit dans sa jeunesse un ouvrage sur *L'extinction du paupérisme* se veut social (« mes amis sont dans les chaumières »).

Après le coup d'État du 2 décembre 1851, beaucoup de sociétés de secours mutuels, considérées comme des foyers d'opposition, avaient été supprimées. Un nouveau régime juridique des sociétés de secours mutuels fut établi par un décret du 26 mars 1852. Trois catégories de sociétés mutualistes coexistent désormais : les sociétés « d'utilité publique » relevant du contrôle préfectoral ordinaire, les sociétés « libres » demeurant néanmoins soumises à autorisation préalable, et surtout les sociétés dites « approuvées », constituant une catégorie nouvelle de sociétés de secours mutuels, encouragées, aidées et en même temps contrôlées par le régime impérial. Le décret de 1852 précise que ces nouvelles sociétés de secours mutuels

seront créées par le maire et/ou le curé « dans chacune des communes où l'utilité en aura été reconnue » et que le bureau sera nommé « par le président de la République », c'est-à-dire, en fait, par le préfet. Elles sont placées sous le contrôle du pouvoir en place *via* les notables, maires ou curés, qui peuvent en devenir, aux côtés des « membres participants », des membres honoraires, qui les contrôlent et les dirigent. En réunissant toutes les classes de la société, la Mutualité impériale éloigne le mouvement mutualiste du monde ouvrier. Comme elles sont organisées sur la base géographique de la commune, elles ne pourront se transformer en syndicats de métiers. Elles ne peuvent verser des allocations de chômage. En contrepartie, ces sociétés « approuvées » se voient accorder de nombreux avantages. Elles bénéficiaient de privilèges fiscaux et souvent de locaux gratuits et de subventions de l'État.

La loi consacre leur rôle sanitaire à une époque marquée par le souvenir proche des dernières grandes épidémies (le choléra en 1831 et 1848). Le remboursement des visites médicales et des frais pharmaceutiques, la participation à la distribution des soins, tendent à prendre le pas sur les indemnités journalières compensant les pertes de salaires en cas de maladie. Les autorités confient *de facto* à la mutualité une mission d'assurance maladie volontaire. Les sociétés approuvées constituent les trois quarts des sociétés de secours mutuels en 1871.

Vers la fin du règne de Napoléon III, l'Empire libéral tente de se rallier les ouvriers : en 1864, la loi *Le Chapelier* est abolie. La grève est autorisée sauf en cas d'atteinte à la liberté du travail. Cette ouverture est cependant un échec. La 1^{re} Internationale, fondée en 1864, se développe, les grèves se multiplient. Ces grèves ont d'ailleurs parfois pour objectif le contrôle de la caisse de secours créée par le patronat. En 1869 : grève du Creusot (Benoît Malon) ; grève de La Ricamarie (fusillade du Brûlé). Le mouvement ouvrier se radicalise. La Commune de 1871 illustre cette évolution.

Cependant, au total, le mouvement mutualiste s'est développé : 255 000 mutualistes en 1852, 800 000 en 1869. Les premières sociétés de secours mutuels « approuvées » dans la Loire furent celles des Ouvriers réunis de Roanne (1852), des Ouvriers réunis de Chirassimont, puis des Chapeliers de Chazelles-sur-Lyon. En 1853, est créée la Société des lithographes et papetiers, en 1854, celle des ouvriers rubaniers et veloutiers en 1866. Les adhérents, le plus souvent, appartenaient à un même métier au sein d'une même localité ; par exemple, la Société de secours mutuel des machinistes stéphanois (1855) ou celle des armuriers de Saint-Étienne. C'est à partir des années 1860 que les effectifs des adhérents augmentèrent nettement dans la Loire. De 50 % chaque année, à partir de 1865 ! Alors qu'il n'y avait que 13 mutuelles à Saint-Étienne en 1863, elles sont au nombre de 22 en 1868. En 1866, Michel Rondet et les mineurs obtiennent l'autorisation de fonder la Fraternelle des mineurs.

Le développement de la protection sociale a parfois aussi été le fait du patronat, dans la 2^e moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e. C'est ainsi que les industriels des mines ou de la métallurgie ont institué des caisses de secours et des régimes de retraite pour leurs salariés, mais aussi des dispensaires, des hôpitaux, des crèches, des écoles professionnelles, des logements et des jardins ouvriers : Schneider au Creusot, Dorian à Fraisses, plus tard Michelin à Clermont-Ferrand.

IV/ La politique de protection sociale sous la Troisième République

1. L'intervention de l'État (1894-1914)

La Troisième République a longtemps été, dans le domaine social, très timorée : pour installer la République dans l'opinion, il fallait qu'elle soit modérée et ne réveille pas le fantôme de la Commune ! Dans les années 1880-1890, les choses commencent à changer : les syndicats ouvriers sont autorisés en 1884 (loi Waldeck-Rousseau), la Confédération générale du travail (CGT) est créée en 1895. La pression des syndicats ouvriers devient de plus en plus forte pour obtenir l'intervention de l'État dans le domaine de la protection sociale. Les premiers textes législatifs sont votés.

Un système d'aide sociale : l'aide sociale intervient par l'intermédiaire de commissions composées en partie d'élus locaux ; elle est subordonnée à condition de ressources de l'individu ou de sa famille : vote des lois relatives à l'assistance médicale gratuite (1893), à l'aide sociale à l'enfance (1904) et à l'assistance aux vieillards infirmes et incurables (1905).

Des réformes structurelles

– 1894 : loi sur les retraites des mineurs.

– 1898 : loi sur les accidents du travail ; le salarié victime d'un accident du travail peut demander une réparation, sans avoir à prouver la faute de son employeur. C'est donc un régime spécial de responsabilité sans faute.

– 1910 : loi sur les retraites ouvrières et paysannes à partir de 65 ans. Cette loi a institué un régime d'Assurance vieillesse obligatoire pour les ouvriers de l'industrie et de l'agriculture. Il était basé sur le principe de la capitalisation et son financement était assuré par une double cotisation des salariés et des employeurs et par une subvention de l'État. Malheureusement, ce régime s'est soldé par un échec ; la CGT y est hostile : hostilité au système de gestion et à l'âge de la retraite (la durée moyenne de la vie est de 53 ans en 1900) ; de plus, au lendemain de la première guerre mondiale, l'inflation a fait fondre l'épargne constituée.

2. Le développement de la Mutualité et de ses services

La mutualité française devient aussi, après 1870, l'un des instruments privilégiés de la réforme sociale républicaine. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les mutuelles, encouragées par le pouvoir républicain, ont continué à se développer. En 1870, il y avait dans la Loire 41 sociétés de secours mutuels, 159 en 1896. Certaines de ces sociétés eurent une longue vie. On a un bel exemple avec la société des Ouvriers réunis de Montbrison créée en 1882 et bien étudiée par Joseph Barou : des formes anciennes (patronage des notables, attachement, très important aux rituels des funérailles, à l'ostension des bannières, aux banquets fraternels) coexistent avec des réalisations pionnières (le versement des premières retraites à partir de 1903).

La Charte de la mutualité (loi du 1^{er} avril 1898) définit les grands principes de la mutualité française. Elle crée un système mutualiste libéral, en mettant fin au contrôle de l'administration sur les sociétés de secours mutuels. Elles peuvent désormais être créées librement, sans avoir besoin de l'agrément de l'administration. Celle-ci n'exerce plus qu'un contrôle de gestion financière, sans que ce contrôle puisse revêtir une dimension politique. De surcroît, ces sociétés n'ont plus obligation de s'organiser sur une base strictement communale : des regroupements s'opèrent alors à l'échelle nationale.

La Mutualité, libérée par la Charte de 1898, développa ses propres services. En 1903, la première pharmacie mutualiste de la Loire ouvrait ses portes à Roanne. En 1907, à Saint-Étienne, la Maison de la Mutualité fut inaugurée dans l'aile sud de la bourse du travail, alors place Marengo. Elle permettait aux adhérents de se rencontrer, aux Sociétés de secours mutuels de coopérer entre elles et avec l'Union départementale. En 1911, elle créa la caisse des retraites ouvrières et paysannes. En 1912, la cuisine mutualiste ouvrit ses portes place Jacquard à Saint-Étienne.

En 1933, la Clinique mutualiste de Saint-Étienne est inaugurée par le président Lebrun. Sa création répondait au souci de fournir aux mutualistes des soins de qualité et une hospitalisation qui soit une alternative entre la salle commune, souvent indigne, des hôpitaux publics et les cliniques privées trop chères. En 1937, la Mutualité française Loire ouvrit une colonie de vacances à Dunières en Haute-Loire. Des centres radiologiques furent créés à Roanne, Rive-de-Gier et à Saint-Étienne.

3. La création des Assurances sociales

Il faudra près de 10 ans de débats parlementaires pour parvenir, en France, au vote des lois de 1928/1930 instituant les Assurances sociales qui représentent une extension considérable de la protection sociale. Obligatoires pour tous les salariés de l'industrie et du commerce dont le salaire n'excède pas un seuil déterminé, elles prennent en charge les risques traditionnels couverts jusque-là par la mutualité – maladie, décès, maternité. Elles sont financées par une contribution, provenant pour moitié de l'employeur et pour moitié du salarié. Le financement des risques maladie, maternité et décès est réalisé par le système de répartition et le risque vieillesse par la capitalisation. Ce système constitue un progrès du principe de l'obligation. Elle oblige la mutualité à s'adapter : à travers les caisses d'affinité (organisées par métier ou par localité), les mutualistes participent activement à la gestion des Assurances sociales ; ils progressent très fortement, en effectifs comme en moyens, mais souvent au prix d'un enlèvement gestionnaire dans ce système très lourd.

C'est aussi à cette époque que sont créées les Allocations familiales (1932). Certaines entreprises versaient à leurs salariés chargés de famille un sursalaire, mais le système était très inégalitaire. Le gouvernement généralise le bénéfice des Allocations familiales à l'ensemble de la population en obligeant tous les employeurs de l'industrie et du commerce à s'affilier à des caisses agréées par l'État.

V/ La création de la Sécurité sociale

Dès 1944, le Conseil national de la Résistance annonce, dans son programme élaboré dans la clandestinité, la réalisation d'un plan complet de Sécurité sociale. À la Libération, Pierre Laroque, conseiller d'État révoqué par Vichy à cause de ses origines juives, combattant des FFL, est chargé de préparer le système de la Sécurité sociale. Les deux ordonnances d'octobre 1945 sont le véritable acte de naissance du régime général. Pierre Laroque est chargé de leur application.

La création de la Sécurité sociale posait de multiples problèmes : n'y avait-il pas un risque d'étatisation autoritaire ? le régime devait-il être général ou comporter des « régimes spéciaux » ? la médecine resterait-elle libérale ? Les retraites seraient-elles financées par capitalisation ou par répartition ? Que deviendraient les mutuelles ? (question posée aussi parce qu'une partie de leurs dirigeants avaient été favorables à la politique « sociale » de Vichy). Quelles places tiendraient les syndicats (réticences de la CFTC qui craignait la force de la CGT).

Préambule : La sécurité sociale [...] répond à la préoccupation de débarrasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain, de cette incertitude constante qui crée chez eux un sentiment d'infériorité et qui est la base réelle et profonde de la distinction des classes entre les possédants sûrs d'eux-mêmes et de leur avenir et les travailleurs sur qui pèse, à tout moment, la menace de la misère.

La principale disposition consista dans la mise en place d'un système unique pour la gestion des grands risques sociaux, adossée à une caisse unique par circonscription. C'est donc, au total, un régime unifié et structuré qui s'installe, avec les 4 branches du régime général :

- la branche maladie (Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés). Elle couvre une grande partie des risques maladie, accident du travail ou maladie professionnelle, maternité ;
- la branche famille (Caisse nationale des allocations familiales) et ses organismes locaux ;
- la branche vieillesse (Caisse nationale d'assurance vieillesse) : un système de retraites par répartition est adopté ;
- la branche recouvrement (URSSAF).

Le système était destiné à devenir général mais les professions agricoles conservent leurs institutions spécifiques dans le cadre de la Mutualité sociale agricole (MSA). Les salariés des régimes spéciaux refusent de s'intégrer dans le régime général et conservent leurs régimes spécifiques (fonctionnaires, mineurs, etc.). Le financement du système est assuré par les cotisations des employeurs et des salariés. Il est géré par l'ensemble des partenaires sociaux (syndicats et patronat).

La création de la Sécurité sociale oblige la Mutualité à définir des nouvelles orientations. Son rôle devient complémentaire à la Sécurité sociale. En 1947, un compromis est trouvé dans le cadre de la loi André Morice : la Mutualité qui reconnaît formellement la Sécurité sociale obtient en contrepartie le droit de gérer certains de ses organismes. La création de la Sécurité sociale la réoriente vers la complémentarité de celle-ci et vers la recherche de nouveaux chemins pour plus de responsabilité et plus de solidarité.

La solidarité, l'un des plus beaux mots de la langue française.

Les 20 séances de *Parole donnée*

Année 2017 – 2018

(7^e année)

Programme

1/ Le 10 octobre 2017 : la politique est-elle un métier ?

Modérateur : Christine Segreto

Témoignages de :

Alain Laurendon, vice-président du conseil départemental de la Loire (canton de Saint-Just-Saint-Rambert), adjoint au maire de Saint-Just-Saint-Rambert, conseiller communautaire Loire-Forez
Liliane Faure, conseillère municipale de Montbrison et conseillère communautaire Loire-Forez

2/ Le 6 mars 2018 : Les médias

Modérateur : Christine Segreto

Témoignages de :

Selim Batikhy, ancien journaliste
Laetitia Cohendet, responsable du *Pays à Montbrison*
Vincent Berthet, journaliste à la retraite
Michael Dias, référent de l'atelier café-média au Remue-Ménages

3/ Le 3 avril 2018 : le sexisme

Modérateur : Frédéric Patouillard

Témoignages :

Mathilde Montabonnel, psychologue du travail et fondatrice de *Dialectica*
Odile Proust, Directrice du CIDFF (Centre d'information sur les droits des femmes et des familles)

La politique est-elle un métier ?

Les mots *politique* et *politicien* ont parfois pris un sens péjoratif : « faire de la politique », « un politicien », etc. Pourquoi cette dépréciation ? Quelle crise révèle-t-elle ? la politique : fonction ou métier ? Faire de la politique – s’occuper des affaires de la Cité – devrait au contraire être considéré comme noble. Retour sur l’histoire de la fonction de représentant du peuple.

Le temps des notables (1815-1870)

Au XIX^e siècle, les fonctions politiques ont d’abord été exercées « gratuitement ». Elles l’étaient par des notables qui avaient des revenus suffisants pour vivre : grands propriétaires fonciers qui estimaient naturel de devenir le maire de leur village, « propriétaires rentiers », industriels donnant du travail dans leur ville (Schneider, député du Creusot, président du Corps législatif sous le Second Empire, le marquis de Solages propriétaire des mines de Carmaux et maire de la ville) ; fonctionnaires qui devenaient députés et restaient inféodés au gouvernement dont ils dépendaient pour leur carrière (sous Louis-Philippe) [alors qu’aujourd’hui, ils sont protégés par le statut de la fonction publique, 1945].

– Ces notables considéraient que les fonctions publiques faisaient partie de leur rôle « social » (les catholiques parlaient du « devoir d’état »). Ils aspiraient souvent à être reconnus comme des « bienfaiteurs », se faisaient remarquer par leurs « libéralités » : M. Madeleine, dans *Les Misérables*, est un industriel qui donne du travail et qui finance lui-même quelques grands projets.

– Les fonctions locales (maires, conseillers généraux, conseillers d’arrondissement) ne donnaient pas lieu à indemnité mais ne provoquaient pas de dépense électorale : on était nommé par le gouvernement, c’est-à-dire par le préfet – les maires le furent jusqu’en 1884.

Le premier grand tournant est en 1848, la proclamation de la Seconde République et du suffrage universel (masculin) : on passe de 240 000 électeurs censitaires à 9 millions d’électeurs « citoyens » (tous les hommes âgés de plus de 21 ans). Les fonctions politiques s’ouvrent à tous.

Pour que tous les Français puissent exercer une fonction législative et électorale, pour qu’ils puissent abandonner leur travail afin de siéger au palais Bourbon s’ils sont élus députés, et aussi pour que les députés ne soient pas sensibles à des tentatives de corruption, on décide qu’ils toucheront une indemnité parlementaire de 25,00 F par jour (un ouvrier gagne de 1,00 à 3,00 F par jour). Cette création était une mesure démocratique : elle permet à chacun d’être élu et d’exercer son mandat sans travailler par ailleurs.

La suite est liée à l’histoire des années 1848-1851 : l’Assemblée (républicains compris) a approuvé la répression des Journées de Juin (insurrection ouvrière pour protester contre la suppression des ateliers nationaux) et les élections de 1849 ont donné une majorité aux conservateurs. Aussi la République est-elle devenue impopulaire parmi le peuple parisien. Les députés apparaissent comme des privilégiés avec leurs 25,00 F par jour. En décembre 1851, après le coup d’État de Louis-Napoléon Bonaparte, lorsque le député républicain Alphonse Baudin, le 3 décembre 1851, harangue les ouvriers pour les appeler à résister et à construire des barricades, ceux-ci lui rétorquent qu’ils ne veulent pas « mourir pour ses 25,00 F ». C’est le symbole d’une première fracture. Baudin est tué sur sa barricade. Sa mort en fait plus tard un martyr, mais célébré seulement à partir de 1868 et porté au Panthéon en 1889.

Sous le Second Empire, les députés et les sénateurs ne touchent plus d’indemnité parlementaire. La majorité des députés est aux ordres du gouvernement, ceux-ci sont élus avec le système de la candidature officielle qui pervertit le suffrage universel. Seuls les candidats officiels peuvent réellement faire campagne et, une fois élus, obtenir des subventions pour leurs administrés. La presse est muselée par le système des avertissements.

Les républicains, de leur côté, prennent conscience que le suffrage universel ne règle pas tout ; il y a nécessité de former des citoyens éclairés (le vote pour Louis Napoléon en 1848 a servi de leçon !), l’accent devra être mis sur l’instruction du peuple. Il faut aussi que le scrutin soit libre.

Sous la Troisième République

Après le Second Empire et le drame de la Commune, les républicains investissent progressivement les nouveaux organes du pouvoir détenus de 1871 à 1879 par une majorité conservatrice qui faillit réussir une restauration monarchique ; les républicains conquièrent la majorité de l'Assemblée (1879) et votent les grandes lois républicaines : établissement des libertés publiques et de l'école de Jules Ferry, loi municipale de 1884, loi autorisant les syndicats (1884), liberté d'association en 1901. Ils gagnent les mandats locaux (Gambetta insiste sur la nécessité de gagner les communes rurales et d'avoir aussi la majorité au Sénat). Il se forme une élite républicaine d'élus locaux recrutés dans les classes moyennes et les professions libérales (médecins, avocats) et chez les petits agriculteurs, chez les fonctionnaires. La politique devient une quasi-profession dont l'indépendance est garantie par le versement d'une indemnité parlementaire, créée à nouveau en 1878 : « Tout citoyen, même modeste, doit pouvoir être élu représentant. »

Mais, la crise économique des années 1885-1895 remet en cause la confiance des citoyens dans le nouveau régime. Plusieurs scandales parlementaires (Panama) indignent l'opinion et provoquent le développement d'un antiparlementarisme qui est au cœur du boulangisme, l'un des avatars du bonapartisme : les opposants à la république se regroupent autour du général Boulanger.

– Appel à un homme fort et demande d'une révision de la constitution dans un sens plus autoritaire.

– Revendication du plébiscite pour consulter directement les citoyens (le plébiscite, utilisé par Napoléon I^{er} et Napoléon III a mauvaise presse chez les républicains).

Boulanger échoue mais l'antiparlementarisme a depuis cette période toujours été particulièrement fort en France ; il est récurrent, trouve un terreau naturel dans les crises et le chômage. Il est souvent récupéré par l'extrême droite nationaliste : développement de la xénophobie et de l'antisémitisme pendant l'affaire Dreyfus, marquée par un nouvel accès virulent d'antiparlementarisme.

L'antiparlementarisme existe aussi à l'extrême gauche où l'on dénonce régulièrement la trahison des élus infidèles à leurs promesses électorales. Elle prône la défiance systématique envers la médiation parlementaire et entend substituer au pouvoir de celle-ci la voix « authentique » du peuple – celle des sectionnaires et des militants des sociétés populaires sous la révolution de 1789, puis celle d'un mouvement ouvrier privilégiant le syndicalisme révolutionnaire. Plus tard, le parti communiste, fidèle à la ligne prônant la « dictature du prolétariat » ne s'inscrit guère dans la tradition de la démocratie représentative.

À l'inverse, le rôle historique de Jaurès dans le mouvement socialiste a été d'acclimater le régime parlementaire dans la classe ouvrière : Jaurès dit dans l'un de ses discours : « Crier : à bas le parlement !, c'est crier à bas la classe ouvrière ! »

On retrouve exactement les mêmes phénomènes dans la crise des années 1930 ; face à la crise économique, l'extrême droite prospère à nouveau : les ligues (Action française, Croix de feu, Jeunesses patriotes) manifestent le 6 février 1934. Le palais Bourbon est menacé. Les « politiciens » sont dénoncés. La riposte de la gauche conduit au Front populaire. La France connaît, dans les années 1930, un climat de guerre civile.

La défaite de 1940 conduit à la chute de la République (la « divine surprise » de Charles Maurras). Le régime de Vichy dénonce les partis politiques et leurs chefs comme responsables de la défaite (le procès de Riom). S'ils ne sont pas officiellement interdits, ils se voient, de fait, interdits de réunion et de toute activité à partir d'août 1941. Sénat et Chambre ne sont pas supprimés, mais ne seront jamais réunis.

La chute du régime de Vichy discrédite pour longtemps l'extrême droite qui ne réapparaît qu'à la faveur de crises politiques ou économiques : l'Algérie et la chute de la IV^e République, les mutations du petit commerce et le poujadisme (« sortez les sortants ». Le Pen, plus jeune député de France en 1956, est député poujadiste).

Les nouvelles donnees

À partir de 1945, plusieurs faits changent la donne.

Le rôle de l'État a beaucoup augmenté, en particulier dans le domaine économique (les nationalisations de 1945) et dans le domaine social (l'État-providence). La gestion des affaires de l'État et des collectivités territoriales est multiforme, complexe et nécessite des compétences accrues ; elle demande aussi beaucoup plus de temps.

Le règne de l'argent : les campagnes électorales sont devenues extrêmement coûteuses, à l'échelle nationale, elles le sont de plus en plus parce que les nouveaux médias se développent. On fait des campagnes « à l'américaine » en utilisant même la publicité commerciale (campagne du centriste Jean Lecanuet en 1965, de Mitterrand et Giscard en 1981). Ces campagnes engloutissent des sommes énormes qui dépassent parfois les limites que la loi tente de fixer.

La nécessité de faire une carrière politique passe par des partis politiques (argent des campagnes électorales, investitures, droit de parole au parlement et dans les médias), ce qui restreint la base de sélection des candidats parce que les partis politiques ont moins d'adhérents qu'auparavant (beaucoup moins que dans des pays comme la Grande-Bretagne ou l'Allemagne). Pour passer du statut de militant à celui de candidat, il faut appartenir à des réseaux du pouvoir, il faut savoir et oser s'exprimer en public, maîtriser les « bons » codes du langage. Toutes ces compétences vont de pair avec un bon niveau de diplôme. Ce qui alimente les discours populistes sur le système et « l'establishment » – discours souvent tenus aussi par des membres mêmes de ce système.

Les lois de décentralisation ont à partir de 1981 donné des pouvoirs importants aux collectivités territoriales, anciennes (communes, départements) ou nouvelles (régions) ou à des organismes nouveaux (communautés de communes ou d'agglomération qui sont des Établissements publics de coopération intercommunale, EPCI). D'où l'augmentation du nombre des élus et l'élargissement de leurs pouvoirs. Au niveau national, tendance à la cooptation : anciens de l'ENA, assistants parlementaires, permanents des partis.

Le cumul des mandats a été le résultat, de l'accumulation des niveaux de décision et, en partie, de l'absence d'un statut de l'élu : il faut avoir plusieurs mandats pour ne pas tout perdre quand on est battu à une élection. On n'abandonnait pas son mandat local quand on devient un élu national. Clientélisme lié au cofinancement des projets par des collectivités de différents niveaux.

Les « affaires » (Cahuzac, Tapie, Bettencourt) indignent les citoyens et nourrissent le populisme. La crise économique démoralise les gens. D'où une désaffection pour la politique et ceux qui en font : la politique perçue comme un métier exercé par des privilégiés.

Pourtant des efforts ont été faits dans plusieurs domaines.

– Le non-cumul des mandats : la loi organique du 16 février 2014 prévoit que, en 2017, il ne sera plus possible à un député ou à un sénateur d'exercer simultanément la fonction de maire, ou adjoint au maire, président et vice-président de conseils régionaux, départementaux, d'intercommunalités. Rappelons aussi que le président de la République, depuis la révision constitutionnelle de 2008, ne peut pas faire plus de deux mandats.

– La limitation des dépenses électorales, pour la présidentielle, circulaire de 2008 : plafonnement des dépenses de 13,7 millions d'euros pour un candidat présent au 1^{er} tour, et 18,3 millions d'euros pour candidat au 2^e tour. Les comptes de campagne sont vérifiés. Les dons permis aux candidats sont limités à 7 500 € en France par personne et par parti. Cependant, on ne pense pas à tout ; les micro-partis ont permis de tourner la loi et sont des machines à collecter de l'argent : 296 partis politiques déclarés en France en 2016 !

– La parité hommes / femmes : en **1999**, une révision constitutionnelle ajoute à l'article 3 de la Constitution de 1958 la disposition suivante « la loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives ». En **juin 2000**, la loi sur la parité en politique module l'aide publique aux partis politiques en fonction de leur respect de l'application de la parité lors de la présentation des candidats. Les élections municipales et départementales ont prévu un nombre égal de candidats hommes / femmes.

– La « transparence » a, elle aussi, progressé : les élus doivent déclarer leur revenus et leur

patrimoine : pour éviter leur enrichissement en cours de mandat.

– Une nouvelle loi sur la moralisation de la vie politique a été votée en juillet 2017.

Interdiction pour les parlementaires, les ministres et les exécutifs locaux d'embaucher un membre de leur famille comme collaborateur.

Suppression de la réserve parlementaire et de la réserve ministérielle.

Transformation de l'indemnité représentative de frais de mandat qui seront remboursés par les assemblées.

Création d'une *banque de la démocratie* et d'un *médiateur du crédit* pour faciliter le dialogue entre banques, candidats et partis.

Création de *registres publics de déports* pour les parlementaires en situation de conflits d'intérêts sur des textes ou des votes, et estimant devoir se mettre en retrait.

Problème du mode de scrutin : le scrutin de circonscription favorise le clientélisme qui conduit parfois un député à favoriser les intérêts de ses électeurs pour être réélu plus qu'à considérer l'intérêt général. Il lamine la représentation des minorités qui, non représentées, peuvent avoir la tentation de la contestation violente.

La politique, qui est un service, est ainsi souvent devenue une profession ; mais elle ne le sera jamais complètement. Elle est temporaire par nature.

Nécessité d'un statut de l'élu – comme il y a un statut de la fonction publique – qui prévoit la réinsertion professionnelle de ceux qui se sont mis un temps au service de leurs compatriotes et qui ont perdu leur mandat.

Il faut, à ce propos, poser le problème du va-et-vient entre les affaires et la politique, le problème du pantouflage des hauts fonctionnaires, le problème de l'action des lobbies qui ont un rôle international ; le problème du pouvoir réel des hommes politiques et de leurs marges de manœuvre face aux intérêts économiques.

Au cœur du problème

Enfin, deux éléments fondamentaux me paraissent liés à la crise de la politique et des fonctions politiques – ce qui est au cœur de notre sujet.

– La crise économique et le chômage de masse compromettent la confiance dans la démocratie. L'acceptation de l'autorité d'un pouvoir politique passe par la satisfaction d'un certain nombre de besoins, la nécessité pour les citoyens d'avoir du travail et le besoin de gagner correctement sa vie lorsqu'on travaille. Comme la droite et la gauche ont gouverné, les électeurs se tournent vers les mouvements populistes ou protestataires, sans en voir les implications idéologiques et les conséquences.

– La crise de la représentation : alors que les employés et les ouvriers représentent la moitié de la population active, seuls 0,4 % des députés proviennent de leurs rangs (21 employés et un ouvrier). À l'inverse, les cadres représentent 31 % des parlementaires, les professions libérales 18 %, les enseignants 10,5 %. Une amélioration, les femmes ont vu leur représentation augmenter : 1,4 % en 1958, 4,3 % en 1978, 11 % en 1997, 18,5 % en 2007, 27 % en 2012 et 38,8 % en 2017 (mais elles forment 51,4 % de la population). Les jeunes sont sous-représentés, même si l'âge moyen des députés a baissé (48 ans au lieu de 54. Âge moyen en France : 41 ans). Tout cela explique en partie la crise de la démocratie représentative et la recherche, d'ailleurs souvent intéressante, de formes participatives de la démocratie.

Certes, la République en a vu d'autres. Régime fondé sur la vertu – cette analyse célèbre a été faite par Montesquieu et Rousseau – elle est difficile à construire. Elle est fragile comme tout ce qui est précieux. Raison supplémentaire pour ne pas renoncer à faire de la fonction politique quelque chose qui honore à la fois les représentants du peuple et le peuple qui leur délègue ses pouvoirs.

Introduction à l'histoire des médias en France

Les médias, ce sont les moyens de communiquer et d'informer. L'invention de l'imprimerie (1455) permet la naissance de la presse écrite (XVII^e siècle). Aux XIX^e et XX^e siècles, de nouveaux moyens de communication et d'information apparaissent : le télégraphe (1837), le téléphone (1876), le cinéma (1900-1910), la radio (vers 1920), la télévision (1935 puis 1944) jusqu'à la révolution d'Internet. Survol de l'histoire des médias en plusieurs parties chronologiques et avec, de temps en temps, un arrêt sur un événement précisément daté pour faire "l'ouverture" de chaque sujet.

I/ Sous l'Ancien Régime

30 mai 1631. Sous le règne de Louis XIII, Théophraste Renaudot, médecin du roi, crée *La Gazette* que découvrent quelques privilégiés. Il s'agit du premier journal publié en France. Cet hebdomadaire (entre 4 et 12 pages, format in-quarto) tire son nom d'une monnaie vénitienne (*gazetta*) qui équivalait au prix d'un journal. Son initiative fut bientôt imitée par quelques libraires parisiens. Mais Renaudot obtint de Richelieu, en 1635, un « monopole du roi ». *La Gazette* devint, de fait, l'organe officieux du pouvoir, eut un grand succès. Jusque-là, les affiches imprimées, les proclamations orales dans la rue et les annonces faites en chaire par les curés de paroisse avaient été – et continueront d'être – les moyens d'information utilisés par le pouvoir.

Dès le début s'est posé le problème de la pluralité et de la liberté de la presse. Il a donc été résolu dans le sens autoritaire du monopole par la monarchie absolue. Le monopole de *La Gazette* fut au XVIII^e entamé par la parution d'autres titres à Paris comme en province, *Le Mercure de France*, revue fondée en 1672 et qui a existé jusqu'en 1965, le *Journal de Paris*, premier quotidien, fondé en 1777, qui traite principalement d'événements culturels et de faits divers. Il remporta un succès important auprès de la population parisienne, surtout dans les premiers mois de la révolution de 1789.

II/ De la Révolution à la III^e République

12 juillet 1789 : le jeune journaliste Camille Desmoulins, monté sur une chaise dans les jardins du Palais-Royal, apprenant le renvoi de Necker par le roi, appelle à la révolution et lance l'idée de prendre la Bastille. Après la prise de celle-ci, il crée *Les Révolutions de France et du Brabant*, l'un des premiers grands journaux. C'est la révolution, l'avènement de la liberté de la presse, un extraordinaire bouillonnement. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen proclame en son article 11 « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre des abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. » La presse ne fut complètement libre qu'entre 1789 et 1792 : ce fut un bouillonnement (350 titres de presse), chaque leader révolutionnaire ayant son journal (*L'Ami du peuple* de Marat). La Terreur marque ensuite la fin de cette période. En 1800, un arrêté du Premier consul rétablit officiellement la censure. Sous le Premier Empire, la presse est étroitement contrôlée par le pouvoir. À Montbrison le *Journal de Montbrison* fondé par Charles Bernard publie surtout les communiqués du préfet.

Presque tout le XIX^e siècle fut marqué par une longue lutte pour la liberté de la presse qui s'est souvent confondue avec la lutte pour la République : en 1830, le 25 juillet, les ordonnances du roi Charles X contre la liberté de la presse déclenchent l'agitation populaire à Paris et la révolution de Juillet. La République n'est cependant pas proclamée. L'avènement de Louis-Philippe, le roi-citoyen, paraît une sorte de compromis. Après les « Trois Glorieuses », la charte constitutionnelle d'août 1830 précise que « les citoyens ont le droit de publier et de faire imprimer leurs opinions en se conformant aux lois » et que « la censure ne pourra jamais être établie ». Effectivement, la presse connaît un grand développement sous la monarchie de Juillet. Cette libéralisation a des limites : la presse continue d'être soumise au système du cautionnement et son impression reste encore artisanale. La censure est progressivement rétablie par le biais de poursuites judiciaires répétées, en particulier pour les dessins de presse portant offense au roi par la loi du 9 septembre 1835 : *La Caricature*, *Le Charivari*, les dessins de Daumier – la caricature de la tête de Louis-Philippe – en forme de poire, ne cessent d'être poursuivis en justice. Il y a là une tradition d'insolence qui se continue aujourd'hui avec des journaux comme *Le Canard enchaîné* ou *Charlie Hebdo* qui essaye, à tous risques, de repousser le plus loin possible, les limites de la critique.

1^{er} juillet 1836 paraît le premier numéro de *La Presse*, fondée par Émile de Girardin, fondateur de la presse moderne au XIX^e siècle.

Plusieurs grandes nouveautés :

– Le rôle de l'argent devient prépondérant : l'association de Girardin avec le banquier Dujarrier permet les investissements nécessaires. *La Presse* devient l'éditeur puissant d'une presse à grand public qui sait et saura utiliser les nouvelles ressources de la technique : des presses à imprimer plus performantes, l'avènement du chemin de fer pour expédier les journaux aux quatre coins de la France, le télégraphe et la première agence de presse (agence Havas, 1832) qui apporte et traduit les nouvelles.

– L'introduction de la publicité : les frais de fabrication des journaux étaient élevés, les quotidiens se vendaient surtout par abonnements, relativement chers, et les tirages étaient par conséquent assez bas. Girardin introduit la publicité qui permet de diviser par deux le prix de l'abonnement (de 80 F à 40 F).

– Autre nouveauté, l'introduction des premiers romans-feuilletons qui ont un succès immédiat. Balzac, Alexandre Dumas, George Sand sont parmi les premiers auteurs. *La Presse* passe de 13 000 à 63 000 exemplaires.

Ce succès de *La Presse* suscita beaucoup de critiques. Armand Carrel, un grand journaliste républicain, l'un des fondateurs du *National*, accusa Girardin de concurrence déloyale. Ce dernier contre-attaqua en publiant un article où il menaçait, entre les lignes, de révéler le nom de la femme mariée avec laquelle Carrel avait une liaison. Le 21 juillet 1839, les deux hommes se battent en duel au pistolet. Girardin est blessé à la cuisse, mais guérit. Carrel meurt de sa blessure quelques jours plus tard. La politique et les médias sont un monde violent. Girardin ne s'est plus jamais battu en duel.

Le 29 juillet 1881 est votée à l'Assemblée nationale la loi sur la liberté de la presse. La III^e République a fait voter entre 1881 et 1905 toutes les lois essentielles de notre démocratie. La loi est rapportée à la Chambre des députés par Eugène Lisbonne, député de l'Hérault, et au Sénat par Eugène Pelletan, l'un des « pères fondateurs » de la III^e République, tous deux anciens opposants à l'Empire. Aux républicains elle apparaissait comme un principe essentiel. La loi sur la liberté de la presse dispose (article 1) que « l'imprimerie et la librairie sont libres ». Grâce à cette loi, la presse dispose d'un régime très libéral. Il suffit de déclarer le titre du journal et le nom de son directeur. Il y a un nombre limité de délits : injure et diffamation, appel au meurtre, protection des mineurs. La censure sera cependant rétablie pendant la guerre de 1914-1918.

La loi de 1881 inaugure la période la plus faste de la presse française. Les principaux journaux se dotent d'un appareil complet de production incluant imprimerie, portage, correspondants. Le journal s'adresse désormais à toutes les classes sociales (l'école est devenue obligatoire), couvre les faits divers, propose des jeux puis des mots croisés. La presse est devenue ce « quatrième pouvoir » redouté des politiques : les grands débats (l'affaire Dreyfus) se font dans la presse. Jaurès ou Clemenceau écrivent des centaines d'articles. Le métier de journaliste s'organise avec l'émergence du modèle rédactionnel anglo-saxon et se professionnalise. Les figures du journaliste, puis du grand reporter apparaissent, ainsi que des formes nouvelles, comme l'interview. Diverses innovations industrielles, telles les rotatives ou la linotypie accompagnent cet essor de la presse. Le téléphone favorise la transmission des nouvelles (un reporter peut dicter son article au téléphone). Notons ensuite l'apparition des premières actualités cinématographiques dès 1909 (jusqu'en 1980). La culture du journal est à son apogée : entre 1881 et 1914, le tirage des quotidiens (nationaux et régionaux) passe de 1,5 million à 9 millions d'exemplaires. Après le premier conflit mondial, la presse ne retrouvera jamais le même niveau de diffusion et d'influence.

La médaille aura cependant son revers : les personnes ne seront guère protégées contre les attaques individuelles diffamatoires (Jaurès, Salengro) et contre la violence polémique de la presse. On ne peut empêcher la presse d'être gagnée par la corruption et la vénalité (cf. l'affaire de Panama, « l'arrosage » des journaux par l'ambassade de Russie pour promouvoir les emprunts russes). L'argent règne. Des groupes de presse se forment (tel celui de Jean Dupuy, propriétaire du *Petit Parisien*). Dans l'entre-deux-guerres, *Le Temps* passe sous le contrôle du Comité des Forges. L'industriel Jean Prouvost crée *Match*.

À côté de la presse écrite, la radio et la TV en sont encore à leurs balbutiements.

24 décembre 1921, les émissions du poste d'État de la tour Eiffel (FL) permettent aux sans-filistes de capter les premiers programmes radiodiffusés réguliers. C'est l'aboutissement des découvertes scientifiques d'Édouard Branly et de Marconi. Chaque jour, les auditeurs peuvent entendre un bulletin météo, puis les cours de la Bourse. Très vite les stations se multiplient, publiques et privées. La guerre de 1939-1945 donne à la radio ses lettres de noblesse politiques : l'appel du 18 juin 1940, les émissions de la BBC, les reportages de la radio dans Paris combattant en 1944 (Pierre Crénesse et la Radiodiffusion de la nation française).

6 avril 1935, à l'initiative de Georges Mandel, ministre des Postes, est diffusée depuis le ministère des PTT la première émission officielle de télévision avec un nouvel émetteur au sommet de la tour Eiffel. Sur le petit écran, apparaît le visage de Béatrice Bretty sociétaire de la Comédie française. Elle raconte sa dernière tournée en Italie : « Nous avons fait un beau voyage. » Ce sont les premiers mots entendus à la télévision. Vingt minutes plus tard la première émission était terminée, ayant eu pour témoins une poignée d'invités et 150 téléspectateurs : la télévision cesse ensuite d'émettre à cause de la guerre.

III/ De la seconde guerre mondiale à Internet

21 août 1944, Albert Camus écrit son premier éditorial pour le journal *Combat*, qui paraît au grand jour dans Paris couvert des barricades de la Libération. Il appelle aux armes, dit qu'il « faut prendre le mot *Libération* dans son acception la plus large » et que la République, inséparable de la liberté, ne doit plus désormais être « sous le règne de l'Argent ». Il installe *Combat* dans les anciens locaux de *L'Intransigeant*.

La Résistance avait eu une presse clandestine remarquable par sa qualité, son efficacité dans le combat et ses capacités de réflexion sur la reconstruction du pays. Les mouvements de Résistance se constituèrent autour de leurs journaux : *Franc-Tireur*, créé par des journalistes du *Progrès de Lyon* (Georges Altman, Yves Farge), *Libération*, *Combat* (dont Albert Camus signa les éditoriaux). Les ordonnances de juin et août 1944 organisent la suppression des journaux compromis sous l'Occupation et la dévolution de leurs biens à des publications nées dans la clandestinité (*Le Monde* s'installe dans les locaux du *Temps* ; *Le Journal de Montbrison* devient *La Liberté*). Elles obligent la presse à plus de transparence économique. Le directeur ne peut plus être un homme de paille. Chaque numéro doit donner la justification du tirage et le journal doit publier les noms des propriétaires et, s'il s'agit d'une société, les noms des associés. Chaque année le journal est tenu de publier son bilan. Des aides à la presse sont importantes dans l'optique de soutenir une profession nécessaire à la démocratie.

La presse française connaît une seconde période faste après la Libération, marquée par de grandes signatures (Camus, Aragon, Mauriac), des ressources publicitaires importantes (pas de publicité à la radio et à la TV), une capacité d'innovation importante (*L'Express* de Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud), des combats courageux (la guerre d'Algérie), la force de sa presse régionale (dans la Loire : *L'Espoir*, *La Dépêche*, *La Tribune*, *Le Progrès*, *Le Patriote*) et l'essor des magazines. Mais les réformes de 1944 sur la transparence de la presse n'ont pas été vraiment appliquées et approfondies et n'ont pas empêché la constitution de grands groupes de presse. Prouvost puis Robert Hersant, le groupe Lagardère. Aujourd'hui le paysage médiatique est aux mains des puissances d'argent ; les propriétaires de la presse généraliste quotidienne sont des hommes d'affaires pour lesquels les journaux sont des moyens d'influence et des signes de réussite : Patrick Drahi (*Libération*, le groupe *L'Express*), Bolloré (Canal +), Xavier Niel et Matthieu Pigasse (*Le Monde*, *l'Obs*), Bernard Arnault (*Les Échos*). Des acquisitions ont été faites les années antérieures : TF1, depuis sa privatisation, par la famille Bouygues ; le *Point* par François Pinault ; *Le Figaro* par Serge Dassault, avionneur, marchand d'armes et sénateur. Les journalistes essayent de protéger leur liberté par des sociétés de rédacteurs (*Le Monde*, *Libération*).

À la Libération, le gouvernement fait, pour la radio comme pour la TV, le choix du monopole (RTF puis ORTF) que l'on peut voir aussi comme le choix du service public même s'il n'était qu'apparent parce que les radios « périphériques » (RTL, Europe 1, Monte-Carlo) peuvent « couvrir » le territoire français. Le nombre de postes de radio augmente de façon exponentielle surtout après l'arrivée du poste à transistors (1959) qui change la façon d'écouter la radio et gagne de nouveaux publics (« Salut les copains » 1959). En 1961, l'appel du général de Gaulle aux soldats du contingent joue un rôle important dans l'échec du putsch d'Alger. Au total, la radio a survécu à la TV par la qualité de son service public, sa souplesse, sa présence multiforme, le rôle de

la bande FM, l'ouverture des ondes aux radios libres, les web-radios et le podcasting.

Quant à la télévision, les émissions reprennent en 1945. En 1949, le journal télévisé est créé par Pierre Sabbagh. Seulement 1 % des ménages français (120 000 postes) possédaient un récepteur en 1950. Pour les Français la vraie naissance de la télé est la retransmission en 1953 des cérémonies du couronnement de la reine Élisabeth II : les achats de postes se multiplient avant le jour J. Les gens se rassemblent devant les vitrines d'électroménager, dans les cafés ou chez des voisins. C'était hier et, d'ailleurs, la reine n'est-elle pas toujours là ? La Télé entre dans les foyers français.

La France adopta donc d'abord le monopole : de Gaulle régnait sur la télé et pour le président Pompidou, l'ORTF était « la voix de la France ». Le cordon entre pouvoir et radio-télé fut difficile à couper – et ne l'est d'ailleurs toujours pas vraiment. En 1974, Giscard d'Estaing décida d'en finir avec l'ORTF, considéré comme une organisation ingouvernable. La loi donna naissance à sept entreprises publiques, dont trois chaînes de télévision : TF1, Antenne 2, FR3 et à Radio France. Le nouveau système mit les trois chaînes publiques en concurrence entre elles. Désormais, la « course à l'audience » se développe, la privatisation des années 1980 ne fera que l'exacerber. C'est paradoxalement le nouveau pouvoir socialiste qui va ouvrir la télévision aux intérêts privés. Le gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac privatise TF1 en 1987. La privatisation s'accompagne cependant du maintien d'une certaine régulation par l'État. La loi de 1982 prévoit ainsi la création de la Haute Autorité de la Communication audiovisuelle, « ancêtre » du CSA. La société France Télévisions regroupe les chaînes France 2, France 3, France 4, France 5, France Ô et le réseau outre-mer. L'offre télévisuelle se diversifie en portant le nombre de canaux gratuits disponibles sur le réseau hertzien à 18, puis 27. La télévision numérique permet la création de dizaines de chaînes... Une tendance : les jeunes passent de moins en moins de temps devant la TV (et de plus en plus devant les écrans d'ordinateurs et de smartphones).

IV/ Internet ou la révolution absolue

1^{er} juillet 2008. Le 1^{er} juillet 2008 Edwy Plenel, Laurent Mauduit et quelques autres créent *Mediapart*, premier journal d'information en ligne – sans support papier – fonctionnant financièrement par abonnements. Un pari réussi (150 000 abonnements), l'équilibre financier est atteint en 2010. *Mediapart* héberge à la fois les articles rédigés par ses équipes (« le journal ») et par ses utilisateurs (« le club »). Cette irruption d'Internet est une révolution absolue. Le début du XXI^e siècle est ainsi marqué par la révolution de l'informatique et la fin de l'ère de Gutenberg : le journaliste est désormais derrière son clavier. Composition des journaux par ordinateur, articles expédiés par fichiers Word, mise en page et impression assistée par ordinateur. Il n'est guère propice à la presse écrite généraliste qui, souvent, perd de l'argent, dispose de moins de publicité, voit baisser ses tirages et s'installe petit à petit sur Internet avec deux versions, l'une papier, l'autre numérique. La presse spécialisée et la presse régionale résistent mieux. Dans ce paysage, on l'a vu, certains tentent d'exister uniquement sur Internet tandis que, surtout des magazines (279) se spécialisent dans un créneau étroit, avec un renouvellement très rapide des titres. Les réseaux sociaux deviennent importants dans la formation de l'opinion. Chacun donne son avis dans des blogs ou dans des forums : « tous journalistes » en somme. Le journalisme en ligne est très réactif mais il abuse du copié-collé. Le meilleur et le pire. Si l'information est partout, comment hiérarchiser celle-ci et vérifier les sources qui sont utilisées ?

Dans ce paysage des médias actuels, les journalistes essayent de bien faire leur travail ou d'inventer de nouvelles formes de journalisme. Avant de leur laisser la parole, je cherchais un texte à citer en conclusion. Je l'ai trouvé. Il est de 1945. La Fédération nationale de la presse française (syndicat patronal), affirme dans sa Déclaration des droits et des devoirs de la presse :

Art. 1. La presse n'est pas un instrument de profit commercial, mais un instrument de culture ; sa mission est de donner des informations exactes, de défendre des idées, de servir la cause du progrès humain. Art. 2. La presse ne peut remplir sa mission que dans la liberté et par la liberté. Art. 3. La presse est libre quand elle ne dépend ni de la puissance gouvernementale ni des puissances d'argent mais de la seule conscience des journalistes et des lecteurs.

J'allais dire : ainsi soit-il.

Quelques aspects de l'histoire des femmes dans la société française au XX^e siècle

I/ La guerre de 1914-1918 et ses prolongements

La guerre de 1914-1918 a été, au début du XX^e siècle, un ébranlement décisif pour l'ensemble de la société française. Elle a donné une place nouvelle et singulière aux femmes dans une société traditionnellement marquée par le modèle patriarcal : les femmes deviennent, de fait, pendant la guerre, chefs de famille ; elles sont embauchées dans les usines de guerre (les « munitionnettes ») ; à la campagne, elles assurent le travail des champs. Elles sont infirmières dans les hôpitaux militaires.

La condition féminine a-t-elle été réellement transformée par la guerre ? La question divise aujourd'hui les historiens qui font souvent valoir que, dès la fin du conflit, les femmes ont été renvoyées à leurs fourneaux et que les licenciements ont été massifs dès que les industries de guerre ont cessé de produire. Les femmes ont été aussi renvoyées à leurs fonctions de mères ou de futures mères. Cependant, les mentalités avaient changé. Comment les femmes auraient-elles pu oublier cette période où elles « avaient tenu bon », où elles avaient eu, elles aussi, entre leurs mains le sort du pays ?

Une nouvelle politique familiale : la guerre avait fait 1 400 000 morts : la priorité affirmée par les représentants de la nation fut celle d'une nouvelle politique familiale. Repeupler la France s'impose alors comme un « devoir patriotique ». C'est le début d'une politique nataliste à deux versants :

– Un versant favorable aux familles – l'État développe une politique familiale de protection de la maternité : 1909, premiers congés de maternité ; 1928, congés de maternité rendus obligatoires dans la fonction publique. Une politique d'allocations familiales s'esquisse. Mais elle fait débat entre les féministes : certaines voient dans ces mesures des progrès, d'autres estiment que ces mesures renforcent le modèle de femme-mère au foyer qu'elles rejettent.

– Un versant répressif : la loi de 1920 condamne l'interruption de grossesse et interdit la propagande contraceptive, celle de 1923 renforce les peines contre l'avortement.

II/ Le long combat de la citoyenneté

Dans le domaine politique, les femmes ne parvinrent pas à obtenir le droit de vote même si l'Assemblée nationale vote à plusieurs reprises le droit de vote aux femmes (1919, 1932, 1935 et 1936). Mais au Sénat, la droite conservatrice s'allie avec les radicaux anticléricaux qui, par anticléricalisme, ne veulent pas donner le droit de vote aux femmes censées être sous l'influence de l'Église. Il faudra la Résistance et la participation des Françaises à celle-ci pour changer les choses. Dès 1942, le général de Gaulle, dans un message publié par les journaux clandestins de la Résistance, écrit : « Une fois l'ennemi chassé du territoire, tous les hommes et toutes les femmes de chez nous éliront l'Assemblée nationale qui décidera souverainement des destinées du pays (23 juin 1942). » Le 21 avril 1944, il signe une ordonnance établissant le suffrage féminin. Le préambule de la Constitution de 1946 (repris dans celle de 1958) affirme que « la loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux des hommes ».

Les femmes avaient conquis le droit de vote mais pendant presque un demi-siècle, leur participation aux assemblées et aux gouvernements reste faible. Elles sont 33 à entrer à l'Assemblée nationale en 1945, soit 5,6 % des députés. Mais, ce pourcentage tombe à 2,1 % en juin 1968. La sous-représentation massive des femmes se prolonge jusqu'au début des années 1990. Au gouvernement, c'est la même absence des femmes : certes, Léon Blum avait nommé trois femmes sous-secrétaires d'État en 1936 – alors qu'elles n'avaient pas encore le droit de vote. Certes, une députée MRP, Germaine Poinso-Chapuis devient ministre de la Santé en 1947. Mais il n'y a pas une seule femme ministre entre 1958 et 1974, seulement trois secrétaires d'État. Les choses changent à partir de la présidence de Giscard d'Estaing avec la nomination de Simone Veil, ministre de la Santé, et de Françoise Giroud, secrétaire d'État à la condition féminine.

La question est ensuite posée de la nécessité de forcer par la loi la féminisation de la représentation politique. Après des débats passionnés, la loi de juin 2000 instaure la parité, c'est-à-dire qu'elle contraint les partis politiques à compter parmi leurs candidats la moitié de femmes pour les élections municipales,

régionales, européennes et sénatoriales. L'application de cette loi a porté ses fruits : l'Assemblée nationale compte 38,6 % de femmes après les législatives de 2017 et le Sénat 25 %. Après le vote d'une nouvelle loi électorale (un binôme h/f par nouveau canton), la moitié des conseillères départementales sont des femmes. En 2012, pour la première fois, un gouvernement (Jean-Marc Ayrault) a compté autant de femmes que d'hommes ministres.

Parallèlement, les femmes obtiennent aussi, au xx^e siècle, la plénitude de leurs droits civils.

1907 : Les femmes mariées peuvent percevoir leur salaire et en disposer. 1965 : elles peuvent ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de leur mari.

1965 : Le mari n'est plus le « chef de famille ». En 1970, la notion d'« autorité parentale » remplace celle d'« autorité paternelle » dans le Code civil. En 1984, l'égalité des conjoints est étendue à la gestion des biens de la famille.

III/ Le travail, l'un des moyens de l'indépendance

Les féministes ont très tôt affirmé que le travail était l'un des moyens de l'émancipation des femmes. Simone de Beauvoir dans *Le Deuxième sexe* (1949) a insisté sur le pouvoir émancipateur du travail féminin. Les syndicats sont, eux, divisés et réservés (ils connaissent les réalités du monde de l'usine). Dès le début du xx^e siècle, cependant, les femmes constituent 37 % de la population active : spécificité française que cette importance du travail féminin. Ce pourcentage augmente au cours du siècle : 40 % en 1982, 47 % en 2008. Le taux d'activité des femmes âgées de 25 à 50 ans est élevé par rapport aux autres pays d'Europe : 50 % dans la 1^{re} moitié du xx^e siècle, 86 % aujourd'hui. Une politique d'aide à la famille et de construction de crèches et de haltes-garderies a permis le développement du travail féminin. Celui-ci a d'ailleurs été transformé par le développement du secteur tertiaire de l'économie : les employées de bureau, les secrétaires, les emplois de service ou de soins aux personnes sont alors des métiers dits « féminins » (c'est ce que l'on appelle aujourd'hui un « stéréotype de genre »). Grâce à l'accès massif des filles à l'enseignement secondaire puis supérieur, les femmes ont ouvert des brèches dans les bastions de l'emploi masculin : elles sont même majoritaires dans les métiers de l'enseignement primaire (83 %) et secondaire (58 %) et dans la magistrature (57 %). 41 % des médecins sont des femmes. À partir de 1971, elles peuvent entrer dans l'armée (15 %).

Mais, depuis les années 1970, on assiste aussi à un développement de la précarité dans l'emploi féminin : 30 % travaillent à temps partiel contre 6,7 % pour les hommes. La presse rappelle fréquemment le sort des caissières dans la grande distribution ou des employées de services de nettoyage. Cette précarisation est d'autant plus grave que, dans les familles monoparentales, les femmes assurent très souvent la garde et l'éducation des enfants et que beaucoup de pensions alimentaires ne sont pas payées.

À la fin du xx^e et en ce début du XXI^e siècle, le mouvement d'émancipation des femmes reste inachevé : dans la sphère privée, les femmes accomplissent encore l'essentiel du travail de la maison (75 % au total) ; dans la sphère professionnelle, elles sont davantage touchées par le chômage et la précarité ; à qualification égale, elles sont, dans le secteur privé, moins payées (20 % de moins en moyenne que les hommes) et se heurtent au « plafond de verre » : moins grande orientation des filles vers des carrières qu'elles n'osent pas elles-mêmes envisager, promotions professionnelles moins importantes, nécessité de montrer davantage leur compétence.

IV/ La maîtrise de leur corps et de leur vie de couple par les femmes

Au xx^e siècle, les femmes ont conquis progressivement, après de rudes combats, la maîtrise de leur propre corps. C'est l'une des révolutions sociétales les plus importantes du xx^e siècle.

L'effort en faveur de la contraception se développa d'abord autour de la « Maternité heureuse » d'Évelyne Sullerot, devenue le Planning familial animé par le docteur Lagroua-Weill-Hallé et le docteur Pierre Simon qui ouvrirent des centres de consultation du Planning familial (1961), théoriquement illégaux. Des discussions passionnées gagnèrent la sphère politique et religieuse. Proposée par Lucien Neuwirth, député de la Loire, la loi libéralisant la contraception est votée en 1967 par une majorité comprenant la gauche et une partie de la droite, au prix de nombreuses restrictions et d'un grand retard des décrets d'application.

En 1969, le mouvement du Planning familial ouvre le débat sur l'avortement. Il y avait alors 300 000 avortements clandestins, 3 000 femmes mouraient chaque année d'un avortement qui se transformait en septicémie. Le refus des maris ou des compagnons de prendre leurs responsabilités et le statut social infamant des « filles-mères », le viol et l'inceste, sujets tabous, jouent leur rôle dans ce recours à l'avortement.

Le *Mouvement de Libération des femmes*, qui émerge sur la scène publique, réclame alors l'avortement libre et gratuit au nom de la liberté des femmes à disposer de leur propre corps : « Avoir un enfant si je veux, quand je veux, comme je veux. » Un coup d'éclat médiatique met le problème sur le devant de la scène : un manifeste de 343 femmes qui déclarent publiquement avoir avorté est publié dans le *Nouvel Observateur* le 5 avril 1971 et réclame le libre accès à la contraception et à l'avortement. Parmi les signataires, Simone de Beauvoir, Marguerite Duras, Françoise Sagan, Delphine Seyrig, Catherine Deneuve... Le *Mouvement pour la Liberté de la contraception et de l'avortement* (MLAC) pratique des avortements. Au procès de Bobigny, en 1972, l'avocate Gisèle Halimi (mouvement *Choisir*) obtient la relaxe pour une jeune fille de 16 ans, qui avait avorté après un viol ; elle a fait de ce procès une tribune contre la loi de 1920. Trois ans plus tard, Simone Veil, ministre de la Santé, malgré les injures qu'elle subit, porte la loi qui est votée par le Parlement : elle autorise, dans certaines conditions, l'IVG (interruption volontaire de grossesse) (1975).

Depuis, les femmes se sont attaquées à la question du viol, désormais qualifié de crime par la loi de 1980, donc passible de la cour d'assises, à l'inceste (déclaré imprescriptible), au harcèlement sexuel (1992) et aux violences conjugales (540 000 cas déclarés en 2013, 124 femmes mortes en 2017). Les mentalités évoluent et les recours à la justice augmentent mais les violences dont les femmes sont victimes restent nombreuses.

L'affaire Weinstein (2017) a ouvert un autre domaine de débats, celui du harcèlement sexuel devenu un sujet mondial – par l'intermédiaire des réseaux sociaux – avec une extraordinaire libération de la parole. Le « harcèlement de rue » et le « harcèlement au travail » sont particulièrement visés. La question du « harcèlement au travail » est ancienne : en 1905, les porcelainières et porcelainiers de Limoges se mettent en grève pour protester contre l'attitude d'un contremaître accusé d'exercer un « droit de cuissage » sur les ouvrières. La ville connaît des véritables émeutes. Il y a un mort. C'est l'un des épisodes célèbres du *Pain noir* de Clancier.

Avec l'affaire Weinstein, la question du consentement explicite des femmes lors d'une relation amoureuse vient ainsi au premier plan des discussions. Question aussi de l'âge à partir duquel ce consentement peut être considéré comme libre. Pour lutter contre les mariages forcés, une loi a fait passer, en 2006, l'âge minimum du mariage de 15 à 18 ans pour les filles.

D'autres débats s'ouvrent ou s'ouvriront d'ailleurs dans les mois qui viennent, comme ceux du droit pour toutes à la procréation médicale assistée et de l'autorisation de la gestation pour autrui.

VI/ Les femmes dans la famille et la société

Toutes les enquêtes d'opinion montrent que, pour les Françaises et les Français, la famille reste une valeur sûre, le lieu de la recherche du bonheur individuel et des solidarités entre les générations. Mais les changements dans la structure et le fonctionnement de la famille ont été importants et l'évolution du statut des femmes a joué un rôle capital dans ces changements.

Le mariage n'est plus la norme : il était un sacrement, la déchristianisation lui enlève ce rôle ; il était une alliance entre familles, marquée par la signature d'un « contrat de mariage » : dans une société de citadins salariés, on ne passe plus guère devant le notaire. Le mariage était souvent « arrangé ». Or, au xx^e siècle, le « mariage d'amour » s'est imposé. C'est l'amour qui désormais fonde la mise en couple et l'enfant qui fonde le couple plus stable. 52 % des enfants reconnus par leurs deux parents naissent hors mariage. Les femmes prennent le temps de la réflexion : elles ont leur premier enfant à 30,5 ans (23 ans en 1965). Mais la France est restée malgré une baisse récente, le pays le plus fécond d'Europe avec une moyenne de 2 enfants par couple.

La vie s'est allongée (les femmes vivent 84 ans en moyenne et les hommes 78 ans) ; on peut envisager d'avoir plusieurs vies amoureuses successives. Si l'amour n'est plus là, on peut se séparer ou, si

l'on est marié, bénéficiant des changements de la loi qui ont introduit le divorce par consentement mutuel (1975). Les femmes travaillent, ce qui leur a donné une autonomie qui ne les enferme plus dans le mariage. Les possibilités pour les couples sont donc plurielles : mariages (235 000 en 2016, dont 7 000 pour des personnes de même sexe), pacs (189 000 en 2015), « unions libres ». 123 000 divorces ont été prononcés en 2015.

Les freins à l'émancipation restent forts, en particulier les freins religieux : les intégristes des différentes religions ont toujours été hostiles à l'émancipation des femmes. La place de la femme dans l'islam radical pose de nouveaux problèmes (« le problème du voile » pour simplifier). L'école est sous surveillance de lobbies intégristes prompts à intervenir sur les questions de « genre », sur la question de l'éducation à l'égalité, sur la question de l'avortement. Enfin la libération des mœurs a ses revers : l'instrumentalisation du corps des femmes dans la publicité, la mode et le cinéma « porno » sont porteurs de stéréotypes et de dérives.

Une nouvelle génération de féministes se mobilise contre le sexisme, le machisme et les violences au sein d'associations aux noms volontairement provocateurs ou militants, comme les *Chiennes de garde*, *Ni putes ni soumises*, *Osez le féminisme* ou les *Femen*.

Pour conclure

Le changement de la condition féminine, c'est aussi l'affaire des hommes

Je voudrais enfin évoquer, dans ma conclusion, deux personnages que j'ai « rencontrés » dans mes recherches d'historien : Ernest Legouvé, l'un des premiers hommes féministes, issu d'une famille d'imprimeurs montbrisonnais, professeur au Collège de France, fit un cours en 1847-1848 sur *L'histoire morale des femmes* dans lequel il demandait pour les femmes les mêmes droits que les hommes : cours qui eut un énorme succès ; il fut, beaucoup plus tard, le premier directeur de l'ENS de jeunes filles : la République fit de sa nomination un symbole. L'exemple d'Ernest Legouvé – comme celui des porcelainiers limougeauds de 1905 – nous rappelle que l'émancipation des femmes, c'est aussi l'affaire des hommes.

Un territoire commun aux hommes et aux femmes

Mon second personnage est la romancière féministe et révolutionnaire André Léo (Léodile Champseix, 1837-1900). Dans *La femme et les mœurs*, elle écrivait en 1869 : « "Les démocrates doivent comprendre qu'il ne pourra y avoir de liberté pour tous tant que les droits des femmes ne seront pas reconnus et que la tyrannie régnera dans la famille » ; et cette phrase : « Les femmes feront d'autant plus le bonheur de leurs compagnons et de leurs fils qu'elles auront les mêmes droits qu'eux. » Un passage du *Deuxième sexe* de Simone de Beauvoir lui fait écho : « [Les] deux sexes [...] ont un même essentiel besoin de l'autre ; ils peuvent tirer de leur liberté la même gloire ; s'ils savaient la goûter, ils ne seraient plus tentés de se disputer de fallacieux privilèges ; et la fraternité pourrait alors naître entre eux. » Simone de Beauvoir se situe ici, comme André Léo, dans une tradition constante du féminisme français, « féminisme de l'égalité » qui, selon le mot de Mona Ozouf, « n'abjure jamais la certitude d'un territoire commun aux hommes et aux femmes ».